SOMMAIRE

PRÉSIDENTE DE M. PHILIPPE SÉGUIN

1. Questions au Gouvernement (p. 2).

OBJECTIFS ET MOYENS DE L'ENSEIGNEMENT (p. 2)

MM. Martin Malvy, François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

EMPLOI DES JEUNES (p. 3)

MM. Michel Berson, Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales.

RENAULT (p. 3)

MM. Jacques Brunhes, Franck Borotra, ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications.

PREMIERS EFFETS DES LOIS SUR LA CONCURRENCE (p. 4)

MM. Alain Ferry, Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances.

RÉSEAUX D'INFORMATION (p. 5)

MM. Aloyse Warhouver, Franck Borotra, ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications.

INTERVENTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE (p. 5)

MM. Philippe Briand, Alain Juppé, Premier ministre.

SITUATION AU ZAÏRE (p. 7)

MM. André Fanton, Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence.

PRIVATISATION D'AIR FRANCE (p. 7)

MM. Richard Dell'Agnola, Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances.

DÉLITS SEXUELS (p. 8)

MM. Daniel Arata, Jacques Toubon, garde des sceaux, ministre de la justice.

APPLICATION DE LA CONVENTION MEDICALE AUX CHEFS DE CLINIQUES ET INTERNES DES HÔPITAUX (p. 8)

MM. Jean-Marc Charatoire, Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales.

SURVEILLANCE DES PERSONNES EXPOSÉES À L'AMIANTE (p. 9)

MM. Jean Gravier, Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales.

ÉVÉNEMENTS DU ZAÏRE (p. 9)

MM. Jean-Paul Fuchs, Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence.

POLLUTION À PARIS ET EN ILE-DE-FRANCE (p. 10)

M. Patrick Trémège, Mme Corinne Lepage, ministre de l'environnement.

CRISE DANS LE SECTEUR AUTOMOBILE (p. 10)

MM. Michel Fromet, Franck Borotra, ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications.

2. Place des femmes dans la vie publique. – Déclaration du Gouvernement et débat sur cette déclaration (p. 11).

M. Alain Juppé, Premier ministre.

M. Jean-Pierre Chevènement,

Mmes Roselyne Bachelot-Narquin,
Muguette Jacquaint,
Nicole Ameline,

M. Laurent Fabius.

PRÉSIDENTE DE M. JEAN DE GAULLE

M. Alain Ferry,
Mmes Brigitte de Prémont, Janine Jambu,

M. Adrien Zeller,
Mmes Véronique Neiertz,
Christiane Taubira-Delannon,

MM. Etienne Garnier,
Ernest Moutoussamey,

Mmes Christine Boutin,
Ségolène Royal,
Henriette Martinez,
Frédérique Bredin,

M. Pierre Albertini,
Mmes Martine David,
Nicole Catala,

MM. Jacques Brunhes,
Jérôme Bignon,
François Loos,
Jean-Louis Masson,
Dominique Paillé,
Eric Duboc.

Mme Anne-Marie Couderc, ministre délégué pour l'emploi.

Clôture du débat.

3. Dépôt de projets de loi (p. 49).

4. Dépôt d'une proposition de résolution (p. 49).

5. Dépôt d'un rapport (p. 49).

6. Ordre du jour (p. 49).

COMPTE RENDU INTÉGRAL

PRÉSIDENTE DE M. PHILIPPE SÉGUIN

M. le président. La séance est ouverte.
(*La séance est ouverte à quinze heures.*)

M. le président. Mes chers collègues, je vous indique dès à présent qu'il n'y aura pas de suspension de séance à la fin des questions au Gouvernement. Nous passerons immédiatement à la déclaration du Gouvernement sur la place des femmes dans la vie publique et au débat sur cette déclaration.

1

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

M. le président. L'ordre du jour appelle les questions au Gouvernement.

Nous commençons par le groupe socialiste.

OBJECTIFS ET MOYENS DE L'ENSEIGNEMENT

M. le président. La parole est à M. Martin Malvy.

M. Martin Malvy. Monsieur le président, mes chers collègues, ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

Nous avons entendu, hier, M. le Président de la République expliquer aux Français qu'il convenait de réformer l'école, de prêter une attention particulière à l'apprentissage de l'écriture et des langues, d'en revenir aux leçons de choses, d'équiper nos écoles et nos lycées, de les ouvrir aux nouvelles technologies de la communication.

Tout cela est fort bien. (« Ah ! » et applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.) Mais, pour parvenir à ces résultats, il faut des moyens supplémentaires. Or, monsieur le Premier ministre, vous les réduisez.

Le Gouvernement pouvait profiter de la baisse des effectifs dans le primaire pour améliorer les conditions de l'enseignement. Certains de vos prédécesseurs l'avaient fait. Vous avez, vous, sauté sur l'occasion pour réduire le nombre d'enseignants dès la prochaine rentrée.

Le Gouvernement remet en cause les regroupements pédagogiques ; il supprime les classes de soutien.

Ma question est donc simple. Quels moyens nouveaux sont prévus pour la politique dont M. le Président de la République nous a parlé hier, alors que celle menée, en son nom, par votre gouvernement conduira à constater dans bon nombre d'écoles, d'ici à quelques mois, une dégradation de la qualité de l'enseignement ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

M. François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Monsieur le député, je vous remercie d'abord d'avoir noté que les orientations énoncées hier par le Président de la République, à savoir la lutte contre les difficultés de lecture, le recentrage sur un bloc de connaissances élémentaires et fortes, l'apport de nouveaux apprentissages – je pense par exemple aux langues vivantes – représentent un ensemble d'objectifs qui est celui de toute la nation. Il est juste que le Président de la République s'en saisisse. Dans le siècle qui vient, en effet, les nations se départageront sur la qualité de leur éducation. Il n'y a donc pas de sujet plus important ; il n'y a pas de sujet qui mérite une priorité plus grande.

S'agissant des moyens, je tiens à souligner que, si la baisse démographique s'est accompagnée, en effet, d'une légère diminution du nombre de postes d'enseignants – 500 seulement sur le terrain...

Mme Frédérique Bredin. Plus !

M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. ... sur 311 000 maîtres du premier degré – cette diminution n'a jamais été proportionnelle à celle du nombre des élèves. Nous avons perdu près de 200 000 élèves et il y a aujourd'hui davantage de maîtres qu'il n'y en avait au moment où ces 200 000 élèves étaient présents. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Mme Frédérique Bredin. Les classes ferment !

M. René Beaumont. Elles fermaient déjà avant !

M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Des classes fermant dans certains départements parce qu'il faut en ouvrir dans d'autres !

Mme Frédérique Bredin. L'enseignement est moins bon !

M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. En tout état de cause, l'encadrement des élèves sera meilleur l'année prochaine – statistiquement, je vous l'accorde – qu'il ne l'était à la dernière rentrée. (« Non ! » sur les bancs du groupe socialiste.) Tout le monde peut le vérifier.

M. Claude Bartolone. C'est faux !

Mme Frédérique Bredin. Totalement faux !

M. le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ma conviction est que la politique d'aménagement des moyens devra être poursuivie, notamment grâce à la transformation, que nous avons initiée, d'heures supplémentaires en postes, car il y a là une réelle marge de progrès dans l'encadrement sans avoir à dépenser davantage l'argent de la nation. Vous et nous sommes également attachés, me

semble-t-il, à la nécessaire vigilance budgétaire. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la République.*)

EMPLOI DES JEUNES

M. le président. La parole est à M. Michel Berson.

M. Michel Berson. Monsieur le ministre de l'éducation nationale, la légèreté de votre réponse (*Exclamations sur les bancs du groupe de Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.* – *Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste*) n'a d'égale que la légèreté des moyens dont vous disposez pour appliquer la politique du Président de la République. (*Huées sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

Le Président de la République, parlant hier soir de l'avenir et de l'emploi des jeunes...

M. Claude Bartolone. Vu l'audience, il n'y a que les socialistes qui l'ont regardé !

M. Michel Berson. ... a affirmé : « Quand on veut, on peut ! » Mais il n'a avancé aucune proposition concrète, aucun chiffre, aucun moyen financier pour lutter efficacement contre le chômage des jeunes. Il est vrai que, lors du sommet pour l'emploi des jeunes, le patronat, tout comme le Gouvernement d'ailleurs, a refusé de s'engager sur des objectifs clairs de création d'emplois.

Le Président de la République a cependant répété hier soir à plusieurs reprises : « J'ai demandé au Gouvernement de mettre en œuvre... J'ai demandé au Gouvernement de réfléchir... ». Alors, monsieur le ministre du travail, au-delà des incantations d'un soir, au-delà des propos lénifiants, voire inconsistants (*Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre*), quels moyens supplémentaires le Gouvernement vous a-t-il donnés et le Président de la République vous a-t-il demandé de mettre en œuvre, non pour lancer quelques stages éphémères, mais pour créer les vrais emplois, les emplois durables dont les jeunes ont besoin ?

Aujourd'hui, la question majeure n'est plus de changer l'ordre des jeunes chômeurs dans la file d'attente, mais bien de faire une place à tous les jeunes dans la société, c'est-à-dire dans l'emploi. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail et des affaires sociales.

M. Jacques Barrot, *ministre du travail et des affaires sociales.* Monsieur Berson, même si vous avez l'humeur chagrine (*Rires et exclamations sur les bancs du groupe socialiste*), les choses se mettent en place.

M. Jacques Floch. Au bout de quatre ans !

M. Claude Bartolone. Il ne suffit pas de le dire !

M. le ministre du travail et des affaires sociales. Le Président de la République a rappelé hier qu'un vaste plan de mobilisation avait été lancé, qui concerne les pouvoirs publics, certes, mais aussi l'ensemble de la nation.

M. Jean-Pierre Balligand. Personne ne l'a jamais vu, ce plan !

M. le ministre du travail et des affaires sociales. Les entreprises sont en effet appelées à nous aider à atteindre, en 1997, l'objectif de 400 000 jeunes en alternance, système de formation dont les crédits, je le rappelle, dépassent 10 milliards. Dès le mois d'avril, les grandes entreprises vont s'exécuter en chiffrant précisément les engagements qu'elles prendront à ce titre. Anne-Marie Couderc et moi-même rencontrerons demain les présidents de région pour nous assurer que des places de CFA seront libérées et que, le cas échéant, nous pourrions recourir aux lycées techniques, avec le concours de l'éducation nationale.

Mme Martine David. C'est plutôt laborieux, cette réponse !

M. le ministre du travail et des affaires sociales. Deuxièmement, l'Agence pour l'emploi et les missions locales vont se mettre en état de commencer à recevoir les 100 000 jeunes chômeurs de longue durée, c'est-à-dire de plus d'un an.

M. Bernard Derosier. C'est une réponse aux forceps !

M. le ministre du travail et des affaires sociales. J'ajoute que toute la politique dessinée hier vise à jalonner l'avenir du pays (« Ah ! » *sur les bancs du groupe socialiste*) à travers un droit à la formation tout au long de la vie, qui permettra à la fois d'assurer une insertion plus précoce et de ménager en permanence des possibilités de reconversion.

Des perspectives nouvelles s'ouvrent ainsi à la jeunesse de France, qui attend mieux que des dénigrements et des calomnies systématiques. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la République.*)

M. le président. Nous en venons à une question du groupe communiste.

RENAULT

M. le président. La parole est à M. Jacques Brunhes.

M. Jacques Brunhes. Monsieur le Premier ministre, plusieurs milliers de travailleurs venant de Belgique, d'Espagne et de France manifestent depuis ce matin à Billancourt, devant le siège de Renault. Vendredi dernier a eu lieu la première « euro-grève » de l'histoire sociale de ce groupe. La mobilisation est à la mesure de l'inquiétude et de l'indignation que soulève l'annonce de la fermeture de l'usine de Vilvorde, en Belgique, de la suppression de 3 000 postes en France et des mesures sur les installations espagnoles.

Ce qu'exigent les travailleurs de Renault, ce n'est pas un habillage social du plan Schweitzer, mais son retrait. La politique de bradage de Renault, loin de permettre à l'entreprise d'affronter l'ouverture du marché européen avant l'an 2000, la fait reculer sensiblement.

Les mesures annoncées pèsent aussi sur les filiales du groupe. Peugeot s'inscrit dans la même logique désastreuse, qui privilégie la finance par rapport à l'emploi. Ces décisions affaiblissent l'ensemble de l'industrie automobile française.

Monsieur le Premier ministre, la création d'une mission d'enquête parlementaire vient d'être décidée, mais les choix concernant l'automobile ont des conséquences considérables sur notre économie. Je vous demande donc

à nouveau l'organisation d'un débat à l'Assemblée nationale sur les perspectives de cette industrie, sur le retrait du plan Schweitzer et sur l'impulsion d'une véritable politique industrielle nationale concernant l'automobile. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications.

M. Franck Borotra, ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications. Monsieur le député, c'est vrai que les salariés manifestent aujourd'hui (*Rires sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste*) et je comprends leur inquiétude.

Pour vous, il est facile de rire parce que vous n'êtes pas dans leur situation ! (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste. – Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*) Je souhaiterais que, sur des sujets aussi graves, nous puissions discuter sérieusement. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.*)

M. Claude Bartolone. Larmes de crocodile !

M. le président. Un peu de calme !

M. le ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications. Je comprends l'inquiétude des salariés, car l'industrie automobile française et européenne doit relever un défi au tournant de ce siècle.

Vous avez parlé d'une logique de suppression d'emplois. En réalité, la logique en cause est celle de la survie de l'entreprise.

M. André Fanton. Très bien !

M. le ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications. L'Europe sociale est un enjeu majeur pour l'avenir de l'Europe. Et si quelqu'un défend le modèle social européen, parfois contre vents et marées et contre beaucoup de nos partenaires, c'est bien le Président de la République. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre. – Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.*)

M. le ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications. Face à ces problèmes, il ne doit pas y avoir deux poids, deux mesures.

M. Bernard Derosier. Des mots !

M. le ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications. Quand JVC a délocalisé ses usines de Lorraine, quand Hoover a abandonné la Bourgogne ou quand Grundig a fermé à Creutzwald, je ne me rappelle pas avoir eu le soutien de commissaires européens !

M. Henri de Richemont. Très bien !

M. le ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications. Le Gouvernement français était bien seul pour défendre l'avenir de ces industries et de ces salariés. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

Quand on parle d'Europe sociale, monsieur le député, il faut lutter contre le dumping social, contre la flibuste fiscale et contre les dévaluations compétitives, y compris dans le secteur automobile, car ces pratiques ont causé un mal considérable à notre industrie nationale.

Les salariés sont inquiets, et je le suis moi aussi, pour l'avenir de l'industrie automobile européenne. Ce que je souhaite, c'est que l'on se réunisse autour d'une table avec les constructeurs automobiles, afin d'examiner non seulement les restructurations industrielles nécessaires, mais également leurs conséquences sociales, et aussi l'ensemble des facteurs de la compétitivité, de telle sorte que les deux grands groupes français, PSA et Renault, soient présents au rendez-vous de la compétitivité au début du XXI^e siècle. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre. – Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.*)

M. le président. Nous en venons aux questions du groupe République et Liberté.

PREMIERS EFFETS DES LOIS SUR LA CONCURRENCE

M. le président. La parole est à M. Alain Ferry.

M. Alain Ferry. En l'absence de M. Galland, ministre délégué aux finances et au commerce extérieur, en déplacement au Brésil, ma question s'adresse au ministre de l'économie et des finances.

Monsieur le ministre, le Gouvernement a présenté, au cours de l'année 1996, plusieurs textes de loi qui visaient à assainir les règles de la concurrence et à limiter le développement des grandes surfaces. L'objectif affiché était de préserver les petites et moyennes entreprises d'une concurrence déloyale, d'une part, de redynamiser le petit commerce et l'artisanat, d'autre part. Je me suis associé à ces projets de loi qui semblaient indiquer la bonne direction. Malheureusement, les premiers effets qui se font aujourd'hui sentent qu'il faut s'interroger.

On observe une hausse des prix dans les grands magasins de l'ordre de 4 à 5 %, qui se traduit, de fait, par une baisse de pouvoir d'achat pour les consommateurs. Nul ne peut aujourd'hui affirmer que cette hausse bénéficie aux producteurs et non pas aux distributeurs. On assiste en effet à de nombreuses offres publiques d'achat de groupes de distribution qui affichent, pour 1996, des bénéfices en hausse de 20 à 35 %.

Ma question est simple. Les consommateurs, les commerçants et les artisans ne comprendraient pas le sens de la législation adoptée si les premiers effets perçus devaient perdurer. Si tel était le cas, quelles seraient les intentions du Gouvernement pour rectifier le tir ? (*Applaudissements sur divers bancs du groupe République et Liberté.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances. Monsieur le député, nous devons nous montrer circonspects à l'égard de l'étude commandée par un grand groupe de distribution à laquelle vous faites référence, étude portant sur 1 500 articles, qui laisse à penser que les prix auraient augmenté de 4 % sur les mois de janvier et février.

À la vérité, nous ne retrouvons pas cette hausse dans la variation de l'indice des prix du mois de janvier. Les prix ont progressé de 0,3 % en janvier, alors même que les conditions climatiques étaient particulièrement difficiles, notamment pour les produits frais. Je rappelle qu'en jan-

vier 1996, la hausse avait été de 0,2 %. Nous pouvons donc considérer qu'il n'y a pas eu d'effet significatif de la législation entre janvier 1996 et janvier 1997.

Si, en effet, certains prix ont été augmentés, c'est qu'il est manifeste qu'il y avait auparavant vente à perte. Et la loi adoptée par le Parlement est destinée à réconcilier enfin les producteurs et les consommateurs.

A la fin du mois de mars sera dressé un premier bilan des conséquences de cette législation, mais tout laisse à penser qu'il n'y a pas de dérive particulière et que la concurrence restera le régulateur et le modérateur de la hausse des prix. Il était temps de cesser d'exercer une telle pression sur les producteurs, car on a bien vu qu'à privilégier les consommateurs, on prenait le risque de mettre en difficulté les producteurs et de réduire, en conséquence, le niveau de l'emploi.

Je crois que cette loi vient à son heure et qu'elle permettra enfin de réconcilier les producteurs et les consommateurs. C'est une bonne loi, monsieur le député. Ne vous laissez pas impressionner par une étude partielle commandée par un groupe de distribution. Les indices de hausse de prix ne confirment pas ses conclusions. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.*)

RÉSEAUX D'INFORMATION

M. le président. La parole est à M. Aloyse Warhouver.

M. Aloyse Warhouver. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications. Elle concerne les réseaux d'information.

Dans ce secteur, la France a longtemps été à la pointe de la technologie. Elle fut la première à poser un jalon dans le domaine de la télématique avec l'invention du Minitel; des marchés s'ouvraient à notre industrie des télécommunications, d'autant plus prometteurs que nos voisins allemands éprouvaient des difficultés techniques à mettre au point un produit similaire, le BTX.

A l'heure du bilan, force est de constater qu'en fait d'avance, nous avons maintenant dix ans de retard! A titre de comparaison, l'Allemagne possède aujourd'hui 21 % de machines connectées, le Royaume-Uni 20 %, et la France seulement 8 %. Quant à l'Espagne, elle connaît aujourd'hui le plus fort taux d'abonnement en Europe. Comment expliquez-vous, monsieur le ministre, que nous ayons pris un tel retard, alors que nous étions des précurseurs ?

A l'heure de la mondialisation de l'industrie, Internet joue un rôle prépondérant dans la conception et la commercialisation des produits. Il s'agit aussi de savoir à qui vont appartenir les péages des autoroutes de l'information.

Quant à l'éducation nationale, elle avait accompli en 1984 un effort sans précédent. Le plan « Informatique pour tous » avait doté l'ensemble des établissements d'ordinateurs, ce qui a permis aux élèves de s'initier à l'informatique en attendant la télématique.

J'ai enregistré avec beaucoup de satisfaction les déclarations de M. le Président de la République, annonçant hier que, d'ici à l'an 2000, l'ensemble des établissements secondaires seraient connectés aux réseaux d'information. Mais un problème important se pose : le problème linguistique, car 80 % de l'information est délivrée en anglais ou en allemand, 20 % seulement en français. Des

deux solutions possibles, laquelle allez-vous choisir monsieur le ministre ? Allez-vous mettre en place des serveurs de traduction ? Ou bien ne serait-il pas préférable de rendre obligatoire l'enseignement de l'anglais dès la maternelle, pour ne pas marginaliser notre pays dans cette terrible explosion informatique ?

M. le président. Veuillez poser votre question.

M. Aloyse Warhouver. D'une façon générale, quels moyens allez-vous dégager pour permettre à la France de rattraper son retard sur les autoroutes de l'information ? (*Applaudissements sur divers bancs du groupe République et Liberté et du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications.

M. Franck Borotra, ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications. On n'a pas le droit, monsieur le député, de dire que la France a dix ans de retard : ce n'est pas vrai ! (« Très bien ! » sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République.)

Premièrement, le Minitel a été le précurseur de *network computer*. Dans le marché télématique, la France est probablement aujourd'hui l'un des pays qui a la plus grande diffusion. Sept millions de personnes utilisent, je le rappelle, le Minitel. C'est un marché considérable qui représente sept milliards de francs pour quelque 25 000 services rendus.

Deuxièmement, le Président de la République a clairement affirmé hier sa volonté de voir la France s'engager dans la bataille de la société de l'information. Nous avons dans ce domaine des atouts considérables. Je pense en particulier aux centres de recherche – l'INRIA ou le CNET – à notre expérience dans le domaine des services en ligne, à la créativité des fournisseurs de contenu ou à l'existence d'un vrai marché télématique.

Troisièmement, afin que la France présente soit sur les autoroutes de l'information, le Gouvernement a pris depuis trois ans l'initiative d'un appel à propositions qui recouvre aujourd'hui 250 projets, financés à hauteur de 500 millions de francs par l'Etat.

Cela dit, je le reconnais bien volontiers, le cœur du problème est d'abord au niveau de l'éducation. Il est vrai – et le Président de la République l'a dit hier – que nos enfants doivent vivre avec leur temps. C'est la raison pour laquelle M. le Premier ministre engage le Gouvernement à mettre en œuvre un plan triennal ambitieux dans trois directions : le raccordement de tous les établissements aux réseaux ; l'équipement des collèges et des lycées en micro-ordinateurs communicants avec, pour objectif, un poste pour quinze élèves ; enfin, l'utilisation des techniques multimédias comme outil d'enseignement pour permettre un enseignement interactif. L'objectif est de faire en sorte que, d'ici à l'an 2000, tous les jeunes qui quittent le système éducatif sachent utiliser parfaitement cet outil qui fait partie de la vie de tous les jours. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

M. le président. Nous en venons aux questions du groupe du Rassemblement pour la République.

INTERVENTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

M. le président. La parole est à M. Philippe Briand.

M. Philippe Briand. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre. Hier soir, nous avons entendu un Président de la République volontaire et enthousiaste. Un

Président de la République proche des Français. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste.*) Un Président de la République conscient de nos difficultés (*Mêmes mouvements.*) Un Président de la République qui a remis l'homme et les jeunes, et non plus les systèmes, au cœur du débat.

Hier soir, il a pris quatre grands engagements. Le premier concerne la lutte contre l'illettrisme, avec la volonté de mettre fin à la honte, de voir 15 % des jeunes sortir aujourd'hui du système scolaire en ne sachant pas bien lire et écrire. Le deuxième porte sur les rythmes scolaires et les programmes ; la réforme a déjà été engagée par le ministre de l'éducation nationale et le ministre délégué à la jeunesse et aux sports. Le troisième vise à faire en sorte que, dans les établissements scolaires, les jeunes puissent, d'ici à l'an 2000, maîtriser l'informatique. Enfin, et c'est là une idée chère aux gaullistes et à tous ceux qui à l'Assemblée nationale s'engagent pour les jeunes, il a exprimé la volonté de mettre en place un compte épargne formation pour redonner à chacun sa chance dans la vie.

Monsieur le Premier ministre, fort des engagements pris par le chef de l'État, comment comptez-vous mettre en œuvre cette importante réforme ? Quel calendrier allez-vous retenir pour permettre à ces orientations de trouver leur place dans notre société et faire, comme le disait le Général de Gaulle, qu'à nouveau la France soit la France. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Alain Juppé, Premier ministre. Comme vous, monsieur Briand, j'ai été frappé par l'authenticité du propos du Président de la République (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste*), la compréhension des problèmes des jeunes qui en ressortait et la connaissance approfondie des questions qu'il a évoquées tout au long de cette émission.

M. Louis Mexandeau. La souris, par exemple ?

M. Julien Dray. On se croirait chez Darty : Juppé rasure le service après-vente !

M. le Premier ministre. Mais ce propos contenait aussi des orientations très précises et parfaitement en phase avec l'action que le Gouvernement conduit depuis maintenant un an et demi.

Pour compléter notre programme de travail, l'accélérer, à la lumière des propositions du Président de la République, et programmer les initiatives ou les mesures nouvelles qui s'imposent, je réunirai les ministres concernés jeudi prochain à seize heures.

Voyons quelques exemples des questions sur lesquelles nous travaillons depuis plusieurs mois déjà, avec le soutien de la majorité, et qui vont maintenant, dans la ligne des perspectives ouvertes par le Président de la République, donner lieu à de nouvelles initiatives.

Premier exemple : l'embauche des jeunes. Il y a un mois environ, nous avons tenu la conférence nationale pour l'emploi des jeunes qui a fixé des objectifs très précis : 400 000 jeunes en alternance en 1997...

M. Jean-Pierre Balligand et M. Michel Fromet. Le CIP !

M. le Premier ministre. ... – nous tiendrons ce pari –, l'insertion de 100 000 jeunes chômeurs de longue durée, qui seront reçus individuellement dans les prochains mois et auxquels un parcours d'insertion sera proposé. J'y

ajoute le développement des expériences et des initiatives locales, grâce à la déconcentration des crédits et des responsabilités que j'avais annoncée. Tout cela est dans la droite ligne de ce que le Président de la République a souhaité.

Deuxième exemple : la formation continue. Une mission de réflexion avait été créée par M. Barrot il y a plusieurs mois sur cette importante question. Elle a abouti à des propositions que le Président de la République a fait siennes hier soir : le compte épargne temps-formation, la validation des acquis tout au long de la formation continue suivie par les adultes, et le chèque formation.

Un groupe de travail auquel participeront les partenaires sociaux, sera mis en place dans les tout prochains jours pour mener à bien ces différentes mesures et un projet de loi vous sera soumis au mois d'octobre prochain.

Troisième exemple : la lutte contre la toxicomanie. En 1995, j'avais demandé au ministre compétent de définir un plan triennal de lutte contre la drogue et la toxicomanie. Cela a été fait : en deux ans, les crédits consacrés à cette action prioritaire ont été majorés de 20 %, en dépit du contexte budgétaire que vous connaissez. J'ai demandé un nouveau plan triennal couvrant la période 1998-1999-2000. La réunion du comité interministériel de lutte contre la drogue et la toxicomanie, qui doit approuver ce nouveau plan triennal, est prévue au début du mois de mai.

Quatrième exemple : l'enfance maltraitée. Vous le savez, lors de la conférence de Stockholm, Xavier Emmanuelli s'était exprimé au nom de la France sur ce sujet qui me tient tout particulièrement à cœur. Je lui ai demandé de définir un programme d'action. C'est chose faite. Un projet de loi a été élaboré par le garde des sceaux et vient d'être approuvé par le conseil des ministres. Vous allez en discuter dans les tout prochains jours. Il instituera, si vous en êtes d'accord, la peine de suivi médico-psychologique après la sortie de prison.

J'ai également décidé de faire de la lutte contre les mauvais traitements dont sont victimes les enfants une grande cause nationale en 1997.

M. Alain Marsaud. Très bien !

M. le Premier ministre. Le mouvement sera lancé le jeudi 13 mars, c'est-à-dire après-demain, avec la participation d'un grand nombre de partenaires que cette cause mobilise. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

Cinquième exemple : l'illettrisme. Le projet de loi de cohésion sociale prévoit une restructuration complète du dispositif public de lutte contre l'illettrisme, avec l'institution d'un comité interministériel et d'un secrétariat national contre l'illettrisme. Vous avez pu entendre hier soir à la télévision le professeur Bentolila s'exprimer excellemment sur ce sujet. Je rappellerai que le Gouvernement l'a chargé de mission depuis le 26 février.

Dernier exemple : l'éducation. C'est avant l'été que votre assemblée pourra débattre, comme l'a souhaité le Président de la République, à la fois de l'évolution des programmes scolaires, à la lumière de ce qu'est devenue aujourd'hui la société française, et des rythmes scolaires.

Enfin, s'agissant de la mise en réseau de nos établissements scolaires, un programme triennal est en cours de définition. Je voudrais insister sur le fait que nous ne nous intéresserons pas seulement au matériel, comme cela a été fait par le passé, mais également au contenu. J'ai

tenu il y a quelque temps une fort intéressante réunion de travail, notamment avec Michel Serres, pour voir comment la fusion de La Cinquième et de Arte nous permettra de mettre sur les terminaux d'ordinateurs autre chose que le seul programme Internet, ...

M. André Fanton. Très bien !

M. le Premier ministre. ... tout à fait intéressant certes, mais qui doit être complété par un contenu et des messages éducatifs élaborés par la France elle-même.

M. Pierre Lellouche et M. Etienne Garnier. Très bien !

M. le Premier ministre. Voilà comment le propos du Président de la République s'inscrit dans la politique du Gouvernement, et comment nous allons amplifier notre programme de travail pour tenir compte de la nouvelle impulsion qu'il a donnée.

Mais, au-delà des orientations précises, des mesures concrètes et des plans d'action que je viens d'évoquer, le plus important dans le propos que nous avons entendu hier soir, c'est le climat général qui s'en dégageait : un climat de volonté, un climat de confiance en l'avenir. Et, je le dis ici avec toute la force de ma conviction : non, la France n'est pas un pays en déclin. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*) C'est un pays qui a des problèmes, comme les autres. Mais c'est un pays qui a des atouts considérables, à commencer par sa jeunesse. C'est la raison pour laquelle le propos du Président de la République a touché le cœur des Françaises et des Français. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

SITUATION AU ZAÏRE

M. le président. La parole est à M. André Fanton.

M. André Fanton. Monsieur le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, vous rentrez du Zaïre. Le constat que vous y avez fait est terrifiant. La guerre civile menace aujourd'hui l'unité de ce pays. Des dizaines de milliers de Zaïrois, qui fuient l'Est de leur pays, ajoutés aux dizaines de milliers de réfugiés épuisés par des mois d'errance sont menacés de mort.

A l'évidence, un nouveau génocide se prépare dans la région des Grands Lacs. Les organisations de l'ONU ou les organisations non gouvernementales semblent avoir disparu de toute la région. Les diplomates semblent impuissants à arrêter les combats et à mettre en œuvre les interventions humanitaires qui s'imposent de toute urgence.

Monsieur le secrétaire d'Etat, peut-on espérer que, au-delà des rivalités des grandes puissances, une force multinationale susceptible de mettre un terme aux combats soit mise en place dans les meilleurs délais ?

Ma deuxième question concerne l'Union européenne. Le temps n'est-il pas venu pour elle de démontrer son existence et sa capacité d'agir...

M. Pierre Mazeaud. Très bien !

M. André Fanton. ... en intervenant de façon massive pour sauver des hommes, des femmes et des enfants qui, sans cette aide, sont appelés à disparaître ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence.

M. Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence. Monsieur le député, vous avez raison, la situation dans l'Est du Zaïre est dramatique. J'ai visité hier le camp d'Ubundu où étaient déjà arrivées 35 000 personnes et où d'autres étaient attendues. Selon les chiffres qui m'ont été communiqués ce matin, 70 000 réfugiés fuient des massacres possibles. Les témoignages sont très troublants et convergent. De même, j'ai vu des personnes déplacées dans la ville de Kisangani, des ressortissants zaïrois, qui vivent dans des conditions pitoyables. Mais, à cause des conditions de sécurité, je n'ai vu à leurs côtés ni les organisations non gouvernementales ni les grandes agences de l'ONU.

C'est vrai, pour être efficace, pour apporter des secours réels et constants, il faut mettre en place une force multilatérale.

M. Pierre Lellouche. Eh oui !

M. le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence. C'est pourquoi la France soutient, comme elle l'a fait depuis le début de la crise, l'envoi d'une force multilatérale de sécurisation destinée à faire parvenir les secours humanitaires. C'est, je crois, la seule solution. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

PRIVATISATION D'AIR FRANCE

M. le président. La parole est à M. Richard Del l'Agnola.

M. Richard Dell'Agnola. Monsieur le ministre de l'économie et des finances, le 1^{er} avril 1997, la libération totale de l'espace aérien doit intervenir. Il en résultera une concurrence accrue de la part des compagnies étrangères sur notre marché national et, en contrepartie, la possibilité pour les compagnies françaises d'aller conquérir des marchés à l'étranger.

C'est dans cette perspective que le plan de redressement de la compagnie Air France a été mis en place. La Commission européenne a accepté que l'Etat français recapitalise la compagnie à condition que cette recapitalisation s'opère pour solde de tous comptes.

La recapitalisation a eu lieu et, aujourd'hui, le deuxième volet du plan doit permettre la privatisation d'Air France. Or, dans un contexte difficile, où la fusion entre la compagnie Air France et l'ancienne Air Inter n'est pas achevée, des rumeurs circulent et laissent entendre qu'il y aurait une accélération du plan de privatisation. Dans le climat social actuel, les informations parues dans la presse ont suscité un sentiment de malaise chez les salariés de la compagnie et une inquiétude légitime se fait sentir.

Monsieur le ministre, où en est exactement ce dossier ? Quel doit être le calendrier de privatisation de cette compagnie aérienne ? (*Applaudissements sur divers bancs du groupe du Rassemblement pour la République.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie et des finances.

M. Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances. Monsieur le député, ne brûlons pas les étapes ! Si le principe de la privatisation de la compagnie Air France, qui résulte de la loi de privatisation du 19 juillet 1993, est acquis, le calendrier n'en est pas arrêté.

L'Etat a procédé à une recapitalisation massive de 20 milliards de francs, et nous devons, en effet, privatiser, puisque c'est à cette condition que les autorités européennes ont admis le principe de la recapitalisation.

D'abord, nous avons à parfaire le processus de redressement de la société Air France. La compagnie, aujourd'hui, va mieux. C'est l'aboutissement, et il faut s'en réjouir, de tous les efforts, tant du personnel que de la direction, et de la mise en place d'un système de hub à Roissy. Tout cela contribue à améliorer la compétitivité, ce qui est une nécessité à la veille de la libération de la concurrence au plan européen, à compter du 1^{er} avril 1997.

Mais, avant tout, nous devons faciliter l'aboutissement du projet de fusion entre Air France et Air France Europe. Ce processus, qui appelle beaucoup de soins va s'amorcer par un contrat de location-gérance entre Air France et Air France Europe. Ce n'est qu'une fois la fusion achevée que nous pourrions passer au stade de la privatisation, du transfert aux intérêts privés. Ce sera la consécration de tous les efforts engagés pour rendre le groupe Air France parfaitement compétitif, ce groupe dont nous sommes fiers.

Monsieur le député, nous avançons avec détermination, mais sans précipitation. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la République.*)

DÉLITS SEXUELS

M. le président. La parole est à M. Daniel Arata.

M. Daniel Arata. Monsieur le garde des sceaux, ministre de la justice, ces derniers mois, notre pays a été le théâtre de plusieurs affaires de rapt ou d'abus sexuels sur des enfants. Certaines restent malheureusement encore non élucidées ; je pense en particulier à la disparition de la petite Marion à Agen.

Ce week-end encore, dans l'Aude, mon département, un nouvel enlèvement a failli avoir lieu. Le ravisseur a pu être heureusement arrêté grâce au courage et à la détermination d'un garde municipal, M. Pagès, auquel je tiens ici à rendre hommage. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

Cette fois, le pire a pu être évité, mais ces affaires créent aujourd'hui un véritable sentiment de peur et d'insécurité chez de nombreux parents qui se demandent si, demain, ce ne sera pas leur enfant qui sera victime de tels agissements. En effet, ces crimes deviennent de plus en plus fréquents et sont, la plupart du temps, perpétrés par des récidivistes.

Des traitements comme la castration chimique et un suivi médical très strict sont actuellement expérimentés dans certains pays avec succès.

Je sais, monsieur le garde des sceaux, que vous êtes pleinement conscient de la gravité de ce dossier. Aussi souhaiterai-je que, pour rassurer nos concitoyens, vous nous indiquiez, d'une part, quelles mesures vous entendez prendre pour renforcer notre dispositif légal contre ce type de délit, d'autre part, quels moyens concrets vous comptez dégager afin d'assurer un véritable suivi de ces délinquants sexuels tant sur le plan psychologique qu'au niveau médical. (*Applaudissements sur divers bancs du groupe du Rassemblement pour la République.*)

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux, ministre de la justice.

M. Jacques Toubon, garde des sceaux, ministre de la justice. Monsieur le député, il est certain qu'aujourd'hui, les Français sont à juste titre inquiets devant la recrudescence de ces délits et crimes abominables.

Nous avons d'ores et déjà pris en compte cette situation, même si, vous avez eu raison de le souligner, le nombre des récidives est trop élevé et si trop de drames frappent encore des familles, des villes ou des régions entières.

Depuis la révision de la loi pénale de 1994 et la profonde réorganisation du service de santé pénitentiaire, la spécificité des crimes et des délits d'origine sexuelle est bien prise en compte et le Gouvernement, à la demande du Premier ministre, présentée à l'occasion de la journée de l'enfance, a mis en œuvre dès le mois de novembre, un plan d'ensemble de protection de l'enfance. Ainsi que cela vient d'être rappelé, je travaille depuis dix-huit mois à une nouvelle législation en la matière. Le projet de loi a été adopté par le conseil des ministres à la fin du mois de janvier et il sera présenté dans un mois à votre assemblée.

Ce texte comporte d'abord la mise en œuvre de dispositions tendant à prévenir ces comportements et à en protéger les enfants. Il prévoit également l'application aux personnes condamnées pour de tels délits ou crimes de peines particulières, notamment d'une peine complémentaire de suivi médico-social. Ainsi que j'ai eu l'occasion de le souligner devant vous il y a quelques jours, nous étudions la manière dont on pourrait leur appliquer, peut-être même de manière systématique, pendant leur détention, ce type de soins.

Le Gouvernement, monsieur le député, a l'intention de donner une priorité, dans les moyens qu'il alloue à l'administration pénitentiaire et au ministère de la santé, à cette nouvelle forme de protection de notre société, en particulier pour protéger les enfants contre de tels agissements criminels. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

M. le président. Nous en venons aux questions du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.

APPLICATION DE LA CONVENTION MÉDICALE AUX CHEFS DE CLINIQUES ET INTERNES DES HÔPITAUX

M. le président. La parole est à M. Jean-Marc Charatoire.

M. Jean-Marc Charatoire. Monsieur le ministre du travail et des affaires sociales, comme vous l'avez souhaité avec M. le Premier ministre, de plusieurs députés de la majorité se sont mobilisés pour expliquer sur le terrain la réforme de la sécurité sociale. Or les chefs de clinique et les internes des hôpitaux s'inquiètent des conséquences de la nouvelle convention médicale signée voici quelques jours.

En effet, selon elle, lorsque ces médecins s'installeront dans le secteur libéral, ils bénéficieront d'une période de trois ans pendant laquelle ils seront exonérés des pénalités financières en cas de dépassement d'honoraires. Or les charges d'installation sont lourdes. L'endettement est important et les délais de constitution d'une clientèle libérale sont de plus en plus longs, la vitesse de croisière dépassant largement, dans la plupart des cas, le délai de trois ans prévu dans la convention.

Il semblerait donc juste, soit d'allonger à cinq, six, voire sept ans ce délai, soit de calculer le plafond au-dessus duquel le médecin sera pénalisé par rapport à l'activité moyenne des médecins de même spécialité dans le département.

Monsieur le ministre, je vous remercie de bien vouloir prendre en considération les inquiétudes des internes et chefs de clinique et d'y apporter la solution la plus juste. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la République.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail et des affaires sociales.

M. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales. Il est vrai, monsieur Chartoire, que les internes et chefs de clinique se sont inquiétés, à la suite de la signature de l'accord conventionnel, des règles applicables aux jeunes médecins qui s'installent, quant à la mise en œuvre des dispositions de régulation et du système de recouvrement des pénalités. Ils ont notamment mis en avant les charges d'installation et le délai nécessaire pour se constituer une clientèle suffisante.

Je puis vous indiquer que les partenaires conventionnels – et je remercie la caisse nationale d'assurance-maladie qui a bien voulu elle-même évoquer la question – ont pratiquement abouti ce matin à un accord : au lieu de seulement trois ans d'exonération puis de trois ans d'abattement, il sera prévu un délai de cinq ans pendant lequel les internes et chefs de clinique n'auront pas à acquitter un reversement quelconque. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)*

Je crois donc, monsieur Chartoire, que les inquiétudes des internes et des chefs de clinique n'ont plus de raison d'être. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.)*

SURVEILLANCE DES PERSONNES EXPOSÉES À L'AMIANTE

M. le président. La parole est à M. Jean Gravier.

M. Jean Gravier. Monsieur le ministre du travail et des affaires sociales, chaque jour nous apporte son lot de conséquences dramatiques dont souffrent les personnes qui ont travaillé au contact de l'amiante pendant de longues années. Ce matin encore, mon collègue Pierre Cardo a évoqué les inquiétudes manifestées dans sa circonscription par les salariés de l'entreprise Eternit.

Tout récemment, lors d'un congrès de la fédération nationale des accidentés du travail et handicapés, un médecin du travail a affirmé que la surveillance des personnes susceptibles de développer une maladie due à l'amiante nécessitait un examen annuel par scanner, alors que seule une radiographie pulmonaire tous les deux ans serait actuellement préconisée par vos services. Que faut-il penser de cette déclaration ?

Il est nécessaire que tout soit mis en œuvre afin que les travailleurs qui ont été au contact de l'amiante puissent bénéficier de conditions de prévention optimales.

Qu'en est-il, monsieur le ministre, de ce grave problème de santé publique et comment comptez-vous répondre concrètement à l'inquiétude des personnes concernées ? *(Applaudissements sur divers bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail et des affaires sociales.

M. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales. Monsieur le député, je rappelle que le Gouvernement a pris la décision courageuse d'interdire tout usage de l'amiante en France, mais des travailleurs ont été exposés à ce risque et il ne faut pas perdre leur cas de vue.

Un arrêté de décembre 1996 prévoit une surveillance particulière obligatoire de tous ceux qui ont été exposés, de près ou de loin, à l'amiante. Certes, les modalités de cet examen obligatoire dépendent de l'appréciation du médecin et seule est obligatoire une radiographie pulmonaire tous les deux ans pour le dépistage. Néanmoins, monsieur Gravier, s'il le juge utile, le médecin peut prescrire une investigation plus profonde, par exemple par scanner. La technique de l'examen thoracique au moyen d'un scanner se justifie d'ailleurs quand il y a exposition répétée et continue. Rien ne s'oppose à ce qu'il soit demandé par le médecin du travail dans le cadre des examens complémentaires.

Il en est de même pour la surveillance post-professionnelle, puisque l'on suit également les salariés après leur retraite : le médecin traitant peut prescrire un examen complémentaire, donc un examen thoracique par scanner.

Il est bien évident que si des difficultés apparaissent quant à l'application de ces mesures, je serais prêt à m'en saisir, car il est bien naturel de faire preuve de la plus grande vigilance dans le suivi des personnels qui ont été, à un moment ou à un autre, en contact avec les risques de l'amiante. *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la République.)*

ÉVÉNEMENTS DU ZAÏRE

M. le président. La parole est à M. Jean-Paul Fuchs.

M. Jean-Paul Fuchs. Monsieur le président, mesdames, messieurs les ministres, mes chers collègues, la question posée par M. Fanton nous interpelle tous et devrait interpeller chaque Français. Déjà des milliers de personnes – hommes, femmes, enfants – ont péri autour des grands lacs africains. Des milliers d'autres vont mourir de faim, d'épuisement ou assassinés, sauf intervention immédiate de l'extérieur, dans l'indifférence du monde, devant des Etats qui ne veulent pas s'entendre, parce que chacun essaie de faire prévaloir ses propres intérêts politiques ou économiques, et devant l'ONU impuissante.

Il y a quatre mois déjà à cette tribune, j'avais dénoncé l'indifférence de la communauté internationale. La même situation d'horreur perdure. Il s'agit désormais non d'établir des responsabilités politiques, même s'il faudra rapidement trouver une solution politique, imposée ou acceptée par tous, mais de sauver des vies humaines.

Que va faire la France pour que, sous l'égide de l'ONU, des pays conscients acceptent d'intervenir pour sauver des vies humaines ? Que va faire la France dans l'immédiat, unilatéralement, après la mission du secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence ?

Il y va de notre dignité, mes chers collègues. A l'aube du troisième millénaire, peut-on encore avoir foi en l'homme ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et sur de nombreux bancs du groupe du Rassemblement pour la République.)*

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence.

M. Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence. Monsieur le député, depuis le début de la crise, la France n'a cessé de dénoncer le drame qui se déroule, sous nos yeux, au Zaïre.

Notre pays a régulièrement envoyé du matériel, des médicaments, des équipes en essayant d'appeler l'attention des organisations internationales, des organisations non gouvernementales, et elle continue de le faire. Je me suis ainsi rendu au Zaïre avec un avion transportant quarante tonnes de fret. Un autre avion arrivera à Kisangani jeudi.

Néanmoins, compte tenu de l'importance du problème, l'humanitaire, seul, est impuissant. Seule l'intervention de la communauté internationale peut le résoudre. C'est pourquoi, ce matin, le Président de la République a demandé solennellement à la communauté internationale de ne pas se détourner de ce drame, de ne pas entériner par ce silence troublant et par l'inaction ce qui est en train de se perpétuer au Zaïre. Il a appelé à l'application du plan de paix en cinq points défini par M. Sahnoun et arrêté par le conseil de sécurité.

Si les négociations ne suffisent pas à assurer immédiatement le respect de ce plan, l'envoi d'une force multinationale s'imposera alors à tous. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

POLLUTION À PARIS ET EN ILE-DE-FRANCE

M. le président. La parole est à M. Patrick Trémège.

M. Patrick Trémège. Madame le ministre de l'environnement, l'agglomération francilienne a connu, hier, un épisode de pollution de niveau 2, lié à la conjonction de deux facteurs : une forte circulation automobile et un anticyclone empêchant toute dispersion des polluants.

En dehors de ces phénomènes particulièrement rares à Paris – moins de trois épisodes de niveau 3 en cinq ans – le maire de Paris, qui a placé la lutte contre la pollution en tête de ses priorités, a engagé une série d'actions de fond pour limiter les causes structurelles de pollution. Je rappelle, pour mémoire, le soutien aux transports en commun, la création d'une ligne de métro, une nouvelle répartition de la voirie parisienne offrant une meilleure place aux modes de déplacement moins polluants, notamment bus et vélos, et la mise en place d'un important programme de soutien aux véhicules propres.

Dans le cadre des mesures d'urgence, le maire de Paris ne dispose que de moyens limités, la gestion des transports en commun dépendant directement de l'Etat au travers du syndicat des transports parisiens et le contrôle de la circulation et du stationnement relevant de la compétence du préfet de police. Pour ce qui le concerne, le maire a pris immédiatement la décision de rendre le stationnement résidentiel gratuit.

M. Jean Glavany. Nous ne sommes pas à une séance du conseil municipal de Paris !

M. Patrick Trémège. L'évolution météorologique écarte le risque de pic de niveau 3 pour les heures et les jours qui viennent.

Ma question, madame le ministre, reste en tout état de cause d'actualité. Elle est de savoir quelles dispositions le Gouvernement entend prendre à l'avenir dans les situa-

tions de niveau 3 et quel périmètre peut être concerné. Vous savez, madame le ministre, que des mesures limitées à Paris seraient insuffisantes, le Parisien étant le citoyen du monde qui utilise le moins sa voiture. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.*)

M. le président. La parole est à Mme le ministre de l'environnement.

Mme Corinne Lepage, ministre de l'environnement. Monsieur le député, depuis hier nous vivons à Paris un épisode de pollution de niveau 2 qui a conduit la préfecture, d'une part, la ville de Paris, d'autre part, à prendre toutes les mesures prévues dans un tel cas d'alerte. Il semble effectivement que les choses aillent en s'améliorant cet après-midi. Néanmoins, vous m'interrogez avec raison sur ce que nous ferions si nous arrivions à une pollution de niveau 3.

Je puis vous indiquer que M. le Premier ministre a décidé, à ma demande et après concertation avec les collectivités, que si nous parvenions à un niveau 3 nous instaurerions un système de circulation alternée dans la ville de Paris et dans toutes les communes adjacentes desservies par le métro. Chaque voiture ne circulerait que les jours pairs ou les jours impairs, selon son immatriculation, des dérogations étant accordées pour les véhicules utilitaires, les taxis, les autobus, les véhicules électriques ainsi que pour tout véhicule en cas de covoiturage aboutissant au transport d'au moins trois personnes.

Ainsi que M. le Premier ministre l'a rappelé ce matin, la loi sur l'air permet d'intervenir efficacement dès lors qu'on veut bien l'appliquer. Telle est notre volonté. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

M. le président. Nous en revenons à une question du groupe socialiste.

CRISE DANS LE SECTEUR AUTOMOBILE

M. le président. La parole est à Michel Fromet.

M. Michel Fromet. Monsieur le Premier ministre, de « balladurette » en « juppette », vous avez, pendant des mois, dopé artificiellement le marché de l'automobile et masqué la réalité de la situation qui éclate aujourd'hui avec force. Lorsque Renault annonce la fermeture de Vilvorde et la suppression de 2 746 emplois en France, vous ne ferez croire à personne que ces décisions appartiennent à la seule direction de l'entreprise ! L'Etat, actionnaire de Renault à 46 %, porte donc une lourde responsabilité dans cette décision, même si, par ailleurs, le Président de la République fait mine de s'en étonner. (*Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

Comme un malheur n'arrive jamais seul, Peugeot aurait, selon l'hebdomadaire *Gestion sociale*, déposé au ministère du travail un plan de 1 260 suppressions d'emplois. Le désastre économique et social frappe donc l'ensemble du secteur automobile.

Ma question est simple : le Gouvernement a-t-il une stratégie pour répondre à cette crise sans précédent ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Charles Ehrman. Qu'avez-vous fait ?

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications.

M. Franck Borotra, ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications. Monsieur le député, que les choses soient claires : si le Gouvernement a privatisé Renault, c'est bien pour n'en garder ni la tutelle ni la responsabilité. Il s'agit désormais d'une entreprise privée, et la responsabilité de la direction générale est celle de tout dirigeant d'entreprise. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste.*)

Un député sur les bancs du groupe socialiste. Cela vous arrange bien !

M. Michel Fromet. L'Etat détient 46 % des actions !

M. le ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications. Par ailleurs, vous avez tort de prétendre que les primes à la qualité ont masqué la réalité automobile. (« *C'est pourtant vrai !* » sur les bancs du groupe socialiste.)

Non ! (« *Si !* » sur les bancs du groupe socialiste.)

En fait, les primes à la qualité automobile ont eu pour avantage le retrait du marché de 700 000 des 7 millions de véhicules de plus de huit ans, lesquels, qu'on le veuille ou non, présentent des risques tant pour l'environnement qu'en matière de sécurité.

Ces mesures n'ont eu aucune conséquence sur les finances de l'Etat, puisqu'elles ont rapporté 200 francs par véhicule. En revanche, elles ont permis d'assainir le parc automobile, ce qui n'est pas négligeable.

Quel est le problème de Renault ?

Quoi que l'on puisse dire, cette entreprise a dix sites de production alors que Fiat, qui produit plus qu'elle, n'en a que huit.

Comme vous, j'ai lu dans les journaux qu'il y a eu au cours de l'année 1996, sur l'ensemble des sites de production en France, 113 jours de chômage technique pour la production d'automobiles.

Enfin, selon les dirigeants de Renault, le coût salarial de Vilvorde, qui est un établissement plus petit que tous les autres, est de 25 % à 30 % supérieur à la moyenne de celui des autres usines.

Que les choses soient claires : il faut une stratégie industrielle pour abaisser les coûts, pour maîtriser la compétitivité et pour continuer à vendre des véhicules. Si vous produisez plus cher que les autres, ne vous étonnez pas de ne pas vendre !

Que les dirigeants de Renault aient choisi, de leur propre chef, une stratégie industrielle...

Un député sur les bancs du groupe socialiste. Avec l'accord du Gouvernement !

M. le ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications. ... afin de renforcer la compétitivité et de permettre à l'entreprise d'être présente demain, c'est leur responsabilité naturelle et normale puisque la survie de l'entreprise est à ce prix. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

M. le président. Nous avons terminé les questions au Gouvernement.

2

PLACE DES FEMMES DANS LA VIE PUBLIQUE

Déclaration du Gouvernement et débat sur cette déclaration

M. le président. L'ordre du jour appelle une déclaration du Gouvernement sur la place des femmes dans la vie publique et le débat sur cette déclaration.

La parole est à M. le Premier ministre.

M. Alain Juppé, Premier ministre. Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, le débat qui nous réunit aujourd'hui est un vrai débat de société. Je souhaite donc qu'il nous permette de dépasser les clivages politiques qui nous sont familiers et qui sont inhérents à la démocratie.

Permettre aux femmes d'accéder à toutes les sphères de la vie sociale est à mes yeux un enjeu essentiel. Nous avons tous, je le crois, conscience que nous ne construirons une société plus juste et, pour reprendre le mot de Stendhal, « plus civilisée » que si nous parvenons à faire du principe d'égalité entre les femmes et les hommes une réalité.

Dans beaucoup de domaines, les choses ont fort heureusement évolué dans le bon sens, parfois même très rapidement au cours de ces dernières années. Nous devons nous féliciter de ces progrès.

M. Michel Fromet. Il n'est que de voir la composition du Gouvernement !

M. le Premier ministre. Nous savons bien que les meilleures évolutions sont celles qui résultent du dynamisme spontané de notre société. Je pense notamment à la place et aux responsabilités grandissantes des femmes dans le monde du travail, même si beaucoup reste à faire. En revanche, dans d'autres secteurs, en particulier dans la vie politique, nous devons déplorer la persistance d'une situation de blocage.

Notre débat d'aujourd'hui a ainsi un double objet : accélérer les dynamiques qui se sont déjà enclenchées de manière positive et envisager des solutions volontaristes pour rattraper des retards qui sont de plus en plus inacceptables.

C'est dans cet esprit que je voudrais vous faire part maintenant de mes analyses et de mes convictions.

Je crois qu'il nous faut d'abord partir d'un constat qui peut être utile pour bien nourrir notre réflexion : dans la plupart des domaines de la vie publique et professionnelle, même si nous sommes encore très loin de la perfection, notre société a su évoluer dans le sens d'une plus grande égalité entre les hommes et les femmes. Il faut le rappeler pour ne pas noircir le tableau.

Premier acquis qui est tout à fait fondamental si l'on veut bien un instant se tourner vers le passé : l'égalité des droits est aujourd'hui garantie aux femmes, et cela après un combat de près de deux siècles !

Faut-il rappeler que, pour le code Napoléon, « la femme doit obéissance à son mari »...

M. Alain Levoayer. Très bien !

M. le Premier ministre. ... « le mari administre seul la communauté des biens, il exerce seul la puissance paternelle sur les enfants et choisit le lieu du domicile conjugal ». La femme est, pour reprendre le mot de Bonaparte, « la propriété de l'homme comme l'arbre fruitier est celle du jardinier ». (*« Très bien ! » sur divers bancs du groupe du Rassemblement pour la République.*)

Messieurs les députés, prenez garde ! Ces propos risquent d'être gravés dans le marbre.

A partir d'un tel point de départ, on comprend que la marche vers l'égalité des droits ait pu être longue et difficile.

Il a fallu attendre 1905 pour que la femme se voie reconnaître le droit de témoigner et d'ester en justice sans le consentement de son mari.

Ce n'est qu'en 1924 qu'un décret instaure un programme identique pour les filles et les garçons dans l'enseignement secondaire. L'obligation de mixité de l'enseignement dans tous les établissements publics n'est instituée qu'en 1975.

En matière de droit du travail, c'est à partir de 1907 seulement qu'une femme mariée peut disposer de son salaire. Il faut encore attendre soixante ans pour qu'elle puisse exercer une activité professionnelle sans le consentement de son mari.

Ce n'est enfin que par les lois de 1972 sur l'égalité de rémunération entre hommes et femmes et de 1983 sur l'égalité professionnelle que notre droit du travail consacre l'égalité entre hommes et femmes dans l'entreprise.

Comment oublier aussi qu'il a fallu attendre la Libération pour que le général de Gaulle donne aux femmes le droit de vote, et cela plusieurs décennies après nos principaux voisins ?

M. Pascal Clément. Enfin !

M. le Premier ministre. Deuxième évolution essentielle : les femmes ont su investir le marché du travail et y imposer dans bien des domaines leur compétence et leur savoir-faire.

Elles l'ont fait d'abord en accédant à la formation.

A l'âge de vingt ans, les filles sont aujourd'hui plus scolarisées que les garçons dans notre pays : 62 % contre 54 %. Désormais, 41 % d'une génération de filles ont un diplôme supérieur ou égal au baccalauréat, alors que – le saviez-vous ? – ce chiffre n'est que de 33 % pour les garçons. Elles étaient 4 % dans ce cas en 1945. On mesure le chemin parcouru !

Certes, nous avons encore bien des progrès à faire et les femmes sont encore minoritaires dans des filières considérées comme nobles, en particulier les filières scientifiques.

Parce que nous avons su donner corps, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, au droit des femmes à la formation, celles-ci ont pu accéder massivement au marché du travail, en raison de nécessités économiques qui s'imposent à certaines, mais aussi, le plus souvent, pour s'épanouir et se réaliser en dehors de la cellule familiale.

Aujourd'hui, les femmes représentent en France 44 % des actifs. Seul le Danemark fait mieux que nous en Europe. Les femmes ont également accédé aux fonctions d'encadrement : un cadre sur quatre en France est une femme. Cette proportion n'était que de 10 % en 1970. Les chiffres sont encore plus éloquents dans certaines professions, notamment les professions libérales : 40 % des avocats, par exemple, sont des femmes.

Beaucoup d'obstacles subsistent encore, il est vrai, pour garantir une égalité de fait des femmes sur le marché du travail. Je pense bien sûr aux écarts de salaires qui persistent et qui sont profondément choquants ; on les chiffre à 15 % à qualification et à emploi égaux. Je pense également au chômage qui touche plus massivement encore les femmes que les hommes. Je pense enfin aux discriminations qui demeurent trop souvent dans l'embauche.

Comment ne pas évoquer aussi la difficulté toujours aussi vive à concilier vie familiale et vie professionnelle ? En dépit de tous les efforts, nous sommes bien loin d'une société du temps choisi qui permette, dans la souplesse, de mieux articuler le temps passé au travail et le temps consacré à la famille. Je souhaite que la conférence nationale de la famille, qui va s'ouvrir lundi prochain, puisse se consacrer tout particulièrement à cette question d'une nouvelle gestion du temps, qui constitue à tous égards un enjeu central.

La préparation de cette conférence, coordonnée par Mme Hélène Gisserot, nous permettra vraisemblablement d'arrêter des dispositions importantes lundi prochain.

Comment encore ne pas être choqué de constater que si le travail des femmes est devenu un fait de société, l'accès des femmes aux postes de hautes responsabilités reste l'exception ? Un chiffre suffit à éclairer ce cruel constat : aucune femme ne dirige une des 200 premières entreprises françaises. Est-ce parce que la nouvelle génération de femmes au travail n'a pas encore atteint l'âge des hautes responsabilités ? Est-ce, comme le disent certains, parce que les femmes qui ont, plus que les hommes, le souci de concilier vie professionnelle et vie privée hésitent à entrer dans la compétition pour le pouvoir ? Ou est-ce plus simplement parce que les hommes dressent devant elles des obstacles tels qu'ils deviennent de fait quasi infranchissables ? Il y a sans doute un peu de ces trois facteurs dans l'explication de ce constat qui ne fait qu'accuser une évidence : l'égalité des droits dans le monde du travail est acquise dans les textes ; elle ne l'est pas dans les faits.

C'est pourquoi j'ai demandé à l'observatoire de la parité, dont Roselyne Bachelot est la rapporteur générale, de me proposer les mesures novatrices propres à changer cet état de fait, comme il l'a tout récemment fait, avec hardiesse, en matière d'accès à la vie politique.

J'en viens précisément à la vie politique.

Là, le constat est sans appel : c'est celui d'une situation bloquée, d'un échec. Pour ne prendre que l'exemple de l'hémicycle où nous nous trouvons aujourd'hui, on y dénombrait 33 femmes sur 545 députés à la Libération. Vous êtes aujourd'hui, mesdames les députées, 32 sur 577. En cinquante ans, la proportion de femmes est passée de 6,05 % à 5,52 % ! Certes, la situation est meilleure pour les élus européens, 30 %, ou régionaux, 12 %. Mais au total, notre démocratie est bancale. Elle n'avance que sur une seule jambe. Elle écarte de sa représentation plus de la moitié des citoyens.

Bien sûr, des femmes parviennent à entrer en politique et y réussissent, nous le voyons ici.

M. Pierre Forgues. Combien de femmes au Gouvernement ?

M. le Premier ministre. Peut-être plus que par le passé !

Globalement, l'organisation de nos partis politiques, les logiques de cooptation et de « prime au sortant » constituent autant d'obstacles, souvent infranchissables, pour les femmes qui veulent s'investir dans des fonctions électives.

Notre vie politique est ainsi en complet décalage avec notre vie sociale. Les femmes je l'ai montré, ont conquis, – parfois chèrement –, leur place dans la société à force d'opiniâtreté et de travail. Elles restent exclues, malgré de nombreux discours, de l'accès aux mandats politiques. Il ne s'agit pas, pour elles, je le sais, d'une revendication de pouvoir. Elles expriment simplement une demande de justice et d'équité parce qu'elles se sentent blessées, et même humiliées, de la place qui leur est faite en politique.

Faut-il pour autant, afin de briser cette logique, créer des discriminations positives pour permettre à une génération de femmes politiques de s'affirmer ? Et pour cela, convient-il d'engager une révision de la Constitution ?

Du point de vue même de ce que demandent les femmes, c'est-à-dire la justice et l'égalité, la création de tels dispositifs par la loi ne va pas de soi et je sais qu'elles sont nombreuses à le dire. Elles ne veulent pas être en quelque sorte des « femmes alibi » qui seraient choisies sur d'autres critères que leurs compétences ou leurs qualités propres. Elles redoutent, pour certaines, que de telles mesures, même si elles peuvent permettre de parvenir à la parité, ne produisent l'effet inverse de celui qui est recherché, avec la création d'éluës de second rang, incapables de s'imposer par elles-mêmes dans le cadre du suffrage universel.

Par ailleurs, du point de vue de notre ordre juridique, l'instauration de discriminations positives dans la perspective de parité ouvre un débat constitutionnel qui n'est pas médiocre et qui touche à l'interprétation même à donner à certains des principes fondamentaux de la République : la liberté de vote et l'égalité entre les citoyens devant le suffrage qui conduit à proscrire toute division des électeurs et des éligibles.

Ce sont ces principes que Sieyès explicitait en disant : « Il n'existe qu'un ordre dans un État, ou plutôt il n'existe plus d'ordres dès que la représentation est commune et égale. Sans doute nulle classe de citoyens n'espère conserver en sa faveur une représentation partielle, séparée et inégale. Ce serait un monstre en politique, il a été abattu pour jamais. »

Cette conception de l'égalité devant le suffrage est considérée par beaucoup d'entre nous comme faisant partie intégrante de notre tradition républicaine et même comme étant la spécificité de la conception française de la démocratie. Ainsi que l'enseignait Laferrière en 1947 : « Dans le système électoral français, l'électeur fait partie du corps électoral exclusivement en sa qualité d'individu membre du corps politique général, et non pas en tant que membre de groupes spéciaux [...] dont il s'agirait d'assurer la représentation et qui, à ce titre et en cette qualité, seraient appelés à participer à l'opération en nommant des députés qui seraient les représentants de ces groupes ».

Ainsi, selon notre tradition républicaine, c'est l'égalité qui fonde la citoyenneté. Nos droits politiques sont conçus dans l'indifférenciation. Remettre en cause cet universalisme en introduisant une discrimination, fût-elle positive, pourrait nous faire revenir sur un principe politique fondateur acquis en 1789.

C'est sur ce fondement qu'en 1982, le Conseil constitutionnel a déclaré contraire à la Constitution une loi visant à instaurer des pourcentages de candidatures féminines aux élections municipales. Si nous voulons avancer par la loi selon cette logique pour atteindre un objectif de parité, une seule voie reste donc ouverte : la révision de la Constitution.

J'ai voulu montrer que le débat n'était pas simple, car il engage toute notre vision de la société et de notre organisation politique. Il ne s'agit pas seulement de la place des femmes, de la place des hommes et des femmes, dans notre vie politique. Il s'agit de la conception même que nous nous faisons de la citoyenneté et de notre démocratie.

Faut-il préférer l'affirmation des principes à l'effectivité des droits ?

Faut-il agir par la loi, ou faut-il agir par les mœurs, selon la distinction chère à Montesquieu ?

Faut-il des mesures volontaristes et de contrainte ?

Doit-on préférer des mesures d'incitation ou d'accompagnement comme la modulation de l'aide publique aux partis en fonction du nombre de femmes qu'ils présentent aux élections ?

Voilà quelques-unes des questions qui nous sont ainsi posées dans le débat d'aujourd'hui. Elles exigent de chacun d'entre nous des réponses claires et je serai attentif aux réponses apportées tout au long de la discussion.

Parce qu'un débat de cette importance suppose l'écoute et l'échange des convictions, je souhaite, à ce stade, vous exprimer mon sentiment personnel.

Après réflexion, et après – je l'admets – un certain cheminement, je suis aujourd'hui convaincu que l'instauration de discriminations positives est nécessaire.

Une telle innovation, me dira-t-on, est l'aveu d'un échec. Oui, car nous avons échoué !

M. Etienne Garnier. Absolument !

M. le Premier ministre. Elle est certes en décalage par rapport à notre tradition politique ; je l'ai moi-même rappelé. Mais que vaut l'affirmation de principes quand la réalité va exactement en sens contraire de ceux-ci ? Que vaut l'affirmation de l'égalité des citoyens quand en fait nous continuons à vivre, en quelque sorte, sous l'empire de la loi salique ?

A bien y réfléchir, je ne suis d'ailleurs pas persuadé qu'une discrimination positive en faveur des femmes heurte véritablement nos principes républicains et nous fasse dériver, comme certains le craignent, vers une logique communautariste.

Les femmes ne sont pas une catégorie de la population. Elles sont l'une des deux composantes de l'humanité. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*) Je ne citerai pas la Genèse à l'appui de ma thèse, mais je pourrais le faire.

C'est pourquoi je suis partisan de modifier notre Constitution (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre*) pour permettre à la loi d'instaurer à titre temporaire, par exemple pour dix ans, des incitations aux candidatures féminines dans les élections à scrutin de liste qui, seules, peuvent se prêter aisément à une telle logique.

Nous devons nous obliger à faire un véritable effort de rattrapage...

Mme Frédérique Bredin. C'est bidon !

M. le Premier ministre. ... dans le cadre de ce qui pourrait être une « décennie de la parité ». Cette démarche clairement circonscrite dans le temps permettrait à cette génération de femmes dont notre vie politique a tant besoin d'apparaître aux niveaux municipal,

régional et européen. Je suis convaincu qu'ayant fait à ces niveaux l'apprentissage de la vie politique, les femmes disposeraient de tous les atouts pour ensuite partir à l'assaut, avec succès, des scrutins uninominaux – parce que nous sommes attachés au scrutin unimominal dans certains cas, notamment législatifs –...

Mme Ségolène Royal. Et la proportionnelle ?

M. le Premier ministre. ... et occuper des fonctions exécutives. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République et sur quelques bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

Voilà mon sentiment personnel.

Mme Martine David. C'est un pourboire !

M. le Premier ministre. J'ai parfaitement conscience que rien ne serait pire pour la cause des femmes en politique que d'annoncer aujourd'hui une telle réforme sans avoir la certitude que toutes les conditions politiques sont réunies pour aboutir. Je ne veux à aucun prix, en effet, qu'à l'espoir succède le découragement si un tel projet venait à échouer dans un débat parlementaire prématuré ou dans le cadre d'un référendum improvisé.

Mme Frédérique Bredin. Les petits boulots pour les femmes !

M. le Premier ministre. Un tel processus ne peut être engagé qu'à l'issue d'un débat démocratique et national conduit dans la plus grande transparence et dans la plus grande ouverture. C'est pourquoi je crois qu'il faut encore amplifier et prolonger nos échanges sur cette question difficile.

Parce que la place des femmes dans la vie politique est un enjeu majeur de démocratie, c'est le Parlement qui doit être le lieu du débat.

M. Yves Nicolin. Exactement !

M. le Premier ministre. Je souhaite ainsi que l'Assemblée nationale et le Sénat puissent se coordonner pour créer les conditions d'une concertation en profondeur et dans la sérénité, ouverte à tous.

Je forme le vœu qu'avant l'été découlent de cette démarche des propositions qui nous permettent tous ensemble de donner enfin aux femmes toute la place qui leur revient dans la République. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

Mesdames et messieurs les députés, il y a cinquante-deux ans, le général de Gaulle faisait en sorte que les femmes accèdent au droit de vote.

Mme Frédérique Bredin. La parité, ce sera pour leurs petites-filles !

M. le Premier ministre. Il affirmait ainsi au sortir de la guerre, dans une période de profondes mutations économiques et sociales, l'importance des valeurs républicaines de citoyenneté, d'égalité des chances et de cohésion sociale.

Le monde d'aujourd'hui n'est plus, à beaucoup près, celui de la Libération. Et pourtant, aujourd'hui comme hier, notre pays doit affronter des changements d'une rare ampleur. Il ne peut le faire que rassemblé, soudé, uni autour des valeurs de la République. Des valeurs non pas "telles qu'en elles-mêmes l'éternité les fige". Mais des valeurs vivantes et partagées par toutes et par tous.

Ce qui est en jeu, en définitive, dans notre débat, c'est la France et notre démocratie.

Mme Christine Boutin. Absolument !

M. le Premier ministre. Une France capable de s'ouvrir sur l'avenir, une France capable de moderniser sa vie politique. Une France qui donne à chacune et à chacun un même respect et des chances égales, une France en marche vers le XXI^e siècle.

Mme Frédérique Bredin. Vous êtes complètement décalé !

M. le Premier ministre. Bâtir une nouvelle démocratie pour l'an 2000, voilà aujourd'hui notre tâche. Elle implique que nous renouvelions le pacte social qui unit chacun à tous, que nous inventions une nouvelle citoyenneté, avec de nouveaux droits et de nouveaux devoirs, dans la fidélité à nos valeurs essentielles, que nous assurions la participation de toutes et de tous à une démocratie dans laquelle chacun se reconnaîtra et où l'autorité naîtra de la responsabilité.

C'est à cette tâche que les Françaises et les Français nous appellent. Nous avons aujourd'hui une occasion de commencer à répondre à leurs attentes. Ne la laissons pas passer. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

M. le président. La parole est à M. Jean-Pierre Chevènement, premier orateur inscrit.

M. Jean-Pierre Chevènement. Monsieur le Premier ministre, la montagne accouche d'une souris ! (*Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

M. André Bartolone. D'un mulot, plutôt !

M. Jean-Pierre Chevènement. Vous proposez des mesures – sans dire lesquelles – destinées à inciter les partis politiques à présenter des candidatures féminines quand le mode de scrutin s'y prête, c'est-à-dire aux municipales et aux régionales, dans l'état actuel des choses, mais pas aux élections législatives.

Méritons-nous vraiment l'appellation de représentation nationale quand 6 % de nos collègues seulement sont des femmes, alors que celles-ci constituent 51 % de la population, 53 % du corps électoral et d'ores et déjà 44 % de la population active ? Ce qui est vrai à l'Assemblée l'est, d'ailleurs, dans toutes les instances élues.

J'ai présenté, monsieur le Premier ministre, avec mes collègues du Mouvement des citoyens, Jean-Pierre Michel et Georges Sarre, ainsi qu'avec Mme Christiane Taubira-Delannon, le 23 mars 1994, une proposition de loi constitutionnelle tendant à assurer le respect affectif d'un égal accès par la parité des hommes et des femmes aux mandats politiques. C'est cette idée que j'aimerais défendre devant vous.

Le retard de notre pays sur ses voisins, et même sur certains pays d'Asie et d'Afrique, ne fait pas honneur à la France.

La crise de la démocratie est patente. Elle vient très largement de la manière dont nos gouvernements successifs se sont dépossédés de toutes leurs prérogatives, mais on peut penser qu'il y a aussi un problème de renouvellement du personnel politique et que l'irruption d'un plus grand nombre de femmes dans les instances élues serait un moyen d'accélérer ce renouvellement et d'enrichir la démocratie.

Le débat qui s'ouvre aujourd'hui est une victoire pour celles et pour ceux qui ont contribué à mettre la question de la place des femmes en politique au cœur du débat public. Mais s'il y a une prise de conscience, il reste beaucoup de chemin à parcourir. Car si le consensus est général pour dénoncer la sous-représentation des femmes en politique, les pesanteurs, les préjugés, les résistances demeurent. En témoignent les difficultés qu'ont les partis politiques à promouvoir des candidatures féminines. En témoigne encore le comportement de certains hommes politiques, comme de certains journalistes d'ailleurs, vis-à-vis des femmes déjà entrées en politique. Tout cela démontre qu'il y a encore du chemin à faire pour faire disparaître un vieux fond machiste solidement ancré. Les remarques sexistes dont ont été victimes ces dernières semaines dans cet hémicycle deux de nos collègues femmes en attestent.

Le scandaleux traitement médiatique qui a accompagné durant tout son mandat la première femme Premier ministre de l'histoire de la V^e République reste dans les mémoires. Encore que dans le cas d'Edith Cresson, il est difficile de différencier ce qui relevait du machisme de ce qui concernait l'hostilité chronique de l'*establishment* à tout discours volontariste en politique.

M. Eric Duboc. Ça, c'est vrai !

M. Jean-Pierre Chevènement. Tout cela démontre qu'on ne peut atteindre l'objectif de la parité autrement que par la mise en place d'un dispositif contraignant qui, en République, suppose la loi.

Mais, vous l'avez dit, monsieur le Premier ministre, comment concilier la loi avec le principe républicain de l'universalité ? C'est là qu'est le nœud du problème et c'est pourquoi nous proposons l'instauration de la parité dans cette proposition de loi dont j'ai parlé et que nous avons élaborée en concertation avec le groupe Choisir, présidé par Mme Halimi.

Pour un républicain, c'est une question de fond que d'être en harmonie avec ces principes. Le Conseil constitutionnel avait écarté une disposition qui prévoyait qu'une liste ne pouvait comporter plus de 75 % de membres du même sexe – c'était en 1982 – au motif que ce serait introduire une diversité entre les Français.

Eh bien ! puisqu'il faut s'attaquer à ce problème de front, instaurons donc la parité.

Dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, l'homme est compris comme l'être humain, l'individu que ne distingue ni la race, ni la couleur de la peau, ni le sexe. Tout être humain, même différent, est notre égal du fait même de son appartenance au genre humain.

Et nous tenons à l'universalisme parce que c'est un barrage efficace contre le repli identitaire, l'organisation de la société en tribus, communautés ethniques ou religieuses dont nous ne voulons pas parce qu'elles sont toujours source d'oppression pour la liberté du citoyen.

On ne peut pas en rester à l'affirmation de principe selon laquelle le citoyen, c'est la citoyenne, et qu'ils sont égaux, car c'est là une confortable abstraction : on feint de ne pas voir que ce raisonnement conduit à entériner une inégalité de fait scandaleuse dans le domaine politique entre les hommes et les femmes.

Le Conseil constitutionnel a admis que le principe d'égalité n'était pas méconnu lorsqu'à des circonstances de fait ou de droit différenciées, le législateur faisait correspondre des dispositions législatives elles-mêmes différenciées. Cependant, je voudrais faire observer que la

différenciation sexuelle n'est pas de même nature qu'une différenciation économique ou ethnique. Les femmes ne sont ni une race, ni une classe, ni une communauté.

Nous représentons la collectivité nationale dans son ensemble. Celle-ci est composée d'hommes et de femmes qui ne sont pas des êtres humains identiques mais qui concourent ensemble et complémentirement à la pérennité de l'espèce humaine. Il appartient donc aux femmes et aux hommes de concourir ensemble et complémentirement à la conduite des affaires de la cité.

Voici donc la proposition de loi constitutionnelle que nous avons déposée. Elle est complétée par une proposition de loi simple, n° 1056, du 24 mars 1994. Il s'agit d'inscrire d'abord la parité dans la Constitution pour rendre ce choix irréversible. Une fois ratifiée en congrès ou, de préférence, par référendum, une telle loi interdirait tout retour en arrière. Et aucune force politique ne pourrait s'y dérober sous quelque argutie juridique ou électoraliste que ce soit, sous le prétexte, par exemple, que les femmes seraient moins facilement élues que les hommes – ce qui reste à démontrer. Je pense que, tout le monde étant logé à la même enseigne, tout le monde serait obligé de présenter autant de femmes que d'hommes.

La proposition de loi constitutionnelle est complétée, je le répète, par une proposition de loi simple organisant, j'y insiste, pour tous les modes de scrutin et toutes les élections la mise en œuvre et le respect effectif du principe de parité inscrit dans la Constitution.

Trop souvent, on a associé l'exigence de parité – et vous l'avez encore fait, monsieur le Premier ministre – à l'idée que cela ne pouvait fonctionner qu'avec des scrutins de liste, et de préférence la proportionnelle. Ce ne fut jamais notre approche. Nous considérons que le problème des institutions est suffisamment important pour être traité en fonction de considérations générales.

L'exigence de la stabilité gouvernementale implique, pour l'introduction de la proportionnelle, un véritable régime présidentiel. Il faut que le Gouvernement, nommé par le Président de la République, ne soit plus responsable devant le Parlement, ce qui d'ailleurs revaloriserait ce dernier et permettrait peut-être, dès lors, l'introduction de la proportionnelle.

Mais ce serait affaiblir la portée du principe de parité que de le traiter au travers du débat sur le mode de scrutin. Nous avons également écarté l'adoption du mode de scrutin binominal, l'élection en tandem d'un homme et d'une femme.

Nous avons préféré voir la parité de manière dynamique et non de manière figée. Il s'agit, non pas de s'appuyer sur une loi à la « soviétique », qui confondrait égalité et égalitarisme, mais sur une loi républicaine faisant appel à l'intelligence et à l'adhésion des citoyennes et des citoyens.

Pourquoi, d'ailleurs, se limiter à 50 % de femmes dans les assemblées ? Si elles ont, par la loi, l'assurance d'un égal accès aux mandats politiques, pourquoi ne pas laisser à l'électeur et à l'électrice la latitude de choisir les meilleurs ou les meilleures ? Un jour plus de femmes que d'hommes, le lendemain le contraire, en fonction des compétences, des choix politiques, de la qualité des candidatures féminines ou masculines que les partis auront réussi à promouvoir pour respecter la Constitution.

Car il n'y a pas de prévention, toutes les études d'opinion le montrent, vis-à-vis des candidates. Le blocage se situe avant, au niveau de l'accès à la candidature. Notre proposition vise donc à faire en sorte que toute formation politique soit amenée à présenter dans chaque départe-

ment un nombre égal de candidats et de candidates – et avec le mode de scrutin actuel, monsieur le Premier ministre. En cas de chiffre impair, le différentiel autorisé serait de plus ou moins un. Ce système pourrait être facilement contrôlé dans chaque département par les préfets.

Et qu'on n'avance pas des objections qui ne tiennent pas la route ! On nous objecte, par exemple, que cela est bien complexe. Mais croyez-vous que les élections régionales ou sénatoriales soient très « lisibles » pour le citoyen ? On prétend qu'il y a des risques de contestation. Mais n'y en a-t-il pas déjà dans maints domaines ?

Il faut aussi repousser l'argument selon lequel un tel dispositif serait une atteinte à la liberté des partis politiques, car ceux-ci supportent bien d'autres contraintes.

A la crainte légitime de voir, dans le cas d'élections organisées selon le scrutin uninominal, les partis réserver aux femmes, de manière systématique, les circonscriptions considérées comme perdues d'avance, il est possible d'opposer deux arguments – car nous proposons une parité de candidature.

Si notre dispositif était adopté par référendum, la légitimité qu'en retirerait la parité obligerait les partis politiques à y regarder à deux fois avant de se comporter de manière discriminatoire.

En outre, dans l'exposé des motifs de notre proposition de loi, il est écrit : « Pour les élections organisées selon le mode de scrutin uninominal à deux tours, les partis politiques, les groupements ou associations ne devront pas systématiquement réserver aux femmes les circonscriptions considérées comme perdues d'avance. »

On pourra donc vérifier dans chaque département, à partir de critères objectifs, si les partis n'ont pas enfreint la lettre et l'esprit de la loi.

Ce système a deux mérites essentiels. Il évite que le débat sur la parité ne soit pris en otage par le débat sur le mode de scrutin ; il organise la parité de candidatures en laissant aux citoyens le libre choix final, ce qui le rend tout à fait compatible avec les principes républicains.

La parité est la voie de l'avenir. Ce qui semble encore aujourd'hui presque révolutionnaire ira de soi demain. Notre devoir est donc d'enclencher le mouvement, de lui donner un caractère irréversible. Vous avez évoqué des dispositions incitatives. Pour ma part, je ne suis pas hostile au principe des quotas, à condition que ce ne soit qu'un système transitoire conduisant à la parité.

En tout cas, dans l'état actuel des choses, monsieur le Premier ministre, vos propositions, permettez-moi de vous le dire, ne sont pas à la hauteur du problème posé. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. Jean Ueberschlag. Laissez donc votre place à une femme, monsieur Chevènement !

M. le président. La parole est à Mme Roselyne Bachelot-Narquin.

Mme Roselyne Bachelot-Narquin. Monsieur le Premier ministre, vous avez eu le courage d'aborder de front une des injustices les plus criantes de la société française : deux siècles après la Déclaration des droits de l'homme, cinquante ans après l'instauration du suffrage universel, les femmes restent exclues massivement de la vie publique.

Vous avez, monsieur le Premier ministre, rappelé l'Histoire, et il est toujours intéressant de s'interroger sur les raisons philosophiques ou religieuses de cette discrimination.

Rappelons simplement que ce fut le mérite du général de Gaulle de consacrer le simple héroïsme des résistantes déportées, torturées, fusillées en reconnaissant aux femmes le droit de voter et d'être élues.

Personne ne conteste plus aujourd'hui ce droit. Personne non plus, il faut le dire, ne se réjouit de cette exclusion persistante.

Les larmes de crocodile versées à cette occasion sont accompagnées d'explications qui nous renvoient, mesdames, à nos insuffisances et à nos spécificités.

Tout d'abord, la politique ne nous intéresserait pas !

Les hommes politiques assurent, la main sur le cœur, avoir cherché des candidates... et ne pas en avoir trouvée. Si cela était avéré – et j'en doute – le constat d'échec est accablant et montre bien que le fonctionnement de la vie publique a grand besoin de se réformer.

Ensuite, il nous serait difficile de concilier l'exercice d'un mandat avec notre double tâche professionnelle et familiale. Peut-être, sans doute. Toutefois je note que les femmes suédoises, qui font plus de bébés que les Françaises, sont plus de 40 % au Parlement.

Enfin – et c'est le bouquet ! – nous aurions besoin de nous former. Eternel procès en incompétence qui nous est intenté pour bien nous convaincre que, décidément, ces choses sont trop sérieuses pour nous et que peut-être, plus tard, beaucoup plus tard, quand nous aurons beaucoup travaillé, nous serons dignes d'être élues aux côtés d'hommes qui, eux, sont tombés dans la marmite de potion magique à leur naissance. *(Sourires.)*

Décidément, cette exception française, c'était la faute des femmes : simple, il fallait y penser !

Alors, puisque décidément, tout cela n'est pas sérieux, que nous savons que la vie politique française secrète de vrais mécanismes d'exclusion des femmes, que les progrès qu'elles enregistrent tous les jours dans la vie sociale et économique ne se transposent pas dans nos assemblées, que nous percevons que cette injustice ne peut pas perdurer sans dommage pour notre pays et le pacte de confiance que nous passons avec nos concitoyens, bref, qu'il faut agir, alors, examinons ensemble, comme M. le Premier ministre nous y invite, les solutions possibles.

En installant, il y a dix-huit mois, l'observatoire de la parité entre les hommes et les femmes et en m'en confiant la tâche de rapporteure générale, vous répondiez, monsieur le Premier ministre, à un engagement fort du Président de la République qui affirmait devant le Conseil national des femmes françaises, en avril 1995 : « Il faut se fixer des objectifs clairs en matière de représentation des femmes. » Et Jacques Chirac ajoutait : « Pour moi, ce ne peut être que la parité. »

J'ai confié la présidence du groupe de travail « Parité politique » à notre ancienne collègue, Mme Gisèle Halimi, que je tiens à saluer et à remercier pour sa pugnacité, son intelligence et la qualité du travail fourni, ainsi que tous les autres membres de la commission qui sont aujourd'hui dans les tribunes.

Les personnalités auditionnées longuement ont rappelé l'exception française, analysé l'histoire de l'exclusion des femmes et, bien entendu, formulé de nombreuses propositions. Je passerai délibérément sous silence les pétitions de principe ou les mesures gadgets.

On peut qualifier la première catégorie sérieuse de propositions de mesures d'accompagnement. Elle regroupe trois dispositions : l'interdiction plus sévère du cumul des mandats, le statut de l'élu, la généralisation du scrutin proportionnel.

Si le renforcement de l'interdiction du cumul des mandats et des fonctions – cumul horizontal dans le nombre des mandats détenus, et cumul vertical dans la durée de l'exercice – est une excellente chose, prônée par de nombreux responsables politiques, on peut noter que la loi du 30 décembre 1985, limitant à deux le nombre de mandats autorisés, a certes aéré la vie publique mais n'a pas sensiblement augmenté la proportion de femmes élues. C'est une mesure juste, indispensable mais qui, en elle-même, n'apporte pas de solution au problème posé.

Il en est de même du statut de l'élu. Certes, l'élaboration de ce statut apporterait des réponses aux problèmes de bien des élus, hommes et femmes, confrontés aux difficultés de l'exercice d'un mandat, mais je crains que ces réponses, qui ne sauraient être spécifiques, ne puissent pas non plus lever l'obstacle de la discrimination.

Quant à la généralisation du scrutin proportionnel, sa légitimité est discutable. Certes, il permet d'instaurer facilement des mesures volontaristes d'équilibrage sexué, mais comment raisonnablement soutenir qu'il peut en lui-même favoriser les candidatures féminines alors qu'il livre les investitures au bon vouloir des partis dont on connaît l'écrasante responsabilité en matière d'exclusion des femmes ?

M. Pierre Albertini Tout à fait !

Mme Roselyne Bachelot-Narquin. Pour ma part, en tant que gaulliste, je ne pourrai jamais me rallier à l'instauration globale de ce mode de scrutin pour les élections législatives, car ce serait le retour à l'impuissance de l'exécutif, à l'instabilité et la démocratie bafouée par les partis « charnières ». (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*) De grâce, ne mêlons pas les femmes à ce combat douteux.

Mme Nicole Catala. Très bien !

Mme Roselyne Bachelot-Narquin. Je mettrai à part les mesures d'incitation financière aux partis politiques. Cette incitation repose sur le constat unanime que les partis politiques sont bien la plus performante des machines à exclure les femmes.

On ne peut bien sûr interférer dans leur fonctionnement interne, dont la liberté est garantie à l'article 4 de la Constitution.

Je note avec intérêt que, dès le mois de novembre 1996, le RPR s'est prononcé pour de telles dispositions pour toutes les élections au scrutin de liste. Le PS l'a suivi en février dernier pour les élections législatives en annonçant 30 % d'investitures féminines. On peut craindre toutefois que cette disposition ne vise à instrumentaliser les femmes et je constate que les 30 % de candidates socialistes devraient se retrouver en fait entre 10 % et 15 % d'élues, progrès en soi mais effet d'annonce très exagéré, sans engagement pour l'avenir. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste. – Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

Mme Véronique Neiertz. Faites pareil, on verra après !

Mme Roselyne Bachelot-Narquin. Mais revenons à notre mesure d'incitation financière. Celle-ci consisterait en l'attribution d'une prime modulable, selon la place faite aux femmes, dans le cadre de la loi de janvier 1990. Cela semble causer une grande répugnance à de nombreuses femmes qui y voient comme une sorte d'« achat »

de leur candidature. Pour ma part, je suis également très réservée sur cette disposition sans y être formellement opposée.

Le point central de notre débat est bien celui des mesures volontaristes, autrement dit l'instauration de quotas ou la parité.

Il m'apparaît d'abord que le terme de quota doit être abandonné, car il propose un pourcentage qui ne s'appliquerait qu'aux femmes, au profit d'une formulation qui stipule qu'une liste ne saurait comporter plus de X % de candidats d'un même sexe. Je propose donc le terme plus juste de coefficient ou de proportion de mixité.

Deuxième certitude, ce type de mesures, en ce qu'elles sont discriminatoires et inégales, ne sauraient constituer que des dispositions transitoires, destinées à nous conduire vers l'objectif affiché par le Président de la République, la parité.

Je suis persuadée que la France a acquis un degré de maturité suffisant pour aller directement à la parité. Néanmoins, si des mesures de quotas se révèlent nécessaires, je ne m'y opposerai pas si elles sont clairement affichées pour ce qu'elles sont, une étape, tendant vers un but, la parité.

Balayons l'idée bizarre que ce système amènerait des femmes incompetentes dans nos assemblées. Outre que je m'interroge sur l'aptitude du mode actuel des investitures dans tous les partis à y détecter des compétences, nous savons bien qu'il y a assez de femmes motivées et capables pour occuper l'ensemble des places d'élus de notre pays, et même plus.

On me rétorque ensuite que cela serait déshonorant pour les femmes et un constat d'échec. Vous l'avez dit, monsieur le Premier ministre, le constat d'échec, il est ici ! La classe politique française a échoué. Notre mandat aura-t-il moins de valeur parce que nous serons la moitié des élus ? Rassurez-vous, la bataille continuera à faire rage dans les états-majors et contre nos adversaires, à moins que nous ne préférions finalement l'appartenance au ghetto ultra-minoritaire en ce qu'il nous valorise alors que nous craignons de passer inaperçues dans une assemblée équilibrée. Laquelle d'entre nous osera cet aveu ?

L'argument le plus sérieux serait le risque de communautarisation de l'électorat. Des minorités, des groupes ou des catégories seraient ensuite fondés à demander une représentation proportionnelle. Vous l'avez dit, monsieur le Premier ministre, M. Jean-Pierre Chevènement l'a rappelé, les femmes ne sont ni une minorité, ni un groupe, ni une catégorie. Elles sont simplement la moitié de l'humanité et la différence sexuée fonde son identité et sa pérennité. Toutes les autres différenciations sont transitoires, contingentes ou contestables.

Quant au débat juridique il nous interroge sur la nécessité ou non de réformer la Constitution pour instaurer de telles mesures.

Certains ne le veulent pas car, disent-ils, on a déjà trop réformé dans un passé récent, mais la juste représentation des femmes, monsieur le président, ne vaudrait-elle pas la refonte du règlement de l'Assemblée nationale ?

D'autres jugent que la réforme constitutionnelle est inutile. Il est vrai que les fondements de l'annulation par le Conseil constitutionnel le 18 novembre 1982 du texte stipulant qu'aucune liste ne saurait comporter plus de 75 % de candidats d'un même sexe – le Conseil s'étant d'ailleurs, fait rarissime, autosaisi du texte – apparaissent pour le moins contestables et je vous renvoie sur ce sujet à l'excellente analyse qui en est faite dans le rapport de Mme Halimi.

Des juristes et des politologues arguent de la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, adoptée par l'assemblée générale des Nations unies en 1979, dont la loi du 1^{er} juillet 1983 a autorisé la ratification.

L'applicabilité de cette convention a suscité un débat passionné et contradictoire chez les juristes, mais ne semble pas dispenser d'une modification préalable de la Constitution.

Peut-on passer par une loi simple en espérant qu'elle ne sera pas déferée au Conseil constitutionnel ?

Cette démarche du style « je saute et je regarde ensuite si j'ai un parachute » apparaît dangereuse au regard de la jurisprudence de 1982, et un nouvel échec devant le Conseil serait extrêmement contre-productif.

N'ayons pas peur, il nous faut donc réformer la Constitution.

Il ne s'agit pas d'une réforme qui prévoirait le détail des mécanismes électoraux. Cette réforme ouvrirait en fait un nouvel espace de liberté au législateur en indiquant qu'il peut prendre des dispositions permettant un accès équilibré des femmes et des hommes aux mandats et aux fonctions politiques. Il reviendrait ensuite au Gouvernement ou au Parlement de proposer les lois nécessaires.

Cette procédure a l'avantage de permettre une démarche progressive, si on le souhaite, et ne nécessite pas de modification des modes de scrutin. Elle pourrait s'appliquer immédiatement, comme vous le proposez, monsieur le Premier ministre, aux élections municipales, régionales et européennes, mais laisse la porte ouverte à tout type d'élection.

Enfin, faut-il procéder par référendum ou par la voie du Congrès ?

Je ne vous cache pas que la voie du référendum a ma préférence en ce qu'elle serait l'occasion d'une vraie prise de conscience de l'opinion, d'un vrai dialogue entre l'opinion et la classe politique, mais cette procédure ne pourrait intervenir qu'après les élections de 1998. Sinon, le risque d'interférence et les procès d'intention seront inévitables.

Vous nous proposez donc la réforme constitutionnelle par la voie du Congrès. J'y souscris. Elle ouvre une porte qui ne pourra plus jamais se refermer.

Ce sera notre honneur, mesdames, messieurs, de dépasser ensemble nos différences pour instituer une démocratie paritaire. Ne laissons pas passer la chance que nous propose M. le Premier ministre de répondre à une vraie exigence de justice et de modernité. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du Groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

M. le président. La parole est à Mme Muguette Jacquaint.

Mme Muguette Jacquaint. Je comprends, monsieur le Premier ministre, que vous n'avez pas organisé ce débat sur la parité avant la journée internationale des femmes, car vous étiez loin d'entendre leur aspiration à la parité, si j'en juge d'après les propositions que vous nous faites aujourd'hui. Je ne pense pas que les femmes aient apprécié les réponses que vous leur avez données !

Le rôle des femmes dans la vie politique française est plus que jamais à l'ordre du jour.

L'importance donnée aujourd'hui à cette question est imposée par l'évolution de la société, par le rôle accru que les femmes y tiennent, et aussi par la conscience

qu'elles ont prise de leurs droits à travers les bouleversements qu'a connus notre siècle et qui ont abouti à de profonds changements dans le monde.

En raison de leur situation spécifique, menant de front vie professionnelle, vie familiale, activité sociale, les femmes sont bien sûr diverses, mais tellement de choses leur sont communes.

Leur rapport à la politique est le plus souvent marqué à la fois par un besoin de réponses concrètes aux difficultés qu'elles affrontent au quotidien et par un besoin d'espérance et l'envie d'avoir leur mot à dire pour l'avenir. Elles ressentent, subissent et paient au prix fort le décalage qui existe entre l'organisation de notre société et les modes de vie actuels.

Cinquante ans après avoir obtenu le droit de vote, trente ans après avoir obtenu le droit de gérer leurs biens propres, trente ans après avoir obtenu le droit à une contraception enfin libéralisée, vingt ans après avoir obtenu le divorce par consentement mutuel, vingt ans après avoir obtenu le droit, dans certaines conditions, à renoncer à une maternité non désirée, dix ans après avoir obtenu le droit de donner, elles aussi, leur nom à leur enfant, où en sont les femmes aujourd'hui ?

Elles représentent 53 % du corps électoral, et ne sont que 5,5 % des parlementaires, et, à en juger par ce qui vient de nous être dit, nous n'allons pas vers la parité !

M. Eric Duboc. Mais si !

Mme Janine Jambu. Vous n'en voulez pas, messieurs !

Mme Muguette Jacquaint. Elles représentent 12,5 des élus régionaux, 5,5 % des élus départementaux, 5,4 % des maires.

Cette situation, qui place la France en queue de peloton en Europe, juste avant la Grèce, quant à la présence des femmes dans les assemblées nationales, est affligeante.

Cela ne peut s'expliquer par leur absence dans les grands mouvements qui ont marqué toute l'histoire de notre pays.

Pourtant, la France fut l'un des derniers pays en Europe occidentale à accorder aux femmes leur pleine citoyenneté.

C'est sur un amendement de Fernand Grenier, député communiste...

Mme Roselyne Bachelot-Narquin. Récupération !

Mme Muguette Jacquaint. ... qui proposait que les femmes soient électrices et éligibles dans les mêmes conditions que les hommes, que fut voté le 24 mars 1944, à l'Assemblée d'Alger, par cinquante et une voix contre seize, le droit de vote des femmes alors qu'il était accordé dès 1863 en Suède et dans d'autres pays.

Quant au parti communiste français, il déposait dès 1924 une proposition de loi pour le droit de vote des femmes et faisait élire des femmes aux élections municipales de 1925 alors qu'elles n'étaient ni électrices ni éligibles. C'était peut-être une démarche volontariste, mais elle a montré, depuis, tout le bien-fondé de l'action pour l'égalité et la démocratie dans notre pays.

Ne faut-il pas être aussi volontariste aujourd'hui, à l'heure où les femmes exigent de jouer leur rôle dans tous les domaines ? Rappelons qu'elles représentent 44 % de la population active et, surtout, que le taux d'activité des femmes de vingt-cinq à quarante-neuf ans, de 76,2 %, les place au second rang en Europe, derrière le Danemark.

Les femmes aspirent fortement à concilier vie professionnelle et vie familiale. Certes, cette évolution ne se fait pas sans difficultés. Elles se heurtent à la logique ultralibérale de l'Europe, la rentabilité financière devenant une arme contre leurs acquis spécifiques.

Si 76 % des employés sont des femmes, elles ne sont que 4 % parmi les équipes dirigeantes des 200 plus grandes entreprises françaises. Que dire du taux de chômage des femmes qui, à près de 13 %, est très supérieur à celui des hommes, ou encore de l'écart des salaires qui, à qualification égale, est de 18 % chez les employés et les cadres ?

La crise ne favorise pas de nouvelles avancées pour les femmes. Le problème des mentalités, qui ont la peau dure, n'est pas à écarter, pas plus que celui de l'image de la femme réduite à celle de mère ou d'objet sexuel, que les menaces qui montent contre l'interruption volontaire de grossesse en France et en Europe, ou que les problèmes du harcèlement sexuel et des femmes battues.

Il faut être vigilant et s'exprimer sur ces questions qui touchent à la dignité des femmes. D'ailleurs, il n'est pas rare, aujourd'hui, de voir encore les femmes agir et lutter, comme à la Servair, pour que leur image et leur dignité soient respectées.

Pour expliquer l'insuffisance de prise de responsabilités des femmes dans la vie politique, ne faut-il pas aussi réfléchir et agir sur deux axes : la vie des femmes elles-mêmes et l'image qu'elles ont de la politique ?

Certes, les conditions d'existence ne se posent pas de la même manière aujourd'hui, mais mesurons bien les conséquences de leur charge de travail. Pour une majorité d'entre elles, la double journée existe encore et le problème du temps disponible pour se consacrer à une activité associative, syndicale ou politique est posé.

Par ailleurs, leur rapport aux enfants, les soucis aggravés par le manque d'équipement, la scolarité, l'insécurité, la drogue, sont souvent pour elles source de culpabilisation et de frein dans leur activité.

Quant à l'utilité de s'investir, quelle perception ont-elles de la politique ?

Souvent, le « discours politique » leur apparaît coupé de leur vie quotidienne. Les affaires, les scandales qui marquent l'actualité accentuent très certainement leur réticence, comme celle de nombreux citoyens.

Enfin, le scrutin majoritaire à deux tours ne favorise pas, loin s'en faut, l'émergence de nouvelles candidatures et donc de candidatures féminines. La solution la plus efficace consisterait à adopter le mode de scrutin le plus juste, c'est-à-dire la proportionnelle.

M. Yves Nicolin. Non, ce n'est pas le plus juste !

Mme Muguette Jacquaint. Le principe de l'égalité entre hommes et femmes ne fait plus guère problème, sinon dans quelques recoins attardés de la société. C'est la réalité sociale que je viens brièvement d'évoquer qui le contredit.

C'est sans concession que le rapport de l'Observatoire de la parité fait état des obstacles de fond auxquels se heurtent les aspirations des femmes. Je regrette d'ailleurs qu'il n'ait pas été plus largement diffusé : le débat d'aujourd'hui en aurait été plus nourri.

Après l'imposante manifestation du 25 septembre 1995, 155 organisations et de nombreuses personnalités se sont engagées à participer aux assises nationales pour les droits des femmes, qui se tiendront les 15 et 16 mars.

Les questions posées par l'Observatoire de la parité doivent trouver une réponse dans l'esprit de la chartre d'Athènes, adoptée le 3 novembre 1992 à l'occasion du Premier Sommet européen « Femmes au pouvoir », qui estime notamment : « Parce que les femmes représentent la moitié des talents et qualifications potentielles de l'humanité [...], leur sous-représentation aux postes de prise de décision constitue une perte pour la société dans son ensemble. »

Une participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décision est susceptible d'engendrer des idées, des valeurs et des comportements différents, allant dans le sens d'un monde plus juste et équilibré, tant pour les femmes que pour les hommes.

Les parlementaires communistes s'engagent dans ce combat au féminin pour que les femmes participent aux choix de la société, qu'elles veulent rendre plus juste et plus humaine.

Cela exige que le débat sans vote d'aujourd'hui soit prolongé par des mesures concrètes concernant notamment le mode de scrutin, le statut de l'élu, la garantie de l'emploi, les droits sociaux, pour faire réellement vivre au quotidien le principe de la parité.

Car nous sommes tous, ici, élus par des hommes et des femmes, et je n'ai pas le sentiment que le vote d'une femme ne compte que pour 20 %, 30 % ou 40 %.

Mme Nicole Ameline. Il compte à part entière et ce sont des citoyennes à part entière que nous voulons être aujourd'hui. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à Mme Nicole Ameline.

Mme Nicole Ameline. Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, mes chers collègues, donner un sens à la politique aujourd'hui, c'est avoir non seulement l'art de gérer les crises, mais aussi celui de définir et de proposer un projet de société, de conduire des réformes et d'accepter les changements nécessaires.

En ouvrant ce débat, monsieur le Premier ministre, vous avez su avec courage vaincre les scepticismes, pour ne pas dire certaines résistances, vous avez su répondre aux espérances des femmes et de tous ceux qui souhaitent une démocratie plus moderne. En un mot, vous avez ouvert la voie à un changement réel.

Doit-on parler de courage lorsqu'il s'agit de faciliter l'accès des femmes à la vie publique ? Je crois que oui, malheureusement, tant ce sujet, comme tant d'autres, est l'objet des meilleures intentions, mais victime du conservatisme ambiant. Un anachronisme criant frappe en effet notre société : l'absence des femmes de la sphère politique.

Cette réalité, cette exception culturelle française à l'envers, qui prive les femmes de notre pays de l'accès à la décision politique et qui place la France au dernier rang des démocraties européennes, cet état de fait a non seulement ralenti l'évolution des droits des femmes mais aussi, sans nul doute, la modernisation de la société tout entière.

Attendre aujourd'hui l'évolution lente des mœurs et des usages reviendrait à accepter l'inacceptable : une démocratie du XXI^e siècle privée de l'apport de la moitié de ses membres. Car enfin, si personne ne songe à sous-estimer la part considérable des femmes dans les responsabilités parentales, professionnelles, associatives, civiques, l'accès à la politique, là où tout se décide, leur reste fermé de façon malheureusement durable.

Le fait pour elles d'être exclues du champ même des décisions qui les concernent très directement – famille, emploi, bioéthique, éducation – et, plus généralement, de l'ensemble des questions qui intéressent notre vie sociale et économique, n'est plus compatible avec leur dignité et leur aptitude, reconnue, à exercer leurs responsabilités.

Je sais que cette idée n'est pas neuve, mais elle n'a jamais pu, jusqu'ici, entrer dans notre pratique politique. N'oublions pas les leçons de l'histoire : elles sont cruelles. Vous avez rappelé, monsieur le Premier ministre, que, depuis trois siècles, les femmes ont raté toutes les marches de l'histoire, pour ne pas dire de la démocratie.

Celle de la Révolution de 1789, à laquelle elles prirent toute leur part et qui a débouché, en 1793, sur un suffrage dit universel mais réservé aux hommes.

Celle du XIX^e siècle, dont la principale construction juridique, le code Napoléon, a fait d'elles des mineures incapables, consacrant la thèse de Rousseau d'une sphère privée, qui leur était réservée, et d'une sphère publique, évidemment masculine.

Celle du XX^e siècle, qui vit en ses débuts, lors du premier conflit mondial, les femmes assumer formidablement des responsabilités qui n'étaient pas les leurs, mais à qui on refusa, en 1919, le droit de vote.

Qu'on se souvienne de l'exposition que le président Séguin avait pris l'heureuse initiative d'organiser sur le débat de 1919. Même si l'histoire ne se répète pas, fasse le ciel que les murs de cette assemblée ne résonnent plus de ces arguments d'un autre temps !

Il faudra attendre la volonté politique du général de Gaulle pour donner le droit de vote aux femmes en 1945.

Il faudra attendre la volonté politique de Valéry Giscard d'Estaing et le courage de Simone Veil...

M. Eric Duboc. Très bien !

Mme Nicole Ameline. ... pour qu'en 1975, dépassant tous les préjugés, soit votée la loi sur l'interruption volontaire de grossesse.

N'oublions pas, en 1979, il y a près de vingt ans, la proposition de Monique Pelletier tendant à faciliter l'accès des femmes à la vie politique.

Les années contemporaines ont certes permis des conquêtes nouvelles aux femmes, celle du divorce par consentement mutuel, celle de la suppression de la notion fiscale de chef de famille, consacrant ainsi l'indépendance économique des femmes, sans oublier, au niveau européen, une série de dispositions relatives à l'égalité professionnelle.

Ces victoires ont d'abord été celles des femmes ; elles ont assurément marqué un progrès de notre démocratie, mais elles n'ont été rendues possibles, à chaque fois, que par un acte politique.

Seule la volonté politique peut seule faire évoluer la société ; elle s'exprime par la loi.

La France, patrie des droits de l'homme et, on peut l'espérer, des droits de la femme, terre d'élection des idées révolutionnaires de liberté et d'égalité, serait-elle donc en retard d'une évolution, pour ne pas dire d'une révolution ?

Cette stagnation politique prend d'autant plus de relief quand on remarque que notre assemblée compte moins de femmes que celle de 1946.

Plus de relief aussi lorsque, au moment d'entrer dans un temps nouveau, le XXI^e siècle, et dans un nouvel espace, l'Europe élargie, on constate que la très grande majorité des États membres de l'Union ont réussi sans drame là où la France a échoué.

Bien plus, l'observation montre que le renouvellement de la vie politique dans le monde se fait le plus souvent par et avec les femmes : le Parlement européen, institution nouvelle, compte 26 % de femmes députés ; l'Afrique du Sud, démocratie nouvelle, en compte 25 % ; l'Allemagne réunifiée, nouvelle puissance, compte 27 % de femmes au Bundestag, dont sa présidente.

Dans notre pays, la classe politique se dit aujourd'hui unanime sur une nécessaire évolution. Ce débat, dont nous vous remercions, monsieur le Premier ministre, et qui est déjà une victoire et une première dans notre histoire parlementaire récente, va nous permettre d'en juger.

Mais ouvrir ce débat, c'est le concrétiser, c'est aller au-delà des discours et des déclarations d'intention, c'est se donner les moyens d'assurer une véritable transition historique.

Le groupe UDF souhaite que ce débat ait une réelle portée, car les femmes de France nous écoutent. Elles ont pris toute leur part à cette discussion par leurs actions et celles de leurs associations, auxquelles je rends hommage, en particulier à celles qui sont aujourd'hui présentes dans cette enceinte par les attentes et les espérances qu'elles ont suscitées.

Vous les avez entendues et vous avez souhaité, d'abord à travers la création de l'Observatoire de la parité, disposer d'un cadre de réflexion susceptible de répondre à leurs aspirations.

Je souligne à cet égard le travail accompli par Roselyne Bachelot-Narquin et Gisèle Halimi ainsi que par tous les membres de cette institution. Il a été un préalable nécessaire à ce débat. Et vous venez d'apporter votre soutien à une démarche volontariste.

Donner un sens à ce débat, c'est à l'évidence dépasser le constat pour évoquer des solutions concrètes.

Je ne m'attarderai pas, du reste, sur les causes de ce constat. Elles sont multiples et peu dissociables de phénomènes qui, tel le conservatisme, figent, là comme ailleurs, les habitudes. Il est indispensable de miser sur l'aménagement des conditions de travail des femmes françaises, qui sont parmi les plus actives du monde et souhaitent plus que jamais concilier leurs responsabilités professionnelles, familiales et politiques.

Il ne s'agit naturellement pas de créer ni d'imposer un modèle nouveau, un cursus obligé, mais, bien au contraire, d'offrir aux femmes de nouveaux espaces de liberté et de responsabilité.

Car la place des femmes, qu'elles soient au cœur de la famille, dans le monde professionnel, associatif, ou dans la sphère politique, est partout justifiée. Il faut que chacune puisse exercer sa vocation, vivre sa vie à sa manière, exercer ses choix sans que soit portée une appréciation quelconque sur les mérites comparés des choix des unes ou des autres.

Faire confiance aux femmes aujourd'hui, c'est accélérer l'histoire et faciliter réellement, concrètement, leur accès à la vie publique.

Gilles de Robien et moi-même avons déposé une proposition de loi tendant à permettre une représentation plus équilibrée des femmes et des hommes dans les élections au scrutin de liste – municipales, régionales et euro-

peennes – ainsi qu'une proposition de loi de portée constitutionnelle tendant à faciliter l'accès des femmes aux mandats publics.

Proposition raisonnable et équitable, fondée sur l'idée de complémentarité et de mixité, et qui veut amorcer un processus de fond destiné à favoriser l'émergence de candidatures féminines à ces trois types de scrutin.

Je ne sous-estime en rien les difficultés d'une modification constitutionnelle, bien qu'au plan des principes cette proposition de loi me paraisse compatible avec l'affirmation de la liberté et de l'égalité, qui figurent dans le préambule de notre Constitution.

Certes, la décision du Conseil constitutionnel de 1982 était fondé sur le respect du principe d'égalité et d'universalité. Mais n'y a-t-il pas quelque paradoxe à constater qu'au nom de l'égalité juridique notre Constitution puisse mettre un frein à l'égalité réelle ?

La notion d'égalité, n'est-ce pas aujourd'hui davantage, comme vient à juste titre de le rappeler le Conseil d'Etat, l'égalité des chances, qui peut supposer des discriminations positives ?

En outre, notre Constitution aura quarante ans l'an prochain. N'est ce pas le moment de tirer les conséquences de l'effet de dispositions dont l'interprétation restrictive ne répond plus aux exigences de notre temps ?

Car si la parité est davantage un objectif politique qu'un calcul arithmétique, n'oublions pas que la démocratie, c'est aussi la loi de la majorité et du nombre ; et ne pas exister en nombre suffisant revient à ne pas exister du tout.

Notre souhait est que ce débat ne puisse laisser place à la surenchère et, si le constat est unanime, notre assemblée s'honorerait à se retrouver sur des propositions consensuelles.

M. Adrien Zeller. Tout à fait !

Mme Nicole Ameline. Mais ne conviendrait-il pas alors de laisser de côté certains effets d'annonce électorale qui conduisent à envoyer en grand nombre des candidates dans des circonscriptions réputées objectivement peu gagnables, ou moins gagnables que certaines autres où iront évoluer leurs collègues masculins ?

M. Charles Fèvre et M. Loïc Bouvard. Très bien !

Mme Nicole Ameline. De telles initiatives ne me paraissent pas, même si elles sont spectaculaires, de nature à rendre véritablement service aux femmes.

Notre proposition vise à apporter l'une des clés de ce rééquilibrage nécessaire dans le temps, dans des conditions très volontaristes. Elle passe par l'instauration, à titre transitoire, d'une limitation du nombre de candidats d'un même sexe sur une liste. L'UDF défend cette théorie moderne de la différence. Et qu'on ne vienne pas dire que la notion d'individu est neutre. Car pourquoi s'offusquerait-on alors du faible nombre de femmes dans cet hémicycle ?

M. Eric Duboc. Absolument !

Mme Nicole Ameline. C'est la réponse de l'UDF à l'appel lancé par une grande majorité de femmes et d'associations, mais aussi par une majorité de Français. Ainsi, 70 % d'entre eux se déclarent conscients que la présence des femmes dans la vie politique permettrait de mieux répondre aux aspirations de nos concitoyens, et se déclarent prêts à accepter des mesures contraignantes pour atteindre cet objectif.

On nous objectera qu'il s'agirait de quotas. Il faut aller au bout de cette démarche et ne pas se focaliser sur la bonne ou la mauvaise acception de ce terme.

D'abord, bien des pays d'Europe du Nord, tout aussi démocratiques que le nôtre, ont eu recours à cette formule, sans drame et avec succès.

Ensuite, qui peut sérieusement craindre, par ce biais, une assimilation des femmes à une quelconque minorité ? Les femmes ne sont pas des automobiles japonaises ; elles ne sont pas davantage assimilables à une quelconque minorité ethnique, culturelle ou sociale – si respectable fût-elle – elles sont tout simplement la moitié de l'humanité.

Et la notion de quota – ou, pour reprendre l'expression de Gilles de Robien, de minimum démocratique – a ici une signification bien précise : il ne s'agit pas de protéger une espèce en péril, mais de réaliser, à titre temporaire, les conditions nécessaires pour permettre l'accès des femmes aux responsabilités politiques. Cette solution prend tout son relief lorsqu'on constate le caractère très limité des autres solutions proposées.

Rien à voir, donc, avec l'*affirmative action* façon américaine, qui a conduit à une catégorisation de la société, ce que, naturellement, nous refusons.

Aujourd'hui, les femmes ne sont-elles pas une majorité silencieuse alors qu'elles représentent la majorité du corps électoral ? Serait-il plus infâmant pour elles de se voir reconnaître un droit par la Constitution et par la loi que de n'être rien parce qu'elles ne sont nulle part ?

Enfin, mes chers collègues, je vous en conjure, ne cédon plus au travers français qui consiste à se focaliser sur les moyens au point d'en oublier la fin.

Voulons-nous réellement faire bouger les choses ou préférons-nous attendre que le temps passe, au risque de faire rater aussi aux femmes la marche du XXI^e siècle ?

Je comprends qu'une telle démarche soulève des réticences. Des voix féminines se font entendre pour indiquer qu'elles refusent les mesures d'exception. Ces femmes veulent être élues exclusivement en fonction de leur mérite. Je le comprends, mais je pense que, s'il en était ainsi, ce débat n'aurait plus lieu d'être car il y aurait aujourd'hui sur ces bancs au moins 250 femmes !

A titre personnel, j'ai pu accéder aux fonctions électives grâce à la volonté politique d'un homme, Michel d'Ornano, que vous connaissiez tous. Sur ces questions de société, il a toujours su faire prévaloir une vision moderne et éclairée.

J'ai été élue avec lui en 1988 sur un thème : la place des femmes dans la vie politique. J'ai eu cette chance et je pense à toutes les femmes qui ne l'ont pas eue. C'est pourquoi je cherche passionnément à vous convaincre qu'il faut aujourd'hui, par la loi, organiser un plus large accès des femmes à la vie politique.

Quand bien même les états-majors politiques seraient animés par cette volonté, il m'apparaît que la loi est une garantie plus noble, plus démocratique et plus efficace.

Choisir la voie législative, c'est reconnaître que, dans une démocratie moderne, il est des instants où la Constitution et la loi doivent jouer leur rôle d'innovation et d'incitation, en un mot de réforme du droit et de la société.

Les propositions de l'UDF prévoient une réforme constitutionnelle – dont j'ai parlé – permettant une représentation plus équilibrée des candidats et des candidates aux élections au scrutin de liste.

Mais, même si l'on peut imaginer que l'interprétation très restrictive du principe d'égalité et d'universalité faite en 1982 par le Conseil constitutionnel ait évolué, il me paraît important d'affirmer aujourd'hui notre volonté politique de la manière la plus claire.

Déjà la moitié des députés UDF ont approuvé le principe d'une loi constitutionnelle, réservant à une mesure législative ordinaire le soin de préciser les aménagements nécessaires.

C'est pourquoi, monsieur le Premier ministre, le groupe UDF soutiendra la démarche du Gouvernement, telle que vous venez de nous l'exposer ; nous nous rencontrons sur l'esprit comme sur la forme.

La modernisation de la vie publique passe en effet par un rôle accru des femmes dans cette sphère.

Il nous faut aujourd'hui choisir entre ce qu'il est convenu d'appeler une démocratie inachevée et une démocratie restaurée. L'avenir des femmes dans ce domaine n'est pas un combat de pure forme, il est au cœur de l'évolution de notre société. Au moment où chacun ressent le besoin de réhabiliter le politique, il m'apparaît que cette réhabilitation passera par le nouveau rôle joué par les femmes dans ce pays.

Comme l'a rappelé François Léotard, il faut moderniser nos institutions, aller vers une démocratie plus participative, rendre du pouvoir aux Français, redonner du sens à la politique en donnant aux citoyens et aux citoyennes plus de liberté et plus de responsabilité.

C'est dans ce cadre d'une France rénovée et plus moderne que prennent toute leur place notre débat de ce jour et les propositions que nous faisons.

La Constitution est la transcription des droits fondamentaux qui régissent la société et sa représentation politique ; ouvrons enfin ces droits aux femmes. Les faits ne précèdent pas toujours le droit et notre volonté politique sera la plus belle expression d'une démocratie en phase avec son temps.

Dire oui à notre double proposition de loi et soutenir votre démarche, monsieur le Premier ministre, c'est faire confiance aux femmes. C'est aussi amorcer une vraie modernisation de notre société, pas seulement pour les femmes, mais avec elles. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.*)

M. le président. La parole est à M. Laurent Fabius.

M. Laurent Fabius. Dans le classement des nations, les statistiques nous indiquent que la France est actuellement soixante-douzième pour ce qui concerne la place des femmes en politique, juste derrière l'Ouganda.

Nous avons entendu vos propositions, monsieur le Premier ministre, ou plutôt votre proposition puisque vous en avez formulé une, et à titre précaire. Elle permettrait probablement, si elle était concrétisée, de gagner quelques places. Or les droits des femmes constituent un critère éclairant de la réalité d'une démocratie.

La France est certes le pays de la Déclaration des droits de l'homme, mais quand il s'agit d'en appliquer les dispositions aux femmes, soit plus d'un citoyen sur deux, elle reste dans une situation inacceptable. C'est dire si vous-même, si nous tous sommes encore loin du compte.

Vous me direz que cela ne date pas d'aujourd'hui. J'ajouterai, et sur ce point mon analyse diverge de la vôtre, que, dans d'autres domaines, les inégalités déjà criantes se sont encore creusées récemment. Au cours des

dernières années notamment, les femmes ont été encore plus frappées par les difficultés économiques et sociales que les hommes, et c'est encore le cas.

M. Martin Malvy. C'est vrai !

M. Laurent Fabius. Dans le domaine des droits politiques, la Révolution française, si égalitaire à beaucoup d'égards, fut totalement machiste. Des femmes furent ministres pour la première fois sous le Front populaire, mais elles n'étaient pas électrices ! Les femmes obtinrent le droit de vote en 1944, mais cela fait maintenant plus d'un demi-siècle et elles n'ont toujours pas en grand nombre le droit concret d'être élues. C'est cette situation qu'il s'agit évidemment de changer.

Vous nous avez présenté il y a quelques minutes, monsieur le Premier ministre, une idée, un débat, peut-être un projet qui tire les conséquences – vous l'avez souligné – de l'un de nos textes de loi des années 80 qui, à cette époque, et en raison même de votre saine, avait été annulé pour inconstitutionnalité. (*Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

Mme Roselyne Bachelot-Narquin. Le Conseil s'est saisi de sa propre initiative !

M. Laurent Fabius. Au parti socialiste, nous en avons tiré les conclusions en adoptant la parité lors des dernières élections européennes. Alors, pourquoi pas une révision constitutionnelle ?

Nous jugerons votre éventuel projet sur pièces, monsieur le Premier ministre, sachant qu'il s'agit en l'espèce non pas de mettre en cause l'universalité et l'égalité républicaines mais, au contraire, de les garantir concrètement. D'ores et déjà, nous savons qu'il ne suffira pas de changer la loi, fût-ce la loi suprême, pour que les comportements se transforment totalement. Nous savons aussi que les prochaines élections législatives auront lieu dans un an et qu'elles ne se feront pas au scrutin de liste.

M. Eric Duboc. Heureusement !

M. Laurent Fabius. C'est dire que votre éventuelle révision à blanc ne les concernera pas.

En outre, pour ceux qui souhaitent vraiment que notre société tout entière progresse, la question de la parité ne peut évidemment résumer l'ensemble des obstacles rencontrés. Quant on veut atteindre un but, il faut s'en donner les moyens, notamment entreprendre un vaste programme pour développer, sur le plan économique et social, les modes de garde des enfants, en particulier pour aider les familles monoparentales jeunes ou modestes qui ne pourront jamais employer de salarié à domicile, fixer des objectifs de parité au moins dans tous les ministères, dont les organigrammes sont des temples élevés à la misogynie ordinaire, nous le savons tous, et ce qui serait plus nouveau, subordonner le bénéfice de toute aide financière publique aux entreprises à l'existence en leur sein de plans d'égalité professionnelle. Ce sont trois pistes que vous pourriez suivre.

Au-delà de votre déclaration, monsieur le Premier ministre reconnaissons que vous n'avez jusqu'ici pas fait de gestes significatifs pour inverser la tendance.

M. Michel Fromet. C'était plutôt l'inverse !

M. Laurent Fabius. Même si elles étaient insuffisantes, nous avons réalisé certaines avancées sur le plan des institutions et des désignations. Vous avez, quant à vous, plu-

tôt opéré ce qu'on a jugé être un retour en arrière. Je ne veux pas être long – je ne peux pas l'être – mais je mentionnerai à cet égard, la suppression d'un vrai ministère des droits des femmes, la disparition, il y a un an, de ministres auxquelles on reprochait essentiellement de ne pas être des hommes...

Mme Roselyne Bachelot-Narquin. Mais non !

M. Laurent Fabius. ... et plus généralement une sorte de méfiance à leur encontre.

Je ne sais, monsieur le Premier ministre, si depuis le début de l'année vous avez comptabilisé le nombre de femmes concernées par la centaines de nominations individuelles en conseil des ministres.

M. Eric Duboc. Ce n'est pas d'un bon niveau !

M. Laurent Fabius. Seulement 10 % des personnes nommées étaient des femmes. Ce n'est effectivement pas d'un bon niveau !

Beaucoup s'inquiètent des atteintes que subit le droit à l'IVG ainsi que de la désuétude dans laquelle paraît être tombé le délit d'entrave à son exercice, et l'on resté dubitatif devant le salaire parental de libre choix qui, dans certains discours, apparaît surtout comme une indemnité de maintien des épouses au foyer.

Puisque, dans ce débat parlementaire, le groupe socialiste ne dispose que de trente minutes et que nous avons décidé de les partager entre ceux d'entre nous qui souhaitent également intervenir sur ce sujet, je ne peux, sous peine de dépasser mon quota, que conclure sur deux dispositions précises en faveur des femmes, donc de la communauté citoyenne tout entière, qui doivent être prises si l'on veut faire bouger les choses sur le plan politique et civique. Elles présentent sans doute des inconvénients, se heurtent à des oppositions – on peut en discuter à perte de vue – mais mon sentiment personnel est clair : ou bien on les adopte, ou bien tout le reste, y compris une éventuelle révision de la Constitution, risque d'être extrêmement partiel.

Premièrement, pour le choix de leurs candidats, les partis politiques doivent s'appliquer des quotas. A ma connaissance, le RPR et l'UDF ont décidé de ne pas le faire pour les prochaines élections législatives, mais c'est leur responsabilité. Le parti socialiste, lui, a décidé d'investir près de 160 candidates, dont beaucoup, nous l'espérons, seront élues.

M. Yves Nicolin. C'est facile quand on part de zéro !

M. Louis Mexandeau. On le dit et on le fait !

M. le président. Mes chers collègues, laissez M. Fabius aller vers sa conclusion !

M. Laurent Fabius. Les électeurs jugeront, chers collègues !

Mon sentiment, c'est que l'on ne renversera pas la situation sans instaurer des quotas. Ce n'est donc pas seulement une affaire de Constitution, c'est aussi une question de comportements et de convictions.

Deuxièmement, la législation anti-cumul doit être renforcée. J'avais fait voter, en 1985, une première loi en ce sens, non sans difficultés d'ailleurs. Je suis convaincu qu'il faut désormais aller plus loin. Cela libérera des places pour les femmes et pour les jeunes candidats. Nous savons tous que nous sommes irremplaçables ; eh bien, nous serons remplacés !

M. Yves Nicolin. Chiche !

M. Laurent Fabius. D'ailleurs, cela allégerait votre propre emploi du temps, monsieur le Premier ministre, maire de Bordeaux, président de la communauté urbaine, président d'une grande formation politique !

Aucune de ces réformes ne se heurte à l'habituel obstacle financier que l'on oppose aux nécessaires changements. Elles se heurtent tout simplement au conservatisme. Le XXI^e siècle a commencé, comme nous sommes plusieurs à l'avoir remarqué. Nous voulons qu'il soit le siècle de l'égalité des femmes dans tous les domaines. Vous vous dites réformateur, monsieur le Premier ministre. Très bien ! Il s'agit maintenant de le montrer réellement. Quant à nous, nous nous en donnerons les moyens le plus rapidement possible. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

(*M. Jean de Gaulle remplace M. Philippe Séguin au fauteuil de la présidence.*)

PRÉSIDENTE DE M. JEAN DE GAULLE, vice-président

M. le président. La parole est à M. Alain Ferry.

M. Alain Ferry. Monsieur le président, madame le ministre, délégué pour l'emploi, mes chers collègues, comme l'ont précisé les intervenants précédents, notre pays est classé avant-dernier au niveau européen s'agissant de la place qui est faite aux femmes en politique. Tant que le sujet n'était ni à la mode ni médiatique, les partis avaient considéré que les femmes devaient s'imposer en politique par leurs propres moyens dans les mêmes conditions que les hommes, tout en sachant que cela était relativement difficile pour elles.

N'oublions pas que les femmes ne disposent du droit de vote que depuis la Libération. Le suffrage universel, instauré définitivement en 1848, soit près d'un siècle plus tôt, ne s'appliquait qu'aux hommes. Après la guerre, quelques grandes figures de la Résistance ont été élues députées. Elles devaient cette élection à leur action courageuse pendant les années noires de la Seconde Guerre mondiale. Par la suite, à la lecture des statistiques publiées par l'Assemblée nationale, nous n'avons pu que constater une baisse du nombre des femmes élues jusqu'aux élections législatives de 1978 et 1981. Depuis cette date, ce chiffre s'est relativement stabilisé à 6 % environ.

Il y a là sous-représentativité, c'est indéniable : 52 % de femmes, 6 % d'élues, le déséquilibre est manifeste ! Aujourd'hui, à la veille des élections législatives de 1998, la question est de plus en plus soulevée. Des femmes d'horizons politiques divergents se sont rassemblées en un collectif. La parité est demandée.

Faut-il traiter la question en révisant la Constitution ? Je ne pense pas que les femmes et le sort qui leur est fait en politique gagneraient à l'instauration de quotas ou de pourcentages. Pourquoi modifier la Constitution alors qu'elle reconnaît expressément l'égalité des femmes et des hommes en tant que citoyens ? L'inscription de la parité dans le droit conduirait par ailleurs à ériger les femmes en « catégorie infériorisée », ce que l'on ne peut accepter. Alors, que faire ?

Les partis et les groupements politiques sont les maîtres du jeu. Ils investissent leurs candidats à chaque scrutin et peuvent seuls décider de la place qu'ils souhaitent donner aux femmes pour porter leurs couleurs. Un parti de gouvernement vient de démontrer qu'il était possible de pro-

céder à une évolution en la matière en investissant un tiers de candidates pour les prochaines législatives. Nul autre parti constitutionnellement reconnu n'est empêché ou tenu de faire de même. Il s'agit là de contingences internes. Toutefois, c'est à ce niveau qu'il faut, je le crois, traiter la question. Mais comment ?

On pourrait, par exemple, mettre en place un mécanisme financier incitatif qui prendrait en compte le nombre de femmes présentées, d'une part, le nombre de femmes effectivement élues, d'autre part. J'ai d'ailleurs déposé une proposition de loi dans ce sens. Ne pas se limiter aux seules candidatures et prendre en considération les femmes élues encouragera les partis politiques à présenter des femmes susceptibles de l'être. En effet, ce qui importe, c'est de permettre aux femmes d'accéder aux mandats et non pas à une simple candidature. Nous pourrions adopter un tel dispositif et observer ensuite ses incidences sur notre vie démocratique. Je suis persuadé qu'il favoriserait la représentation des femmes au sein des instances décisionnelles.

Au-delà de la citoyenneté de la femme, c'est finalement sa place dans la société que ce débat nous permet d'aborder. Si le machisme existe en politique, il est également manifeste sur le marché du travail. En effet, la ségrégation des sexes n'a malheureusement pas disparu. Les femmes demeurent trop souvent absentes des cercles de décisions économiques. Pour mettre fin aux discriminations sexuelles, il est urgent de mettre plus fortement en évidence les inégalités visibles. Les administrations, les entreprises devraient publier des rapports sur leur échelle de salaires et leur propre politique d'égalité des chances.

En fait, les décisionnaires, qu'ils soient politiques ou économiques, doivent apprendre à voir la société avec des lunettes mixtes. Ils doivent se demander par exemple si tel programme pour lutter contre le chômage ne désavantage pas les femmes par rapport aux hommes. Il s'agit en fait d'infuser une vision égalitaire, au plus haut niveau, tout en rappelant aux hommes ce qu'ils ont à gagner à travailler avec des femmes, sans parler de ce que la démocratie peut puiser là comme force.

M. Aloyse Warhouver. C'est bien dit !

M. Alain Ferry. Quant à nous, Gouvernement et Parlement, prenons nos responsabilités et nous réglerons cette question qui montre combien la France est sur ce sujet un pays conservateur !

M. Gérard Saumade et M. Aloyse Warhouver. Bravo !

M. le président. La parole est à Mme Brigitte de Prémont.

Mme Brigitte de Prémont. En guise de prélude, il me semble important de rappeler que c'est ici, dans ce même décor, en 1944, au lendemain de la guerre, qu'à l'initiative du gouvernement dirigé par le général de Gaulle, les femmes françaises ont conquis le droit de vote. C'était l'heureux aboutissement d'un long combat et la première véritable reconnaissance d'une égalité citoyenne entre hommes et femmes.

Depuis, la cause des femmes, quoi qu'on en dise, a progressé mais, outre le fait qu'elles ont dû souvent descendre dans la rue pour être entendues des pouvoirs publics et voir leurs demandes prises en compte, il est incontestable – et le rapport présenté par Mme Bachelot-Narquin et par Mme Halimi le met clairement en lumière – que la France, qui était déjà en retard pour accorder la pleine citoyenneté aux femmes, n'a pas vraiment comblé son handicap depuis lors.

Un demi-siècle plus tard, on a même l'impression – un récent colloque organisé ici même sous le patronage de la Commission européenne l'a clairement établi – que nous sommes toujours la lanterne rouge de l'Europe et du monde en ce qui concerne la place des femmes en politique, objet de notre débat d'aujourd'hui.

Les chiffres rappelés dans le rapport de l'Observatoire de la parité sont d'autant plus accablants qu'ils font apparaître une véritable résistance de la société française à s'ouvrir aux femmes. C'est évident en politique, ça l'est un peu moins, mais c'est encore vrai dans le monde économique, à l'exception notable de certaines réussites personnelles qui – hélas ! – tardent à faire école.

Incontestablement, et cela a été parfaitement analysé dans le rapport de l'Observatoire de la parité, des pesanteurs idéologiques fortes s'opposent à l'entrée des femmes en politique et les blocages sont tels qu'on ne peut plus compter sur une évolution naturelle des choses. Il est donc temps pour la représentation nationale de provoquer les évolutions nécessaires, quitte, ensuite, à passer le relais à la société civile pour qu'elle tire le meilleur profit des nouveaux espaces de liberté proposés par la loi. En attendant, c'est tout à l'honneur du Président de la République et du Premier ministre d'avoir pris l'initiative de créer cet Observatoire de la parité et c'est tout à l'honneur du Gouvernement d'avoir quelque peu précipité les événements en ce qui concerne le rapport sur la parité en politique afin d'initier ce débat parlementaire.

Cela étant dit, je partage tout de même la crainte exprimée par certains responsables d'associations féminines et par des syndicalistes – je pense notamment à Mme Notat – qui s'inquiètent du risque de division, forcément artificielle, entre le traitement de l'émancipation des femmes en politique et le traitement de leur promotion dans le monde économique et social. D'autant que le contexte économique actuel ouvre malheureusement le champ à des discours très machistes et très réactionnaires, comme le soulignait très justement Mme Lepage dans un article récent.

S'agissant de notre débat, ce n'est d'ailleurs pas le moindre paradoxe que de voir, en quelque sorte, le devenir politique des femmes remis aux mains d'une assemblée où les hommes sont massivement majoritaires. Je n'irai pas jusqu'à insinuer que mes collègues hommes sont insensibles au sujet qui nous rassemble aujourd'hui.

M. Alain Bocquet. Ce n'est pas du tout le cas !

Mme Brigitte de Prémont. J'ai d'ailleurs noté avec plaisir qu'ils étaient de plus en plus nombreux à venir enrichir les débats des associations féminines. C'était le cas samedi dernier encore au colloque de « Femmes en marche ». Sans mauvais jeu de mots, je remarque qu'ils ne sont pas les derniers à épouser la cause des femmes.

Je note toutefois que leurs propos, qui sont souvent très enthousiastes quand ils prennent la parole dans nos réunions, sont beaucoup plus réservés et beaucoup plus timides quand les mêmes hommes politiques se retrouvent dans les assemblées et les cénacles où ils sont majoritaires. Mais, je ne veux pas désespérer des bonnes intentions des uns et des autres.

Cela dit, soyons justes ! J'ai le sentiment que tous, hommes ou femmes, sommes les victimes plus ou moins consentantes d'un état d'esprit que les uns désigneront comme le résultat ou l'héritage d'une culture politique, les autres simplement comme un confort de mentalité et qui fait que les partis politiques reproduisent, comme à

plaisir, les modèles anciens de sélection des candidats avec les conséquences que nous connaissons sur la représentation des femmes.

Cette situation est à tous égards regrettable et dommageable. La sous-représentation des femmes dans toutes les assemblées, outre qu'elle est scandaleusement injuste, est surtout cause d'appauvrissement pour le débat public, chacun en est bien conscient.

A partir de là, peut-on concevoir, et même est-il souhaitable d'instaurer par voie législative et constitutionnelle une représentation paritaire ? Je passe volontiers sur les arguments de droit dont usent certains pour s'y opposer, et j'en viens à la question de fond : les citoyens pourraient-ils accepter que, d'une certaine manière, on leur force la main – et le bulletin de vote ! – et qu'on leur impose, au nom du principe de parité, des candidats sélectionnés non pour leur idées ou leurs compétences, mais sur le seul critère de leur appartenance à un sexe ?

Il me semble qu'en avançant dans cette voie nous prendrions de gros risques, dont celui d'aboutir à la négation de la conception même de la citoyenneté, qui exclut toute différenciation et toute catégorie. Au risque d'être caricaturale, j'oserais dire que l'application stricte du principe de parité dans sa forme la plus brutale reviendrait à ouvrir la porte à toutes les excentricités et aux pires excès d'une forme particulière et inédite de corporatisme politique. Il serait bon sans doute qu'on force un peu la main des partis politiques en instaurant des quotas dans les scrutins proportionnels, au risque d'affronter une nouvelle fois les foudres du Conseil constitutionnel. Mais je ne pense pas réellement que la société française soit prête à en admettre davantage, en tout cas certainement pas à admettre une parité imposée car, sinon, pourquoi pas demain une parité ou une proportionnalité entre les professions, entre les âges ?

Mes chers collègues, je me sens très concernée par l'émancipation des femmes en politique, d'abord pour avoir moi-même vécu toutes les difficultés et dû surmonter bien des obstacles dans mon parcours personnel, mais surtout en pensant à toutes celles qui ont jeté le gant par déception ou par découragement.

Néanmoins, je crois profondément que ce serait desservir la cause des femmes que de chercher à piper le jeu démocratique et de leur offrir des mandats électifs au rabais.

Il est de notre devoir et de notre responsabilité de tout faire pour permettre aux femmes de concourir à égalité de chances avec les hommes, mais sans fausser les règles du jeu. A cet égard, le rapport de Mme Bachelot-Nerquin ouvre un certain nombre de pistes sur lesquelles nous devons progresser. Je pense notamment à ce qu'elle appelle les mesures d'accompagnement, à savoir la modulation de l'aide publique de l'État aux partis politiques en fonction de la place qu'ils font aux femmes, notamment lors des scrutins à la proportionnelle, et une limitation plus drastique du cumul des mandats.

Pour ma part, la solution à laquelle je crois le plus fermement, c'est la rédaction et l'adoption par la représentation nationale d'un véritable statut de l'élue. C'est de loin, j'en suis convaincue, le meilleur service que l'on peut rendre à la cause des femmes en politique. En effet, combien de femmes retrouveraient ou découvriraient les chemins du combat politique si elles étaient assurées de pouvoir exercer leur mandat dans des conditions matérielles décentes, et notamment de pouvoir concilier la politique, leurs obligations professionnelles et leur responsabilités familiales ?

Ce statut devra également prendre en compte les besoins en formation des élus, tant il est vrai qu'une remise à niveau permanente est indispensable à tous ceux, hommes ou femmes, qui veulent assumer des responsabilités publiques.

S'il est vrai, hélas ! que les femmes sont insuffisamment présentes dans les assemblées élues et dans les partis politiques, on ne doit pas oublier qu'elles sont, à l'inverse, non seulement très présentes, mais surtout très actives dans la vie associative, et je suis persuadée qu'un véritable statut de l'élue serait l'une des meilleures passerelles pour favoriser le passage des femmes du monde associatif au monde politique. Ce serait, en même temps, un acquis démocratique qui ferait honneur à notre assemblée et à la République. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

M. le président. La parole est à Mme Janine Jambu.

Mme Janine Jambu. Monsieur le président, madame le ministre, chers collègues, aujourd'hui, le constat est fait : avec moins de trente-cinq femmes sur 577 élus, soit 5,7 %, à l'Assemblée nationale ; quatorze femmes sur 319, soit 4,3 %, au Sénat, 5,3 % des maires ; 4,8 % des conseillers généraux ; 12,3 % des conseillers régionaux, la vie politique française se décline d'abord au masculin.

La procédure utilisée – un débat national sans vote s'appuyant sur les conclusions du rapport de l'Observatoire de la parité – peut surprendre, et nous souhaiterions, pour notre part, que les engagements pris ne restent pas sans lendemain. Nous sommes également surpris, je l'avoue, par les conclusions que vient de tirer M. le Premier ministre de ce rapport de l'observatoire, conclusions pour le moins très timides et extrêmement sélectives.

La sous-représentation des femmes dans la vie publique pénalise toute la société ; c'est un véritable déficit démocratique, tant pour les femmes que pour les hommes. Les participantes à la Journée internationale des femmes, le 8 mars, l'ont rappelé avec force : l'égal accès aux responsabilités et à la représentation est une condition de l'approfondissement de la démocratie et des progrès de la société dans son ensemble.

Pourtant, cela ne peut s'expliquer par l'absence des femmes dans les grands moments et mouvements qui ont marqué notre histoire contemporaine. Bien au contraire, elles y tiennent une place importante et ont su faire preuve de détermination et de courage.

Comment pourrait-il en être autrement ? Les femmes d'aujourd'hui ne sont pas partout avec le sourire ! L'immense majorité d'entre elles ont à résister contre les tentatives de remise en cause de leurs acquis, de leurs droits et de la place qu'elles ont conquise dans la société. Leur sous-représentation dans les lieux de décision est réelle dans les assemblées élues, mais aussi dans la haute fonction publique, les entreprises, dans tous les lieux de pouvoir, économiques, médiatiques ou associatifs. C'est un manque à gagner préjudiciable à la société dans son ensemble.

La volonté de parité n'est pas isolée de toutes les autres revendications. C'est dans la nature même d'un système d'exploitation où la loi de l'argent engendre les inégalités, fragilise les plus faibles, s'appuie sur des distinctions arbitraires pour mieux diviser, nourrit et utilise ses mentalités rétrogrades que se perpétue le refus de reconnaître la place des femmes dans la société.

Alors, aujourd'hui, quel est l'enjeu du débat ?

Nos concitoyens se prononcent à 80 % en faveur de l'instauration de la parité en politique. C'est dire combien les aspirations, le vécu des femmes, les discriminations qu'elles subissent, mais aussi la crise et la recherche d'une autre façon d'investir le champ politique donnent de la force à cette question.

Pour les communistes, l'égalité entre les individus libres existe, comme la promotion des femmes. C'est un principe universel. Au Sénat, le groupe communiste compte six femmes sur quinze élus, soit près de la moitié. Il est le seul groupe parlementaire à s'honorer d'être présidé par une femme.

M. Alain Bocquet. Voilà !

Mme Roselyne Bachelot-Narquin. Plus on s'éloigne du pouvoir, plus il y a de femmes !

Mme Janine Jambu. Il ne peut y avoir d'égalité comptable entre les hommes et les femmes. Ce qu'il faut affirmer, c'est le principe de la parité pour en faire partout ce qu'elle devrait être : une réalité ordinaire du quotidien. Ce n'est donc pas une question seulement juridique.

L'article 3 de la Constitution dispose : « La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum. »

Il nous semble intéressant d'inscrire le principe général de parité dans la Constitution et, à l'article 3, d'insérer un alinéa ainsi rédigé : « La parité des femmes et des hommes dans la vie publique est une condition de l'approfondissement de la démocratie. »

C'est tout le sens de la proposition de loi constitutionnelle n° 3111 que les députés communistes ont déposée en novembre dernier.

En ce sens, nous ne sommes pas favorables à l'instauration de quotas qui, en consacrant une approche sexuée de la représentation dans la vie politique, ne reconnaît pas l'égalité entre hommes et femmes. Les femmes sont citoyennes à part entière, et cette affirmation ne peut souffrir d'un calcul arithmétique qui plafonne leur représentation.

Ce serait aller contre ce principe d'égalité que de souligner des différences qui sont hors du débat.

Si aucun prétexte, notamment religieux, ne saurait rendre tolérable l'inégalité la plus légère en matière de droits civils, politiques ou de droit du travail, en même temps, il ne faut pas, à partir d'une exigence juste, figer les différences que l'on veut dépasser.

Instaurer le principe des quotas serait à la fois survaloriser les différences et privilégier une arithmétique mécaniste contre la dialectique de la vie. L'histoire de la démocratie est une création continue. Aujourd'hui, ce qui est particulièrement inquiétant pour elle, c'est la coupure entre citoyens et partis politiques, entre dirigés et dirigeants.

M. Adrien Zeller. Exactement !

Mme Janine Jambu. Ce phénomène se nourrit du caractère présidentieliste des institutions et de la dérive permanente du pouvoir qui met en cause la démocratie représentative et les droits des citoyens. Or les citoyens ne peuvent s'intéresser à la vie politique qu'à la condition d'être écoutés et entendus. Ils doivent se sentir utiles, partie prenante dans l'élaboration des décisions. La démocratie, ce n'est pas la délégation de pouvoir. Elle doit se fonder sur l'intervention permanente des citoyennes et des citoyens.

L'une des premières exigences est de faire vivre une citoyenneté nouvelle avec l'ensemble des femmes et des hommes de ce pays. Leur participation doit être réelle dans le choix des décisions de tous les domaines politiques, économiques, sociaux, culturels, de la vie en société. Cela exige des droits nouveaux pour les citoyens dans la cité, et pour les salariés dans l'entreprise.

La seconde obligation est de donner à chacun, femme ou homme, le sentiment que sa voix compte et qu'il est réellement et équitablement représenté dans les diverses instances de la vie politique du pays.

Le scrutin uninominal à deux tours est un obstacle majeur à la parité. Aussi le parti communiste considère-t-il le scrutin proportionnel intégral à toutes les élections comme la première condition d'une représentation citoyenne, comme condition *sine qua non* pour avancer sur tous les autres aspects. (« Très bien ! » sur les bancs du groupe communiste.)

Mme Roselyne Bachelot-Narquin. Il n'y a pas eu plus de femmes en 1986 !

Mme Janine Jambu. La proportionnelle est une clé de la participation des femmes à la vie politique – et l'exemple que je donnais du groupe communiste au Sénat en est une démonstration évidente.

Mme Muguette Jacquaint. Tout à fait !

M. Alain Bocquet. Et vous, au RPR, comment allez-vous régler le problème pour l'an prochain ?

Mme Janine Jambu. C'est aussi le préalable obligé à toute nouvelle réduction du cumul des mandats.

Pour ce qui concerne le Parti communiste français, il présentait, dès 1925, des candidates, alors que les femmes n'étaient ni électrices ni éligibles. Aujourd'hui, le pourcentage de ses élues est supérieur à la moyenne nationale. Cependant, nous considérons qu'il y a encore beaucoup à faire. C'est pourquoi nous sommes du combat pour la parité et agissons pour que des avancées indispensables y conduisent.

Notre proposition de loi, déposée dès 1994, et qui aurait pu être inscrite à l'ordre du jour de notre assemblée, y contribue.

Outre le scrutin proportionnel, les problèmes du temps, de la disponibilité d'esprit et des moyens sont aujourd'hui posés pour avancer vers une participation plus équilibrée des femmes et des hommes dans les prises de décision, pour répondre aux aspirations des femmes d'être partie prenante, de dire leur mot. C'est pourquoi les candidates et les élus en particulier doivent pouvoir prétendre à des autorisations d'absence spécifiques prenant en compte leur situation de famille. C'est en ce sens que nous devons penser un nouveau statut de l'élu.

Il est évident qu'une loi ne peut suffire à lever tous les obstacles. Mais en présentant leur proposition de loi, les députés communistes voulaient mettre l'accent sur les mesures législatives à prendre tout de suite pour progresser.

La mise en œuvre de ces mesures concerne notamment le Gouvernement et les partis politiques, qui doivent s'engager à faire ce qui est de leur responsabilité pour parvenir à une répartition équilibrée des femmes et des hommes dans les instances publiques et politiques. Cela implique de créer les conditions pour que les partis politiques puissent présenter plus de candidates et que le Gouvernement prenne tout de suite des mesures concrètes qui sont de son ressort. Malheureusement, l'intervention du Premier ministre ne nous le laisse pas espérer pour l'immédiat.

La volonté de tous et de toutes pour faire évoluer cette situation doit être clairement affirmée. Pour notre part, nous sommes décidés à faire encore plus d'efforts pour favoriser la prise de responsabilité des femmes et parvenir à la parité dans toutes les fonctions politiques et électives. (*« Très bien ! » et applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

M. le président. La parole est à M. Adrien Zeller.

M. Adrien Zeller. Monsieur le président, madame le ministre, mes chers collègues, quand on compare la remarquable évolution tant des mentalités que de la place réelle des femmes dans la société à la faiblesse structurelle de leur rôle et de leur place dans les instances politiques de notre pays, on est bien obligé de conclure à l'existence d'obstacles spécifiques liés au fonctionnement concret de notre démocratie politique. Dès lors, les parlementaires et responsables politiques que nous sommes ne peuvent pas rester indifférents devant la distance, la divergence croissantes entre la société civile et sa représentation politique.

Je suis par conséquent heureux du débat d'aujourd'hui, car il va nous permettre de réfléchir et, je l'espère, d'agir concrètement en faveur de la modernisation de la vie politique et du fonctionnement de la démocratie de notre pays.

Ce thème de la « modernisation politique » suscite d'ailleurs bien trop peu de débats dans notre assemblée et dans les partis politiques. Je le déplore ici publiquement. Je le dis d'emblée, exprimant la sensibilité de nombreux hommes et femmes appartenant à l'UDF et au courant Force démocrate, je suis partisan de mesures législatives légères, ciblées, si possible temporaires – par exemple dix ans – et, pourquoi pas ? évolutives, par exemple en matière de composition des listes des candidats aux différents scrutins.

Cela ne porterait aucune atteinte aux principes fondateurs de notre Constitution ni à la vraie liberté politique. Ce serait au contraire une aide, une politique de soutien à une évolution qui me paraît nécessaire et souhaitable.

En effet, j'ai trop vu les bonnes intentions de nombreux responsables politiques aux plans national, régional, départemental ou local être battues en brèche par les pesanteurs, et même parfois le chantage, pour ne pas souhaiter l'aide de quelques dispositions législatives simples.

Dans la délicate marche en avant que, je crois, nous souhaitons tous dans cette assemblée, il faut s'écarter à la fois d'une vision purement théorique de l'égalité des droits, qui est le meilleur alibi pour ne rien faire et perpétuer les déséquilibres et les conservatismes, et d'une vision strictement paritariste qui reviendrait à nier les spécificités qui continueront à l'évidence d'exister.

Pour moi, une inégalité raisonnable et limitée n'est pas forcément injuste – je le dis à Roselyne Bachelot-Narquin – pas plus qu'une égalité stricte n'est nécessairement juste. Mais la non-réponse à une aspiration, à une demande sociale et politique légitime, même minoritaire, constitue sûrement une erreur, et même une faute morale et politique.

Dans ce contexte, l'exemple de ce que l'on peut imaginer, c'est, à l'évidence, la proposition de loi déposée par Nicole Ameline et Gilles de Robien tendant à une représentation équilibrée des personnes des deux sexes dans les élections au scrutin de liste.

Je le répète, de telles dispositions ne doivent pas avoir pour but de bâtir une sorte de représentation artificielle et idéale, du type 50-50, de notre population – ce serait sûrement une vision réductrice de la femme et de notre

société – mais de favoriser des évolutions qui ont, à l'évidence, trop de peine à se concrétiser, comme en témoigne la stagnation de la représentation féminine dans notre assemblée depuis quarante ans. Cela me paraît nécessaire pour répondre à un triple besoin : l'aspiration manifestée par de nombreuses femmes qui ne peuvent en pratique faire leurs preuves sur la scène électorale et publique ; le besoin d'une société où les valeurs de liberté, d'initiative et de pluralisme et de diversité sont à l'évidence en hausse ; le besoin enfin de nos assemblées et de la vie publique qui s'enrichiraient des approches directes, concrètes et humaines qui caractérisent l'action des femmes sur la scène publique.

Si de telles dispositions, et qui sont relativement légères et limitées dans le temps, n'étaient pas possibles sans adaptation de la Constitution, comme le pense le Premier ministre, bref, si l'interprétation littérale devait prévaloir, alors, mais alors seulement, je serais favorable à l'aménagement de celle-ci.

M. Gilles de Robien. Très bien !

M. Adrien Zeller. Mais une démarche fondée sur une représentation équitable des deux sexes sur une liste n'épuise pas, à mes yeux, le champ des actions possibles pour une meilleure présence des femmes dans la vie parlementaire et politique, d'autant qu'à l'évidence, le mode de scrutin majoritaire à deux tours est un obstacle encore plus difficile pour les femmes que le scrutin de liste. D'ailleurs, les chiffres l'attestent : la comparaison entre le pourcentage des femmes conseillers généraux, élues au scrutin uninominal et des femmes conseillers régionaux, élues au scrutin de liste, montre que l'écart va de 5 à 12, c'est-à-dire plus que du simple au double.

Mme Janine Jambu et Mme Muguette Jacquaint. Absolument !

M. Adrien Zeller. Il y a donc, assurément, un obstacle à lever, qui ne justifie pas nécessairement un changement du mode de scrutin à l'Assemblée nationale, mais qui mérite que nous approfondissions la réflexion.

Je crois, comme d'autres, qu'il y a un lien direct entre l'organisation parfois un peu archaïque de notre vie politique et la faiblesse de la représentation féminine. J'ose le dire : la limitation des cumuls excessifs de mandats – et je souhaite que nous puissions légiférer en ce domaine – représenterait, à l'évidence, un pas vers le renouvellement, une ouverture à de nouvelles forces, y compris féminines, sans parler de la clarification du fonctionnement de nos institutions et de la simplification de la vie personnelle et individuelle de nombreux élus. Pourquoi ne pas le dire puisque c'est la réalité, celle que je vis ? Pourquoi ne pas être franc et sincère ?

Bref, chacun s'aperçoit que le chantier de la modernisation politique ouvert aujourd'hui ne saurait se limiter au strict problème de la présence des femmes dans les assemblées.

Je conclurai par un appel direct à Mme le ministre et à M. le Premier ministre, qui a eu le mérite de lancer le débat, de susciter des espoirs et de faire des propositions délicates et opportunes, tout à la fois. Je me permets de leur recommander, sauf empêchement majeur et aujourd'hui imprévisible, de conduire la réforme à son terme, et, si possible, d'y ajouter quelques autres mesures, attendues par la population de ce pays.

Ce serait une des rares fois où ce qu'il est convenu d'appeler la classe politique arriverait à se remettre en cause elle-même. Nous donnerions ainsi, je le pense sincèrement, un bel exemple à nos concitoyens. Nous four-

nirions aux Françaises et aux Français un motif de nous respecter, et peut-être même de croire à nouveau davantage en notre action. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.*)

M. le président. La parole est à Mme Véronique Neiertz.

Mme Véronique Neiertz. Madame le ministre, monsieur le président, mes chers collègues, la réflexion sur la relation des femmes au pouvoir qui nous réunit aujourd'hui trouve hélas sa justification dans leur exclusion, en France, non seulement du champ politique mais également de la haute administration. Il y a une rupture grave de l'universalisme républicain dès lors qu'à l'Assemblée nationale cet universalisme est uniquement masculin.

C'est au nom de leur différence que les femmes ont conquis le droit de vote en Grande-Bretagne et dans la plupart des pays européens, au lendemain de la première guerre mondiale.

C'est au nom de cette différence que la France leur a refusé le droit de vote jusqu'en 1944. Le 21 octobre 1945, il y eut trente-trois femmes élues députés. Cinquante ans plus tard, elles ne sont plus que trente-deux. Il y a donc régression. Nous sommes aujourd'hui le pays d'Europe qui a le moins de femmes parlementaires : ce que Pierre Rosenvallon appelle la « spécificité française » – ce que j'appelle, moi, une « exception culturelle ».

Mais cette exception culturelle-là, contrairement à d'autres, je la combats et la combattrai de toutes mes forces, car elle ne fait pas honneur à la France : il n'y a rien de moins universel qu'une société ou l'on refuse de considérer la femme comme un individu à part entière au nom d'un prétendu universalisme du masculin.

Oui, nous, les femmes, sommes différentes, et même si invoquer cette différence s'est toujours, en France, retourné contre nous, je la revendique aujourd'hui pour faire comprendre une fois pour toutes que la femme n'est pas une « catégorie », mais l'autre moitié du genre humain et qu'à ce titre présente dans toutes les catégories sociales, professionnelles, ethniques ou religieuses, elle peut, elle doit revendiquer la parité politique.

La République a tellement hésité à reconnaître que la personne est double, homme et femme, la République a tellement hésité à admettre que les droits de l'homme sont tout autant, et à égalité, les droits de la femme, que même, le Conseil constitutionnel a pu, en 1982, refuser aux femmes le droit à la représentation politique au nom de l'égalité des citoyens devant la loi, en qualifiant les femmes de simple « catégorie de citoyens ».

L'éviction des femmes de la représentation politique et de la conduite de l'Etat, en France, fragilise la démocratie ; elle fragilise la République ; elle facilite les dérives vers d'autres systèmes de légitimation : ce fameux élitisme républicain, celui du rang, celui du sang, en tout cas celui du sexe masculin. Tout cela aboutit à la fracture tant dénoncée entre le peuple et ses dirigeants, tout cela concourt au discrédit de la politique dans la population.

La souveraineté du peuple ne sera pas établie tant qu'une partie majeure du peuple sera écartée de la représentation politique de la France.

J'aurais tendance à dire qu'il est plus facile à une femme d'être ministre que député. Pour être ministre, il suffit d'être nommée par le prince. Mais depuis votre gouvernement, qui vit licencier tant de femmes ministres après les avoir « gadgétisées », j'engloberais volontiers les femmes ministres dans cette lamentable exception culturelle française qui requiert ici notre attention.

Je croyais avoir fait le tour de la misogynie politique ordinaire avec ce licenciement collectif de ministres femmes, mais le Front national a fait encore plus fort en présentant l'épouse comme candidate à des municipales à la place du mari inéligible !

Mme Janine Jambu. Hélas !

Mme Véronique Neiertz. Nous touchons là, avec cette femme potiche et fière de l'être, dont les positions racistes, xénophobes et sexistes n'ont même pas fait l'objet d'une plainte en justice, au comble de l'ignominie !

M. Paul Quilès. C'est vrai !

Mme Muguette Jacquaint. Ce n'est pas nous faire honneur !

Mme Véronique Neiertz. Cela ne me rassure pas sur l'état de notre République. Que vaut en effet une élection où la femme n'est qu'un prête-nom et le revendique ?

Dans les républiques modernes, le droit ouvre la voie au fait. Il y a donc une manière d'instituer la souveraineté du peuple et d'établir la citoyenneté démocratique : c'est d'inscrire dans la Constitution et dans la loi le principe de la parité des femmes et des hommes dans la représentation politique. C'est la seule façon de lier la citoyenneté à la personne et d'instituer le véritable principe de souveraineté du peuple.

Car que constatons-nous aujourd'hui ? Que ce sont les femmes qui sont le plus touchées par le chômage, la précarité, la pauvreté, l'exclusion. Que ce sont elles qui supportent, si elles ont un emploi, non seulement la double journée de travail, mais les salaires les plus bas et les inégalités de salaires les plus scandaleuses. Encore ne m'entendrai-je pas, faute de temps, sur la violence et l'insécurité auxquelles elles ont à faire face à cause de leur sexe.

On peut espérer qu'une assemblée paritaire se préoccuperait de ces problèmes autrement qu'en célébrant le 8 mars pour se dédouaner d'avoir à les traiter les 364 autres jours de l'année.

Nous avons essayé, de 1981 à 1993, de remédier à certains problèmes : le remboursement de l'IVG par la sécurité sociale, la loi sur l'égalité professionnelle, le statut des conjoints de commerçants et d'artisans, la loi contre le viol, l'égalité des droits entre père et mère, l'autorisation du RU 486, la loi sur le harcèlement sexuel, la dépénalisation de l'auto-avortement, la loi créant le délit d'entrave à l'IVG, les subventions aux associations de défense des droits des femmes. Nous n'avons pas fait assez : je suis bien placée pour le savoir, et pour le dire.

Aujourd'hui, les droits des femmes sont en pleine régression. Le 25 novembre 1995, des dizaines de milliers de femmes et d'hommes ont manifesté pour dire leur colère et leur angoisse. Les femmes revendiquent la parité. Pour répondre à ce mouvement social considérable, le parti socialiste présentera 158 femmes candidates aux prochaines législatives, et ses listes aux régionales seront mixtes.

Je vous remercie, madame le ministre, d'avoir organisé un débat sur la parité à l'Assemblée nationale.

D'abord, c'est une première. Ensuite cela me permet de vous demander : « Et après ? » Après ce débat, qu'allez-vous faire ?

Instituer des quotas pour les municipales et les régionales ? C'est mieux que rien. Mais cela ne changera rien à l'Assemblée nationale. C'est donc un coup d'épée dans l'eau !

Vous nous dites de surcroît que vous attendrez que les conditions politiques soient réunies pour ce faire. Alors, il faut changer de majorité !

Je peux comprendre que ce débat n'intéresse pas particulièrement les hommes députés du RPR et de l'UDF, mais je pensais qu'il intéresserait plus de femmes dans vos rangs. (« Très bien ! » sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

M. Claude-Gérard Marcus. Visiblement, il n'inspire pas davantage vos propres collègues féminines !

Mme Véronique Neiertz. Donc il faut changer de majorité, et vous pouvez compter sur moi pour vous y aider !

A la veille de l'an 2000, la parité est la nouvelle figure de l'égalité des sexes. Mais nous sommes encore dans une tradition française faite d'un mélange d'Ancien Régime – la circonscription est un fief – et de Révolution : la politique et le service public, activités nobles, appartiennent forcément et uniquement aux hommes.

Pour ébranler ce monopole, il faut des mesures drastiques.

Je dis oui à une réforme de la Constitution pour éviter au Conseil constitutionnel d'avoir à « retoquer » une loi.

Je dis oui à l'instauration de quotas dans la loi pour parvenir progressivement à la parité, parce que la loi est le seul moyen de contraindre les partis, tous les partis – le parti socialiste ne peut suffire à la tâche – à aller vers la parité.

Enfin, je dis oui à la limitation du cumul des mandats. J'observe simplement que, depuis quatre ans, chaque fois que le groupe socialiste la propose, votre majorité s'y refuse.

Une dernière remarque pour conclure : si l'on veut réhabiliter la politique – et je ne doute pas de votre volonté de le faire – il ne faut pas jouer avec la parité le temps d'un débat, pour « occuper la galerie », comme il me semble que vous le faites pour la fracture sociale ou pour l'emploi des jeunes : c'est trop dangereux ! Ne vous contentez pas de parler de la parité, faites-la ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.*)

M. le président. La parole est à Mme Christiane Taubira-Delannon.

Mme Christiane Taubira-Delannon. Monsieur le président, madame le ministre, madame le rapporteur général, il est assez impressionnant de s'exprimer devant une assemblée d'hommes aussi massivement représentés. (*Rires sur les bancs du groupe socialiste.*)

Mme Ségolène Royal. Mais bien vide !

Mme Christiane Taubira-Delannon. J'avoue qu'à l'annonce de ce débat, j'ai cru naïvement que nous irions assez vite, que les hommes disposeraient de trente secondes par personne pour reconnaître, chacun avec son style, que le système est injuste et aberrant, qu'ils y ont contribué par action ou par omission et que, dorénavant, ils consacraient toute leur force et toute leur ingéniosité à l'amender. (*Sourires.*)

Les femmes, de leur côté, se seraient vu attribuer de deux à cinq fois plus de temps – réparation symbolique – pour dire que ce combat n'est pas une déclaration de guerre, parce que la société doit progresser solidairement et que les résultats lui profiteront globalement, mais pour dire aussi que ce combat sera néanmoins conduit avec

une détermination farouche. Et surtout pour assurer que nous corrigerons la part que nous avons prise dans la consolidation de ce système injuste et aberrant, à travers l'éducation de nos fils et de nos filles.

M. Michel Habig. C'est là que tout commence !

Mme Christiane Taubira-Delannon. Et c'est là que tout finira !

Ce débat nous permet de constater que, contrairement aux idées reçues, si les femmes ne sont pas mieux représentées, c'est parce que tout un faisceau de considérations s'opposent à leur promotion en politique. Nous avons vu que la convergence de ces contraintes les pénalisait fortement. En fait, elle pénalise la représentation nationale dans son entier. Il s'agit donc de savoir quelles dispositions nous pouvons envisager pour y mettre un terme.

Les femmes ont toujours eu des hommes à leurs côtés pour les accompagner dans leurs combats. Cela n'a pas suffi.

Et pourtant, les raisons pour lesquelles nous piétinons autant sont là, toutes évidentes.

Il y a d'abord une évidence, répétée à l'envi, celle de l'injustice, car nous représentons un peu plus de la moitié du genre humain.

Il y a ensuite le fait que les textes, notamment internationaux, qui protègent les femmes, sont transgressés. Je pense à la convention de Vienne de 1947, à la convention anti-sexiste de l'ONU de 1979 et même à la déclaration de Pékin.

Et pourtant, il y a autre chose.

Il y a d'abord la précocité du combat, avec Olympe de Gouges, George Sand, Simone de Beauvoir.

Il y a la crédibilité des propos, dans des travaux et des engagements aussi divers que ceux d'Elisabeth Badinter, de Gisèle Halimi ou d'Antoinette Fouque.

Il y a l'exemplarité des femmes, de Simone Veil à Barbara Hendrix, de Toni Morrison à Marie et Irène Curie, de Aung San Suu Kyi à Rigoberta Menchu.

Il y a la légitimité des luttes populaires, hier et aujourd'hui, ici et ailleurs, avec leurs élans, leur générosité, leurs audaces, et aussi quelques excès fort salutaires.

Il y a surtout la culture, une culture de l'effraction. Les femmes ont toujours pénétré par effraction les domaines que les hommes s'étaient réservés. Que ce soit à la faveur de guerres, de révoltes ou de révolutions, elles ont envahi les usines, la rue, les tribunes, par effraction. Et elles ont achevé le travail en veillant, après chaque assaut, à l'inscription institutionnelle de leurs droits.

Je le disais, elles ont eu des hommes à leurs côtés, pour leur reconnaître le droit de vote : non pas le leur donner, mais le leur reconnaître. Tardivement en France, après Cuba, le Brésil, le Sri Lanka, la République dominicaine. Elles les ont eus aussi à leurs côtés dans les luttes quotidiennes et lorsque les éruptions survenaient parce que la coupe débordait. Ces hommes avaient compris que la participation effective et efficace des femmes à la décision politique est une exigence démocratique indiscutable.

Les retards accumulés font qu'aujourd'hui cette exigence est devenue un enjeu de civilisation. Pas moins ! Et paradoxalement, je crois que vous, les hommes, qui semblez si hostiles à ces réformes, vous y viendrez. En dépit des derniers résultats du sondage publié par le journal *Le Monde*.

Vous y viendrez, d'abord, parce que vous savez que, dans la Constitution, sont inscrits d'autres droits et d'autres principes de moins en moins respectés. Je pense

aux droits de l'homme et du citoyen, ce que demeurent les exclus, les retenus, les prévenus, les détenus. Je pense à la séparation des pouvoirs, notamment de l'exécutif et du législatif.

Vous y viendrez aussi parce que vous savez bien que la société et les institutions sont sexuellement orientées et qu'elles sont dissuasives pour les femmes. Nous serons plus nombreuses, mais nous buterons encore sur les obstacles de la difficile conciliation entre notre vie familiale et notre vie politique. Nous buterons aussi sur l'obstacle de l'ambiance belliqueuse, canaille, putschiste qui, tour à tour, prévaut dans certaines institutions.

Vous y viendrez, enfin, parce qu'il n'y aura pas moyen de faire autrement. Mais cela ne suffira pas, et nous savons que les effets pervers seront très forts. Vous serez les premiers à nous déclamer que nous sommes là non pour nos compétences et nos mérites, mais parce que femmes.

C'est pourquoi nous n'allons pas nous contenter de ces dispositions. Nous vous prévenons que nous qui sommes parvenus à franchir le gué, nous qui sommes dans la place, nous sommes des chevaux de Troie. (*Sourires.*) Nous travaillons à préparer l'arrivée d'autres femmes. Nous le faisons notamment en intervenant de plus en plus dans les domaines que vous croyez virils : les activités économiques, les enjeux industriels, les grands débats internationaux. Nous y insufflerons une autre sensibilité, tout en restant très engagées sur le terrain et proches des gens.

Nous sommes d'autant plus redoutables que nous avançons à visage découvert. Nous affichons nos intentions et, en outre, nous entendons conserver nos privilèges. Par exemple, recevoir des fleurs, inspirer des poèmes et continuer à vous séduire. (*Sourires.*) Vous voyez qu'à la sensualité de l'effraction, nous pouvons ajouter la volupté de la provocation ! (*Sourires.*)

Nous resterons solidaires entre nous au-delà des cliques de tendances. En tout cas tant que nous sommes entre personnes fréquentables car, à tout prendre, nous vous préférons vous, avec vos qualités de cœur et même avec vos entêtements archaïques, à elles avec leur intelligence rétrécie et leur cœur rabougri.

Nous continuerons à nous battre et nous gagnerons du terrain. Nous le gagnerons non contre vous, mais avec vous, parce que vous savez combien de mères, d'épouses, de compagnes, de sœurs et de filles voient leur potentiel neutralisé du fait de ce système. Et parce que, dans le fond, quand on gratte un peu, on s'aperçoit que vous pensez, comme Frederick Douglass au siècle dernier, que soutenir la lutte des femmes, c'est finalement une question de conscience et de bon sens.

Sans rancune ! (*Applaudissements sur tous les bancs.*)

M. le président. La parole est à M. Etienne Garnier.

M. Etienne Garnier. Je suis sûr que vous conviendrez tous avec moi que ce débat est important. La rapidité que mettent certains de nos collègues à quitter l'hémicycle le prouve d'ailleurs (*Sourires*), tout comme le prouve l'empressement de chacun à réclamer la primeur d'un texte qui consacrait bien avant les autres la recherche du système permettant de mettre en œuvre le principe d'égalité des femmes, et donc de leur représentation, dans la vie politique.

Je ne reprendrai pas les chiffres lamentables qui témoignent du rang de la France. Les orateurs qui m'ont précédé les ont cités. Je veux simplement redire – et vous me permettez au passage de saluer la mémoire du géné-

ral de Gaulle – que, depuis cinquante ans, rien n'a été fait pour rendre effective l'égalité entre les hommes et les femmes, pas plus d'ailleurs dans les entreprises que sur le plan politique.

Notre débat revêt une dimension nationale, comme le prouve l'importance du public ici même, plus nombreux que les députés. Personne ne peut le récuser.

Nous devons tous réprouver cette iniquité dans la représentation, qu'on veut cependant égalitaire, des femmes dans notre vie politique. En fait, et c'est un comble, nous sommes en retard sur les textes fondamentaux qui, de 1789 à 1946, puis en 1958, ont jalonné notre histoire constitutionnelle. Nous n'avons pas su trouver les outils et les moyens que ces textes, qui sont les amis de notre cause, en tout cas de la mienne, nous autorisaient à utiliser. Nous n'avons rien inventé.

Il s'agit d'un profond problème de société. Encore faut-il le reconnaître, et je ne suis pas sûr de l'avoir souvent entendu dire jusqu'à présent. Mes chers collègues, nous sommes là par la grâce de la loi que nous contribuons à élaborer et à voter, pour aider la société française à avancer et, au besoin, la pousser. Ce problème ne peut donc être réglé que par les politiques que nous sommes tous et toutes. Il faut reprendre l'iniquité dans l'égalité – valeur constitutionnelle – là où le général de Gaulle l'a laissée en 1946.

Mais il s'agit aussi, et c'est important, d'un débat historique, car il faut trouver, ici et maintenant, les moyens et les outils pour organiser et rendre effectif ce principe d'égalité.

Bien entendu, et c'est bien normal, certains d'entre nous pensent que ce débat est inutile. Les textes fondamentaux, objectent-ils, proclament le libre accès aux fonctions politiques ; par conséquent, si les femmes veulent faire de la politique, eh bien, qu'elles y aillent ! Des femmes elles-mêmes, et c'est peut-être ce qui m'a le plus étonné, vont jusqu'à accepter difficilement que d'autres femmes puissent bénéficier d'une révision constitutionnelle ou de dispositions particulières, pour la simple raison qu'elles sont déjà élues elles-mêmes !

La première solution est donc de nature constitutionnelle. Le Premier ministre vient de nous la proposer sous forme d'une révision de la loi fondamentale. C'est bien. J'y suis totalement favorable, en regrettant cependant qu'il ait semblé limiter le champ de cette révision aux scrutins de liste, au lieu de laisser au débat parlementaire le soin d'en décider.

Il pourrait aussi s'agir d'une loi ordinaire. Mais elle risque alors d'être déclarée anticonstitutionnelle. En tout cas, tel a été le cas jusqu'à présent. Je pense notamment au texte de 1982. Le pessimiste actif que je suis considère toutefois que tout évolue. D'ailleurs, le rapport du Conseil d'État dont on nous présente des extraits dans la presse ces jours-ci montre bien que ces magistrats sont prêts à accepter des discriminations positives quand il s'agit de rendre effective l'application des principes fondamentaux qui nous régissent. Reste le Conseil constitutionnel. Mais, je le répète, tout évolue. En outre, comment imaginer que certains de nos collègues pourraient aller jusqu'à déposer un recours ?

M. Jacques Floch. Certains de vos amis l'ont fait !

Mme Roselyne Bachelot-Narquin. Dans ce domaine, tout est à craindre !

M. Etienne Garnier. Il faut s'interroger sur l'objet de la loi. Par exemple, doit-elle d'abord porter sur la parité ? Si elle est ordinaire, elle peut porter sur l'organisation de la

parité. C'est parfaitement possible. Je préfère, quant à moi, car elle est incontestable, la révision de la loi constitutionnelle, en élargissant le champ de révision, je le précise. Mais la parité peut parfaitement être satisfaisante, de même que peut l'être aussi une loi sur les quotas.

Dans l'opinion publique, deux objections s'opposent aux quotas.

La première, c'est qu'ils risquent de « communautariser » la société française ; en bref, la faire exploser. Or, que je sache, les femmes ne sont pas une communauté, mais des citoyennes, comme les hommes sont des citoyens.

La seconde, plus troublante, je le reconnais volontiers, c'est qu'ils risquent de faire des femmes des élues de seconde zone, imposées en quelque sorte aux hommes – et peut-être même aux femmes – déjà élus. Pour parodier la célèbre formule de Mme de Staël, les quotas et la réussite professionnelle seraient en quelque sorte le deuil éclatant du bonheur pour les femmes !

La liberté et l'égalité sont pour moi les deux concepts fondamentaux. C'est sur cette base que je ferai en conclusion deux propositions au Premier ministre.

La première concerne directement les dirigeants des formations politiques, qui sont responsables de la situation que nous connaissons aujourd'hui. Pourquoi ne pas imaginer qu'ils puissent tous se mettre d'accord – et je n'oublie pas que le Premier ministre est également président d'une formation politique – pour définir une sorte de code d'honneur précis, avec un programme et des engagements ? Si cela n'était pas possible, il conviendrait alors – et c'est ma seconde proposition – que, avant l'été, le Premier ministre nous soumette un texte – je crois qu'il le fera – en laissant aux parlementaires le soin d'élargir au besoin le champ de la révision constitutionnelle.

Au-delà de ce que tous nous avons dit, il importe de ne pas oublier que la France s'honorerait en votant bien, c'est-à-dire en assurant de façon effective la représentation des femmes dans la vie politique de notre pays. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

M. le président. La parole est à M. Ernest Moutoussamy.

M. Ernest Moutoussamy. Monsieur le président, madame le ministre, mes chers collègues, comme la Journée internationale de la femme, fêtée le 8 mars de chaque année, et la conférence mondiale de la femme, célébrée tous les quatre ans, ce débat sur la participation des femmes à la vie publique dans une société où le pouvoir s'identifie à l'homme est une contribution à la lutte des femmes pour l'égalité.

Pour être fécond et constructif, il suppose le rejet de tous les préjugés et l'émergence de propositions susceptibles de mettre fin notamment à l'injustice caractérisant la représentation féminine dans les assemblées élues.

Si depuis des millénaires les idéologies et les conditions matérielles de vie ont imposé la suprématie et la domination de l'homme, la réussite du XXI^e siècle qui s'inscrit dans une formidable révolution technologique, où l'immatériel et le temps libre feront la loi, exige une nécessaire révolution des mentalités, une transformation profonde de la société et une approche nouvelle de l'exercice de la démocratie.

Au cœur de notre réflexion, nous ne pouvons pas ne pas nous demander ce que serait l'humanité si, dès l'origine, la femme avait pu imposer sa marque de mère de famille à la construction des sociétés. Certes, il n'y pas eu d'imposture. Mais le moment ne serait-il pas venu, même à titre expérimental, de confier à celle qui donne la vie le pouvoir de la gérer et de la défendre ?

Pour ce qui concerne mon département, obtenir pour la femme une meilleure place dans la représentation démocratique, ce serait rendre hommage à la mulâtresse Solitude et à Marie-Rose Toto, la compagne de Delgres, qui, sous la potence, maudirent le colonisateur rétablissant l'esclavage ; ce serait reconnaître le mérite de la femme pivot ou poteau mitan dans la construction de la famille, dans la lutte pour la justice, pour l'émancipation, pour le respect de la dignité et pour le progrès de notre pays.

Madame le ministre, c'est de la Guadeloupe que sont venues en 1945 et 1946 les deux premières femmes de couleur qui ont siégé dans cette assemblée en la personne de Eugénie Eboué-Tel et de Gerty Archimède. En outre, la réussite actuelle de certaines femmes sur les plans politique, sportif, artistique et culturel plaide fortement pour leur crédibilité et leur compétence et m'autorise à réclamer une représentation plus juste de la femme dans les assemblées élues. Ces figures rares et emblématiques qui ont brisé toutes les images réductrices de la femme prouvent que la sous-représentation aux postes décisionnels constitue une perte pour la société.

Cependant, inscrire dans la Constitution le principe de parité, si celui-ci devait connaître le même sort que le principe d'égalité si souvent bafoué, ne suffira pas à permettre l'avancée attendue par les femmes d'aujourd'hui. Sachant que la construction d'un pays, l'évolution d'une société et la qualité de la vie démocratique dépendent fondamentalement de la compétence, de l'honnêteté et de l'esprit de responsabilité des acteurs et dirigeants, on doit œuvrer pour que la femme ne soit pas écartée des centres de décision, pour qu'elle puisse vivre sa citoyenneté en toute plénitude, pour qu'elle bénéficie de chances égales à celles de l'homme.

Pour ce faire, il est évident qu'il faut abattre toutes les barrières qui l'emprisonnent dans les périmètres de préjugés, de complexes, de discriminations, de misogynie, d'exploitation et qui l'excluent du champ d'exercice des responsabilités. Cela exige particulièrement que le scrutin proportionnel intégral soit étendu à toutes les élections, que le cumul des mandats soit réduit à sa plus simple expression, que l'élu puisse disposer d'un statut et que le code électoral soit modifié pour garantir sa représentation.

En définitive, le succès de cette politique passe par la conquête de droits nouveaux, par une implication réelle de la femme dans les domaines économique, social, culturel et politique et par l'égal accès aux responsabilités. Encore faut-il que le débat d'aujourd'hui débouche sur un dispositif efficace qui réponde aux questions posées par l'Observatoire de la parité dans l'esprit de la charte d'Athènes. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et sur plusieurs bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à Mme Christine Boutin.

Mme Christine Boutin. Madame le ministre, devant cet hémicycle quasiment vide, preuve, s'il en est, de la considération qu'accordent tous les absents à ce débat fondamental de société touchant à la place des femmes politiques, j'ai été tentée de renoncer à prendre la parole. Par

courtoisie à votre égard et à celui des présents, je suis restée. Vous avez en effet souhaité engager un débat solennel à l'Assemblée nationale française sur la représentation des femmes dans la vie politique, et je vous en remercie.

Elue depuis onze ans à l'Assemblée nationale, je tiens à vous faire part de mon expérience sur la place des femmes dans la vie publique. Il est vrai que nous sommes peu nombreuses à siéger dans ces rangs. Il est vrai également que notre présence résulte bien souvent davantage de notre détermination ou d'aléas, voire d'accidents, que de la volonté réelle des partis politiques. Pour ma part, j'ai été élue en 1986 à la proportionnelle parce que j'avais eu l'audace de me présenter, alors que l'UDF ne souhaitait pas ma présence. A la surprise générale, j'ai gagné et c'est sans difficulté, je dois le reconnaître, que j'ai obtenu l'investiture de l'UDF et du RPR en 1988 et en 1993.

Pour d'autres femmes présentes ici, l'histoire est différente : soit elles étaient suppléantes d'un député devenu ministre, soit elles ont succédé à un époux décédé. Fort peu nombreuses sommes-nous à avoir été choisies pour défendre les couleurs de tel ou tel parti ou pour nos compétences. Est-ce à dire que nous sommes éliminées parce que nous sommes des femmes ?

Mon étonnement fut grand de prendre conscience que la Révolution, dont on parle si souvent comme fondatrice de l'égalité des citoyens, ait pu mener à l'éviction politique totale des femmes non pas sur l'idée qu'elles seraient incapables, mais, au contraire, sur la certitude qu'elles le seraient trop ! Cette vérité reconnue aujourd'hui par tous est sans doute fondatrice de la non-représentation des femmes dans la vie politique française, tout comme la Déclaration des droits de l'homme de 1789 est le fondement de notre système démocratique.

La conférence de Pékin, en 1995, a eu pour mérite de faire prendre conscience à la France qu'elle se trouvait lanterne rouge par rapport aux pays européens sur ce sujet.

Pour remédier à cette situation vous avez, créé un Observatoire de la parité, qui suggère un certain nombre d'orientations. Il est notamment proposé une révision de la Constitution pour permettre la création de quotas réservés aux femmes. Je dois vous dire, madame le ministre, que l'idée même de quotas est pour moi une insulte à ma dignité de femme.

Mme Henriette Martinez. Tout à fait !

Mme Christine Boutin. Serais-je, parce que femme, un citoyen à protéger, une espèce d'humain sous-développée, qu'il faudrait identifier particulièrement ? Le principe des quotas porte en lui-même l'idée de réserve, de protection, d'incapacité, de faiblesse, qui touche profondément à la dignité de la femme.

Admettons même que des places nous soient réservées à l'Assemblée nationale ou dans d'autres élections. Croyez-vous vraiment que nous serions alors des députés ou des élus à part entière ? Nous savons bien que non et que, très vite, dans ce monde de combat qu'est la politique, nous serait renvoyée l'image réductrice et machiste du « Sois belle et tais-toi ! ».

Mme Véronique Neiertz. C'est déjà le cas !

Mme Christine Boutin. La vie politique est un combat. Mon expérience de onze ans me permet d'affirmer que ce combat est sans merci, mais entre les hommes aussi. Pourquoi voulez-vous que les femmes soient mises à l'écart ? La réponse réside sans doute dans le fait que les

gesticulations constitutionnelles ou juridiques masquent en réalité le peu de courage des responsables de partis politiques à prendre leur responsabilité.

Mme Henriette Martinez. Tout à fait !

Mme Christine Boutin. En vérité, notre système repose sur des partis politiques qui n'assument pas leurs responsabilités dans ce domaine.

Nous ne sommes ici que dans le registre de la volonté et de la responsabilité et non dans celui du législatif ! Aux hommes, surreprésentés dans les instances dirigeantes partisans, d'introduire des femmes dans les différentes élections.

M. Paul Chollet. C'est vrai !

Mme Christine Boutin. Ils répondront peut-être que les femmes sont peu nombreuses à s'engager. Comme cela est étonnant ! Demandons, par exemple, au président de l'Assemblée nationale quelle est la proportion de femmes parmi les assistants parlementaires. Regardons dans nos partis si les femmes ne sont pas présentes dans le militantisme ou dans la vie associative. Et pourquoi, alors que les femmes ont pris les pouvoirs dans tous les domaines, économique, médical, juridique, ne sont-elles pas plus présentes dans la vie politique ? La réponse est simple : la vie politique n'est pas attractive pour la majorité des femmes. Elles ont le sentiment que ce lieu de pouvoir est celui du bavardage, des coups bas, de l'inefficacité et de l'inadéquation avec les problèmes réellement posés.

Il faut savoir aussi que, pour être une femme politique, il y a derrière son propre engagement bien davantage que pour les hommes : je veux dire l'engagement de toute sa famille, de son mari ou de son compagnon. Or il n'est pas toujours facile, en cette fin de XX^e siècle, pour un homme d'être le mari d'une femme député, ni pour les enfants d'être enfants d'une femme député.

On doit donc donner à la fois aux femmes le goût, l'envie et les moyens d'entrer dans la vie politique, mais il faut également que les hommes acceptent que leur femme ait davantage de reconnaissance sociale qu'eux-mêmes, et cela n'est pas gagné.

Il y a un problème d'éducation. Nos mères et nos grands-mères ont été élevées de façon différente. Tout a changé. Les filles se battent autant que les garçons. Elles font des études et je suis convaincue que, demain, lorsque la politique aura retrouvé son crédit, les femmes prendront le pouvoir politique sans demander l'autorisation aux hommes.

Sur un plan plus juridique, je partage l'avis d'éminents constitutionnalistes comme le doyen Louis Favoreu qui souligne que l'instauration de la parité ou de quotas pour les élections serait contraire à la liberté de candidature, contraire au principe d'égalité, au principe d'indivisibilité du corps électoral, principes actuellement protégés par les normes constitutionnelles. Si une révision de la Constitution intervenait sur ce plan-là, ce n'est pas uniquement la dignité ou la place des femmes qui serait en cause, mais également ces principes fondateurs dont on minimiserait la portée.

Je tiens à souligner que, contrairement à ce qui est souvent allégué, ni les Etats-Unis ni les pays scandinaves n'ont de dispositions prévoyant un système de quotas ou de parité dans les élections. Seule la Belgique a adopté, en 1994, une loi se rapprochant de notre traduction de quotas, loi qui n'a pas, jusqu'à présent, fait ses preuves. Par contre, dans tous les pays à forte proportion de femmes

élues, on peut constater que la vie professionnelle et politique est beaucoup mieux adaptée à la vie des femmes en politique.

La participation des femmes à la vie politique n'est ni une affaire de loi ni une affaire de quotas. Elle dépend aussi de la volonté des femmes à prendre part à la vie politique comme actrices.

Que faut-il faire, alors ? Doit-on adopter les propositions de l'Observatoire de la parité ?

Les diverses hypothèses, qu'il s'agisse du quota ou la parité, comme je l'ai expliqué, ne sont pas acceptables.

La prime liée au nombre de femmes sur une liste pour le financement des partis politiques relève de la prostitution politique.

L'obligation de prendre un suppléant femme lorsqu'on est candidat député ou un homme quand il s'agit d'une candidate relève plus de la cuisine que du sérieux.

En ce qui concerne le cumul des mandats, je pense indispensable pour celui qui exerce un mandat national d'avoir également un mandat local en dehors de l'exécutif, comme c'est prévu actuellement.

L'important est donc bien que les femmes veuillent s'engager en politique, ce qui est possible. S'il existe une cohérence entre les paroles et les actes des responsables politiques, les femmes y viendront. Cela réhabiliterait également le regard de nos concitoyens à l'égard du monde politique et redonnerait confiance à notre pays.

Constatez, messieurs, combien souvent vous suivez les conseils avisés de vos femmes. Si nous étions plus nombreuses dans les responsabilités politiques, je suis convaincue que le corps social dans son entier aurait également beaucoup plus confiance dans le monde politique.

M. Paul Chollet. C'est sûr !

Mme Christine Boutin. Le débat sur la parité entre hommes et femmes dans la vie politique a un immense avantage : il sensibilise l'opinion publique, mobilise les médias et embarrasse les hommes politiques de tous bords.

En réalité, il est indispensable de faire connaître et aimer le monde politique. Il en va de l'avenir de la démocratie. Il s'agit essentiellement d'un problème culturel.

L'organisation du Parlement des enfants est un excellent moyen d'éveiller les élèves d'écoles primaires aux enjeux de la vie politique, mais cela est insuffisant. Il faudrait également le proposer aux élèves de troisième et de terminale, avec une approche plus complète.

La meilleure conciliation entre vie politique et vie familiale est également indispensable.

Enfin, je propose que les femmes qui sont élues prennent l'engagement solennel de faire appel à des femmes compétentes pour les élections et à les soutenir dans leurs démarches. C'est ce à quoi je m'engage personnellement. Je dois dire qu'à cet égard, même si cela doit surprendre, je suis assez en adéquation avec ce qu'a dit Mme Taubira-Delannon.

En conclusion, madame le ministre délégué, puisque M. le Premier ministre n'est plus là, je me permets d'appeler votre attention sur le fait que si les Français et les Françaises souhaitent une meilleure représentation féminine dans les instances politiques, ce n'est pas leur préoccupation première. Modifier la Constitution sera considéré comme un gadget politicien, indigne des femmes.

Puisque vous souhaitez que des propositions soient formulées avant l'été sur ce sujet, je propose non pas des mesures temporaires, je demande à MM. les responsables

des partis politiques qu'ils marquent leur bonne volonté en mettant en cohérence leurs discours et leurs actes, c'est-à-dire en plaçant tout de suite des femmes aux places dirigeantes de leurs partis respectifs, et en choisissant dès maintenant des femmes en position éligible pour les prochaines élections de 1998. Cela participerait à l'évolution culturelle indispensable pour répondre à l'objectif de voir les femmes prendre toute leur place dans la politique, sans toucher aux principes fondamentaux de notre démocratie. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.*)

M. le président. La parole est à Mme Ségolène Royal.

Mme Ségolène Royal. Madame la ministre, la maladie est profonde mais le remède que vous nous proposez est un sirop de perlimpinpin.

Le Premier ministre a congédié, brutalement, il y a quelques mois, huit femmes sur les douze que comptait son gouvernement, expliquant que là résidait la cause principale de son impopularité. Or, cette semaine, l'actualité remettant en lumière le problème des femmes, plusieurs d'entre elles se sont confiées à certains journaux.

L'une d'entre elles, à laquelle on demandait ce que lui avait alors dit le Premier ministre, a répondu qu'il ne lui avait rien dit, qu'il ne l'avait jamais reçue. Elle a même précisé que, depuis sa nomination, ils n'avaient parlé d'aucun dossier.

J'espérais que, aujourd'hui, le Premier ministre allait sortir de cette conception quelque peu « décorative » de la place des femmes en politique. Nul doute que cela aurait été un progrès. Après l'avoir entendu, je ne suis pas certaine que l'objectif ait été atteint.

Lorsque, lors de l'examen par l'Assemblée nationale, en juillet 1995, de la réforme de la Constitution, j'ai défendu, au nom de mon groupe, un amendement prévoyant l'inscription de la parité entre hommes et femmes dans la Constitution, une voix venant du côté droit de l'hémicycle a lancé – cela figure au *Journal officiel*, je peux donc en faire état – : « A quand des quotas de lesbiennes ? »

Puis, prenant la parole au nom du groupe du RPR, une femme, qui n'est pas là au moment où je parle, a indiqué qu'elle considérait que cet amendement était insultant pour les femmes.

Lorsque le Premier ministre a annoncé qu'il allait nous faire une belle surprise aujourd'hui, j'ai rêvé un moment qu'il fallait enfin davantage écouter les femmes socialistes que certains élus du RPR et j'étais prête à m'en réjouir. Certes, son constat initial est exact, mais la proposition qu'il a présentée, madame la ministre, est une tromperie sur la marchandise, car en écartant le scrutin majoritaire, on passe à côté du sujet qui nous réunit aujourd'hui.

En effet, ce n'est pas cela qui est en jeu. La blessure de la République est dans les 5 % de femmes à l'Assemblée nationale, soit moins qu'à la Libération. De ce point de vue, l'exception politique française est bien une exception machiste, fort éloignée de l'universalisme que certains brandissent pour mieux s'opposer à toute avancée. A cela, vous ne touchez pas. Vous êtes en retard sur l'opinion publique qui, à plus de 70 %, plébiscite le principe de parité. C'est donc bien ce dernier qu'il faut inscrire dans la Constitution, mais de cela vous n'avez dit mot. Voilà pourtant ce qu'il faut faire pour que la place des femmes change, ici et maintenant, à l'Assemblée nationale.

D'ailleurs, à y regarder de près, l'effort n'est pas considérable puisque le préambule de la Constitution de 1946 énonce : « La loi garantit à la femme, dans tous les

domaines, des droits égaux à ceux de l'homme.» La Constitution elle-même prévoit que les partis concourent à l'expression du suffrage en précisant : « Ils doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie. »

Dès lors, si l'on combine le préambule de la constitution de 1946 et le texte de la constitution de 1958 concernant les partis politiques, on voit bien que le principe de parité est déjà en filigrane dans notre Constitution. Encore un petit effort : reconnaissons-le, pour, enfin, l'y inscrire, noir sur blanc. Il s'agit en effet d'une élémentaire exigence démocratique ; ce n'est pas seulement un combat des femmes pour prendre la place des hommes. Si ce n'était que cela, ce serait bien dérisoire. Non, l'exclusion des femmes est le symptôme de la crise d'un espace public où les hiérarchies, les pesanteurs, les rentes de situation bloquent l'accès aux responsabilités publiques pour de nouveaux venus et de nouvelles venues.

Par conséquent, en promouvant la parité, on tend à replacer l'égalité au cœur de la politique, on mène une bataille démocratique générale pour le brassage des pouvoirs. Ce mouvement en faveur de la parité s'inscrit donc complètement dans la vision universaliste de la République, car sans pluralisme, il n'est pas d'universalité. Lorsque non pas une communauté, mais toutes les femmes sont écartées, c'est bien la conception républicaine de la citoyenneté qui se trouve prise en défaut.

Certes, la citoyenneté va bien au-delà de cet aspect et les socialistes, pendant les deux septennats de François Mitterrand, ont fait formidablement progresser les droits des femmes, en particulier sous l'impulsion d'Yvette Roudy et de Véronique Neiertz, mais, aujourd'hui, la montée du chômage et de la précarité frappent plus durement les femmes. Chômage, pauvreté, solitude, endettement, difficulté d'accès aux soins, violences conjugales, remise en cause des droits sociaux, bas salaires, tout cela, madame le ministre, frappe encore plus durement les femmes. Dans ce domaine, la parité est largement atteinte ; elles ont bien plus que leur part !

D'ailleurs, en écoutant attentivement le chef de l'Etat, j'ai été très étonnée, au moment où il a traité du chômage des jeunes, de ne l'entendre parler que des garçons. Lorsqu'il a lancé un SOS aux agents de l'ANPE, il leur a en effet demandé de traiter les jeunes chômeurs comme leurs fils. Il a ensuite ajouté : « Lorsque vos fils sont dans les listes d'attente, occupez-vous en. »

Madame la ministre, la parité doit devenir un instinct, c'est-à-dire que même lorsqu'il n'y a pas d'enjeu politique ou même lorsque l'on n'y pense pas, il ne faut pas oublier qu'il y a des filles et pas seulement des garçons. En l'occurrence, davantage de filles que de garçons sont concernées par le chômage. La parité doit conduire, au-delà de la raison, à faire spontanément penser – « instinctivement », dirai-je – à chaque homme que sa compagne, sa femme, sa fille, sa mère sont tout simplement ses égales.

Avec la mesurette proposée, et en demandant encore du temps pour que cela change, je crains que le Gouvernement ne s'engage dans une impasse. A cet égard, je veux vous rappeler ce mot si extraordinaire de Taslima Nasreen qui observe que lorsque des hommes subissent des discriminations, il s'agit d'injustices, alors que quand des femmes en sont victimes, il s'agit d'une coutume. Je me demande si le Premier ministre, lorsqu'il sollicite encore un peu de temps, nous disant que les femmes vont entrer dans les communes, puis dans les régions, puis, si elles sont bien sages, à l'Assemblée nationale, ne

renvoie pas une fois de plus les femmes vers la coutume politique, celle-là même qui constitue une tache que nous voudrions pourtant effacer.

Pour finir, je tiens à accorder une pensée à quelques femmes, en disant simplement leurs noms, afin qu'ils résonnent dans cet hémicycle. Je pense à Aung San Suu Kyi, prix Nobel, assignée à résidence ; je pense à Mme Din Zilin, qui est à l'isolement dans les geôles chinoises et pour laquelle le Premier ministre n'est pas intervenu en recevant son homologue chinois ; je pense à Leïla Zana, notre sœur députée kurde, toujours embastillée à Ankara, et dont nous n'avons toujours pas demandé la libération, en contrepartie d'un contrat portant sur des hélicoptères militaires.

Ces femmes qui portent avec courage, acceptant parfois d'aller jusqu'à la mort, la lutte pour les libertés de leurs frères, de leurs fils, de leurs maris et, bien sûr, des autres femmes, nous rappellent que la lutte pour l'égalité relie entre elles les femmes du monde entier. En se battant pour leurs droits, c'est aussi, d'une façon certaine qu'elles veulent l'avenir des hommes meilleur. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.*)

M. le président. La parole est à Mme Henriette Martinez.

Mme Henriette Martinez. Monsieur le président, madame le ministre, mes chers collègues, cinquante-trois ans ! Il aura fallu attendre plus d'un demi-siècle après l'ordonnance du général de Gaulle du 21 avril 1944, disposant que « les femmes sont électrices et éligibles dans les mêmes conditions que les hommes », pour qu'enfin s'instaure dans cette assemblée un débat sur la participation réelle des femmes à la vie politique de notre pays !

Il convient donc tout d'abord de rendre hommage à M. le Premier ministre et à vous-même, madame le ministre, pour avoir créé cet Observatoire de la parité, dont le rapporteur général est notre excellente collègue Mme Roseline Bachelot, observatoire dont le travail nous permet de disposer d'un rapport fourni et d'avoir matière à débattre !

Certes, le constat est peu encourageant ; un seul exemple l'illustre bien : nous sommes aujourd'hui trente-deux femmes députés dans cette assemblée, tout comme nos collègues élues en 1945, au lendemain de la Résistance. C'est dire que si le chemin parcouru pour l'égalité des femmes dans la société a été marqué de nombreux combats et de victoires significatives, il n'en a pas été de même dans la vie politique !

L'exercice du pouvoir, sur lequel a pesé pendant des siècles la loi salique qui le réservait aux hommes, reste un domaine où il est difficile pour les femmes de se faire une place, un fief considéré à tort comme réservé.

Pourtant, la société évolue et reconnaît aujourd'hui la nécessité de réorganiser et de moderniser la vie politique. De nombreuses questions sont posées et toutes sont liées : le statut de l'élu, le cumul de mandats, la limite d'âge et, bien sûr, la participation des femmes.

Les femmes présentes dans la vie politique ont au moins réussi à convaincre qu'elles peuvent apporter à la politique une dimension nouvelle, avec une approche pragmatique des problèmes, une sensibilité qui ne craint pas de s'exprimer et la simplicité que donne le sens du service plutôt que la recherche du pouvoir.

Il est donc légitime de revendiquer une véritable égalité à tous les niveaux de la vie sociale et politique, en nous inspirant, par exemple, du modèle suédois.

Si les femmes suédoises battent tous les records avec 41 % d'élues au Parlement, il ne faut pas oublier que, depuis longtemps dans leur pays, l'organisation de la vie professionnelle, avec le travail à temps partiel très répandu, et de la vie familiale, avec le partage total des tâches ménagères et de l'éducation des enfants, est un fait acquis.

Il faut rappeler aussi – c'est capital – que les partis politiques ont conduit sans légiférer une politique volontariste pour promouvoir dans ce pays la participation des femmes à la vie politique. Il ne faut pas oublier non plus qu'elles ont acquis le droit de vote en 1918, soit vingt-six ans avant nous.

En France, de quels moyens faut-il se doter ? Sénèque disait : « Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, c'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles. » Dans cet esprit, je reste, pour ma part, fidèle au manifeste que j'ai adressé à M. le Premier ministre et à vous, madame le ministre, le 9 octobre dernier, cosigné par Simone Rignault, Philippe Briand, Renaud Muselier et 140 de nos collègues parlementaires de la majorité, hostiles au principe des quotas.

Dans ce manifeste, nous affirmons notre attachement à la Constitution reprenant le préambule de 1946 dans lequel il est écrit : « La loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux des hommes ». Il ne nous paraît pas nécessaire de la réviser.

Nous affirmons notre opposition au principe des quotas qui risquent d'enfermer les femmes dans une catégorie alors que la mixité pour laquelle elles ont lutté est un fait acquis et non contesté. Ces quotas risquent aussi de mettre les femmes en état de dépendance, voire d'infériorité, en leur réservant une place à part dans les assemblées où elles siègeraient à ce titre.

Nous préconisons, en revanche, un réel engagement des partis politiques qui, les premiers, ont à faire leur autocritique. Nous leur demandons notamment de donner une place plus importante aux femmes dans leurs structures internes ; d'investir des candidates en position éligible dans les scrutins de liste ; de favoriser au niveau local, petites, moyennes communes et cantons, l'émergence de candidates – c'est là, en effet, au plus près du terrain que débute la vie politique et à ce niveau l'instauration de quotas sur les listes ne peut avoir aucune incidence ; de s'engager dans un processus interne de modernisation de la vie politique.

J'ajoute que trois réformes me paraissent formellement nécessaires : celle du statut de l'élu, prévoyant éventuellement une indemnité spécifique pour frais de garde des enfants ; celle des manuels scolaires, sur lesquels travaille notre collègue Simone Rignault, de telle sorte que n'y apparaisse plus aucune image dévalorisante de la femme ; celle de notre vocabulaire, en remplaçant l'expression « homme politique » par « personnalité politique » afin d'inscrire dans les esprits la mixité dans la vie politique.

Enfin, je prendrai pour ma part ici l'engagement solennel de promouvoir sur le terrain par l'exemple et l'incitation la participation des femmes à la vie politique. Cela est possible, madame le ministre, je peux en témoigner : en 1991, je fus la première femme élue au conseil général des Hautes-Alpes ; en 1994, nous étions trois sur trente, soit 10 %, deux fois plus que la moyenne nationale !

Madame le ministre, si les moyens de parvenir à une situation plus juste peuvent et doivent être discutés ici, nous nous rejoignons toutes sur l'objectif à atteindre : l'égalité des chances dans la vie sociale, comme dans la vie politique.

Ce débat, à lui seul, contribuera grandement – j'en suis certaine – à l'évolution des mentalités et à la prise de conscience d'un changement devenu inéluctable.

Les femmes attendent beaucoup de nous, ne les décevons pas, mais sachons leur dire qu'elles ne feront pas l'économie de leur engagement et de leur combat personnel. Sachons leur dire aussi, pour les encourager, que le terrain n'est pas réservé et qu'elles peuvent se battre avec leurs armes de femmes en faisant valoir leurs différences ; c'est cela que les électeurs attendent d'elles, elles en sont capables !

Mme Christine Boutin. Très bien !

Mme Henriette Martinez. Saint-Exupéry écrivait : « Dans la vie il n'y a pas de solution, il y a des forces en marche, il faut les créer et les solutions apparaissent. »

Aujourd'hui, madame le ministre, mes chers collègues, je veux croire qu'une force est en marche, mais le prochain bilan ne pourra attendre cinquante ans ! (*Applaudissements sur le bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

M. le président. La parole est à Mme Frédérique Bredin.

Mme Frédérique Bredin. Monsieur le président, madame le ministre – je regrette le départ du Premier ministre alors que le débat n'était pas achevé – mesdames, messieurs, chers collègues, la France aime les célébrations, les anniversaires. Le 8 mars ne fait pas exception. C'est le moment d'une compassion généralisée. Une larme furtive mouille le visage de la classe politique. On s'interroge. On s'indigne. On s'attriste. Et puis on oublie !

Le Premier ministre, fidèle à la tradition, a fait son devoir : il n'a pas manqué à l'appel et s'est étonné de l'exception française. Comme il l'a dit dans une déclaration récente : « Tout reste à faire. »

Je ne veux pas revenir sur un constat connu et rabâché depuis cinquante ans. La question aujourd'hui est ailleurs : que compte faire le Premier ministre ? Que compte faire son gouvernement ? Qu'allez-vous faire, madame le ministre ?

Je dois avouer que, lorsque nous avons entendu parler ces jours derniers d'une inscription de la parité dans la Constitution, j'ai espéré que notre pays accomplirait enfin un pas en avant. Ce matin encore, sur une chaîne de télévision, lors d'un débat avec Roselyne Bachelot-Narquin, nous parlions des délais – s'appliquerait-elle dès les élections législatives de 1998 ? – et de la méthode retenue pour réformer la Constitution. Quelle ne fut pas ma surprise – à mon avis partagée par Roselyne Bachelot-Narquin – de découvrir que le Premier ministre ne mettait aucun délai à la réforme constitutionnelle, aucun garde-fou pour éviter de renvoyer ce débat aux calendes grecques, quand on sait que le Sénat s'est opposé pendant plus de cinquante ans au droit de vote des femmes.

Nous avons aussi découvert que le Premier ministre limitait son intention de réforme au scrutin de liste, c'est-à-dire essentiellement aux élections régionales et européennes, semblant indiquer aux femmes la voie des petits boulots ou des stages qualifiants, réservant l'Assemblée nationale à plus tard, quand elles auront fait leurs preuves.

Si le Gouvernement ne veut pas donner le sentiment d'une réforme gadget, le sentiment de se moquer des femmes, de leurs attentes et de leurs espoirs, il doit prendre des mesures concrètes et le faire immédiatement.

D'abord, il doit présenter un projet de loi constitutionnelle organisant la parité pour toutes les élections, à commencer par les législatives de 1998, puis un projet de loi organisant le cumul des mandats, et un projet de loi faisant dépendre de la représentation paritaire, donc du nombre de candidatures féminines, le financement des partis politiques.

Mme Nicole Catala. Vous avez trois mandats, madame Bredin !

Mme Frédérique Bredin. Je ne parle pas d'encouragements à la vache laitière, mais bien d'une aide proportionnelle qui pourrait conduire certains partis – peut-être le RPR, madame Catala – à ne plus bénéficier des aides de l'Etat.

Puisque le Premier ministre, qui aime cumuler les fonctions,...

Mme Nicole Catala. Comme vous !

Mme Frédérique Bredin. ... est également président du RPR, sans doute faudrait-il envisager une mesure d'auto-discipline pour les partis.

Ce que les socialistes ont fait, à savoir réserver 30 % des circonscriptions aux candidatures féminines, notamment dans les circonscriptions « gagnables »,...

Mme Nicole Catala. La réalité est toute différente !

Mme Frédérique Bredin. ... prévoir la fin du cumul des mandats – j'ai moi-même démissionné d'un de mes mandats, ce que, me semble-t-il, peu d'entre vous ont fait dans cet hémicycle – le Premier ministre peut-il s'engager, en tant que président du RPR, à le faire pour 1998 ?

M. Jean-Jacques Filleul. Bonne question !

Mme Frédérique Bredin. Est-ce que les députés UDF, qui ont signé une proposition de loi pour la parité en politique, peuvent s'engager à ce que leur formation politique présente de 30 à 50 % de femmes aux prochaines élections législatives ?

Prouvez votre bonne foi et faites-le dès 1998 avec l'élection dont l'enjeu est le Parlement ! (« Très bien ! » sur les bancs du groupe socialiste.)

Finalement, on peut s'interroger sur la volonté du Gouvernement. Ne s'agit-il pas seulement, quelle que soit la bonne volonté des unes et des autres, de tenir avec des déclarations d'intention jusqu'en 1998, sans rien faire sur le fond ? La société tout entière est choquée par la situation actuelle, et l'objectif du Gouvernement semble être de tenir sans agir jusqu'en 1998. Méfiez-vous, car les citoyens et les citoyennes ne sont pas dupes et ne le seront pas. Ils vont comprendre qu'en réalité le Gouvernement ne souhaite pas changer les choses, notamment pour le Parlement. Ils vont comprendre que, avec la place des femmes dans la vie politique, c'est notre capacité démocratique qui est en cause. Car ce débat est symptomatique du fonctionnement de notre système politique et symbolique de ce que nous voulons faire pour notre démocratie.

Symptomatique d'une société en crise – la question des femmes émerge généralement en période de crise – symptomatique d'un système politique dépassé, décrié, décalé du reste de la société qui a le sentiment que ses responsables ne l'entendent pas, ne le comprennent pas.

Symbolique du devenir de notre démocratie, et ce sera ma conclusion. Veut-on rompre, oui ou non, avec un système politique incapable de sortir de ses archaïsmes, de ses féodalités, de ses baronnies locales ? Il est significatif

que le Premier ministre accepte le principe et la nécessité de la parité, mais la limite là où le scrutin la rend facile, là où elle ne dérange pas trop les réalités locales et les rigidités de parti. C'est une logique de scrutin, c'est une logique de parti qui préside à cette réforme. Il s'agit d'une réforme du président du RPR et non du Premier ministre. C'est paradoxal de la part de quelqu'un qui prétend être l'héritier du gaullisme !

Le département, scrutin uninominal, compétences en matière sociale et scolaire : pas de parité !

La région, scrutin de liste, compétence économique, compétence sur la formation continue : parité !

Le Parlement européen, scrutin de liste, codécision sur les directives européennes : parité ou quotas possibles.

Parlement français : scrutin majoritaire ; il fait la loi, mais le scrutin rend la parité impossible.

Tel est le sens de la réforme, semble-t-il, du Premier ministre. Elle n'a pas de sens, sinon d'obéir aux directives du RPR.

Veut-on ou non continuer à diriger notre pays au nom d'un intérêt général handicapé avec un débat politique décalé car hermétique à tout ce qui relève de la vie quotidienne ? Veut-on, oui ou non, rompre avec une idée théorique de la citoyenneté pour y accueillir vraiment les hommes et les femmes qui ne savent pas toujours, ou ne peuvent pas prendre la parole ?

Le combat pour le droit des femmes est celui d'un humanisme. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. Pierre Albertini.

M. Pierre Albertini. Monsieur le président, madame le ministre, mes chers collègues, l'importance de la question que nous débattons ce soir est attestée par un simple fait, un simple constat : les femmes composent 53 % de notre électorat et ne sont représentées que par 6 % de parlementaires.

Mme Roselyne Bachelot-Narquin. 5,7 % !

M. Pierre Albertini. 5,5 5,6 ou 5,7,...

Mme Roselyne Bachelot-Narquin. Ça compte !

M. Pierre Albertini. ... à ce niveau de médiocrité, le constat est affligeant à lui tout seul. Il montre que la tâche est considérable et que le chemin à parcourir sera encore jalonné de nombreux obstacles pour rendre effectif un principe d'égalité sur lequel repose notre tradition juridique, mais qui, aujourd'hui, en matière politique est – il faut bien l'avouer – une coquille vide, hélas !

Le débat qui s'ouvre aujourd'hui à l'initiative du Premier ministre peut être fructueux à condition d'éviter un double piège.

Le premier est celui de la résignation : à quoi bon ? Le corps électoral serait lui-même hostile à une forme de parité politique !

Le deuxième piège est celui de la démagogie. C'est d'ailleurs celui qu'éprouvent la plupart des hommes politiques masculins lorsqu'ils dressent un tableau assez idyllique des qualités des femmes, parées de toutes les vertus à condition qu'elles ne les exercent pas, et qui proposent certaines mesures hors de portée qui sont évidemment autant d'alibis pour ne rien faire.

Les remarques que je vous présenterai brièvement sont le fruit d'une réflexion menée conjointement avec Françoise Hostalier, ancien député du Nord et aujourd'hui fortement engagée dans le combat pour la promotion

politique des femmes. Nous partageons beaucoup de valeurs communes. Je vais essayer de vous les résumer dans cet espèce de dialogue à deux voix qui illustre le principe de mixité.

Notre point de départ est tout simple et va très au-delà de la place des femmes proprement dite. Il prend appui sur la nécessité de moderniser la vie politique dans notre pays, car aujourd'hui la société civile ne se reconnaît pas dans notre microcosme politique, ni dans sa diversité ni dans sa représentativité par le sexe, par l'âge, ou par la profession. Le milieu parlementaire et gouvernemental frise quasiment la caricature de la société civile.

La place des femmes en politique s'inscrit donc, pour nous, dans une démarche beaucoup plus vaste : comment renouveler, diversifier, faciliter l'engagement en faveur de la chose publique, particulièrement, bien sûr, en ce qui concerne les femmes ?

Il y a, certes, quelques progrès, modestes, constatés dans les assemblées locales, les conseils municipaux, les conseils régionaux, le Parlement européen plus récemment. Néanmoins, sur le plan national, on note un certain recul, qui est une forme de stagnation considérable et qui fait de la France l'avant-dernier pays de l'Union européenne, tout juste avant la Grèce. Voilà qui est pour nous un constat peu flatteur !

On peut dire aujourd'hui, sans exagérer, que la situation faite aux femmes en politique est indigne d'une société ouverte, généreuse et solidaire.

Interrogeons-nous quelques instants sur les blocages. J'en vois essentiellement quatre. Je n'insisterai pas sur le premier, celui de l'histoire. Le vote féminin a été tardivement accordé dans notre pays. Là où il l'a été beaucoup plus anciennement, dans les pays scandinaves notamment, on constate une présence parlementaire féminine beaucoup plus forte.

En deuxième lieu, la stagnation constatée résulte, à mon avis, de la difficulté à concilier vie professionnelle, charges familiales et engagement politique. Le nombre des femmes actives a augmenté considérablement : elles représentent aujourd'hui 44 % de la population active. Cela n'a sans doute pas, objectivement, facilité leur engagement politique. Ce n'est pas une raison pour l'accepter comme une fatalité, bien au contraire.

Le troisième blocage tient à une certaine conception de la politique. Des querelles qui portent souvent plus sur la forme que sur le fond, le plaisir qu'éprouvent les hommes à manier des concepts plus qu'à appliquer des solutions, une forme de rituel qui accorde beaucoup d'importance au verbe, aux discours, aux attitudes, au paraître plus qu'à l'être : tout cela décourage peut-être certaines vocations féminines.

Surtout – ne nous cachons pas la vérité – l'essentiel des blocages réside dans les comportements masculins des instances dirigeantes de nos partis politiques. La question clé est naturellement celle des investitures, et il y a, à cet égard, beaucoup de résistances que, pour ma part, je déplore.

Quant aux réticences du corps électoral, permettez-moi de faire justice de cet argument en rappelant ce que les conservateurs disaient, sous la III^e République, des dangers du vote féminin. On accusait alors les femmes de voter avec leurs passions, avec leurs « tripes ». En réalité, quand on a pu observer, à partir de 1945, quel était le sens du vote féminin, celui-ci est apparu beaucoup plus équilibré et, pendant très longtemps, d'ailleurs, beaucoup plus conservateur, que le vote masculin.

Mme Ségolène Royal. Cela a changé !

M. Pierre Albertini. Les choses ont changé. Désormais, le vote féminin et le vote masculin ont tendance – ce dont je me réjouis – à se rapprocher. Je ne sais qui l'a emporté sur l'autre, je ne fais que constater sans porter de jugement de valeur : je ne veux pas tomber dans le piège que l'on me tend !

Quant aux moyens proposés, les uns concernent l'évolution des mentalités – ce sont des recommandations – les autres peuvent trouver place, à notre sens, dans la loi.

D'abord, il faut lancer un appel très pressant aux partis politiques pour que les investitures qu'ils accorderont en 1998, et plus tard, fassent aux femmes la place qu'elles méritent, comme l'ont fait les partis scandinaves. Les législations des pays scandinaves ne prévoient pas de quotas féminins, les partis politiques dans ces pays ayant consenti un effort constant et patient, qui a amené les femmes scandinaves au niveau de représentation où elles sont aujourd'hui.

Il conviendrait, en outre, de limiter drastiquement les investitures accordées à une même personne. Les instances de nos formations devraient être beaucoup plus sévères à cet égard.

Enfin, on ne peut qu'inviter les femmes elles-mêmes, si elles le souhaitent bien sûr, à s'engager nombreuses dans la vie publique. Leur contribution est non seulement souhaitable, mais nécessaire.

Outre ces recommandations, des mesures législatives permettraient d'accroître la place des femmes en politique.

La première consisterait en une limitation plus stricte du cumul des mandats et des fonctions, en incluant ceux qui ne sont pas comptabilisés aujourd'hui, à savoir la présidence des syndicats intercommunaux, des districts, des communautés de communes ou de villes, des sociétés d'économie mixte et des offices publics de logement.

M. Eric Duboc. Très bien !

M. Pierre Albertini. Après tout, les journées n'ont que vingt-quatre heures !

M. Eric Duboc. Cela relève du bon sens !

M. Pierre Albertini. Cela provoquera d'ailleurs un appel d'air, nécessaire, non seulement en faveur des femmes, mais aussi des jeunes et de catégories professionnelles différentes.

Reste enfin, et je milite pour cela – j'ai d'ailleurs signé la proposition de loi et j'aimerais même qu'on aille un peu plus loin – à interdire, dans les scrutins de listes, que celles-ci comportent plus de 60 % d'individus d'un même sexe. C'est ce qu'ont fait nos amis belges dans la loi du 24 mai 1994. Je ne vois pas pourquoi ce qui a été possible en Belgique serait juridiquement ou constitutionnellement impossible dans notre pays. On agite parfois la menace du Conseil constitutionnel comme s'il était le diable, mais ce n'est – soyons réalistes – que pour mieux conserver ce qui existe. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

Quant aux quotas, ils nous apparaissent comme une solution peu adaptée. Ils sont contraires, en effet, au principe d'égalité qui implique notamment la liberté des candidatures et des conditions d'éligibilité identiques pour les hommes et pour les femmes. Ils sont contraires aussi au principe de l'unité du corps électoral. Il y a d'ailleurs dans le rapport du Conseil d'Etat de 1996 une analyse très claire, très lumineuse du doyen Favoreu sur ce point.

Mais surtout, pour nous, les quotas sont une atteinte à la dignité des femmes...

M. Bruno Bourg-Broc. Très bien !

M. Pierre Albertini. ... en agissant comme un réducteur de la richesse de leur personnalité. Nous nous refusons à catégoriser les femmes. Elles méritent avant tout notre respect. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.*)

M. le président. La parole est à Mme Martine David.

Mme Martine David. Monsieur le président, madame le ministre, mes chers collègues, je tiens à apporter à ce débat un éclairage un peu différent des autres interventions.

Comme l'a déjà souligné Laurent Fabius, on ne peut traiter de la place des femmes dans la vie publique sans se référer à la dimension économique et sociale du problème. En effet, la faible représentation des femmes dans toutes les instances de décision n'est que le reflet de leur situation générale sur le marché du travail, de leur statut dans la société ou au sein de leur foyer, et la conséquence d'inégalités profondément ancrées.

Nous le savons, trop souvent contrats précaires, salaires inférieurs, difficultés pour accéder à certaines responsabilités sont leur lot commun. Que dire alors d'un phénomène par trop méconnu, celui des familles monoparentales, dont 86 % sont aujourd'hui assumées par des femmes ?

Quelques chiffres sont à cet égard éclairants : près de 20 % des bénéficiaires du RMI sont des femmes seules ayant à charge un ou plusieurs enfants, 19 % des mères seules qui élèvent leurs enfants vivent en dessous du seuil de pauvreté et 25 % de celles qui sont salariées gagnent moins de 5 530 francs nets par mois.

La situation particulière de ces femmes illustre dans toute sa dureté l'aspect social de l'inégalité entre les hommes et les femmes, puisque l'on a ici la conjonction de difficultés fondamentales, les unes tenant au simple fait d'être une femme, aujourd'hui, en France, les autres au fait d'être seule responsable d'une famille.

Dans la circonscription dont je suis l'élue, je puis malheureusement témoigner de l'ampleur de ce phénomène, touchant des femmes de vingt à quarante-cinq ans qui, malgré la gravité et l'accumulation des problèmes auxquels elles sont confrontées, affichent beaucoup de courage, de volonté et de dynamisme pour assurer la stabilité de leur famille et réaliser son autonomie.

Quelle sera notre capacité à tous, responsables publics, élus ou citoyens à traiter ces problèmes ? Telle est la vraie question.

Certaines collectivités territoriales, communes et départements en particulier, ont commencé à les prendre en charge. Il n'en va pas de même de l'Etat, si l'on considère qu'une addition d'allocations diverses, pour certaines limitées dans le temps, ne peut tenir lieu de politique globale en la matière, pas plus d'ailleurs que le fait d'envisager, comme M. le Premier ministre, de renvoyer le traitement de ces dossiers à la conférence sur la famille – ce qui cantonne une fois de plus les problèmes que rencontrent les femmes au seul domaine familial.

Tout cela doit participer, en fait, d'une même dynamique. Si le but recherché est de promouvoir la présence des femmes dans la vie publique, on ne peut faire l'économie d'actions fortes et volontaristes pour faire évoluer leur statut et condition sociale.

La collectivité nationale aurait donc tout intérêt à se pencher sur le sujet qui implique, certes, une nouvelle conception de la cellule familiale, mais également une réflexion plus large portant sur le rôle que jouent les femmes dans notre société.

Enfin, notre assemblée, dont la principale fonction est d'incarner la nation française dans toute sa diversité et sa richesse, ne peut méconnaître un phénomène d'une telle ampleur. A l'évidence, il nous faut donc imposer une meilleure représentation des femmes dans toutes les instances de décision, avec des mesures autrement plus énergiques et courageuses que celles proposées par le Premier ministre, mais ce débat ne doit pas et ne peut pas occulter un combat encore plus fondamental qui se situe sur le terrain social : celui de la solidarité et de l'égalité réelle des droits et des chances. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à Mme Nicole Catala.

Mme Nicole Catala. Monsieur le président, madame le ministre, mes chers collègues, je veux dire combien je tiens pour absolument nécessaire de mettre fin maintenant à ce qui constitue une exception française, une exception qui ne donne pas de notre pays une image positive mais au contraire bien négative. Elle a été plusieurs fois décrite depuis le début de ce débat ; je me bornerai donc à souligner combien elle est singulière, à la fois dans le temps et dans l'espace.

Elle est singulière dans le temps, car le pourcentage de femmes présentes dans cet hémicycle n'a pas varié depuis 1945, comme si nos pendules politiques s'étaient arrêtées il y a un demi-siècle. C'est d'autant plus étonnant que, dans le même temps, les femmes ne cessaient de progresser dans les responsabilités économiques, sociales, associatives, etc.

Outre cette première singularité caractérisée par cette stabilité étonnante d'un pourcentage médiocre, l'exception française comporte une deuxième singularité, dans l'espace cette fois, la France étant au dernier rang des pays de l'Union européenne, avec ses 6 % de représentation féminine au Parlement, alors que la moyenne au sein de l'Union est de 16 % et la moyenne mondiale de près de 12 %, d'après les enquêtes de l'Union interparlementaire. C'est une situation tout à fait désolante.

Il faut donc mettre fin à cette exception.

Il faut aussi sortir de la contradiction dans laquelle nous sommes entre les grands principes auxquels nous souscrivons au plan international et une réalité nationale beaucoup moins glorieuse. Que de déclarations internationales la France n'a-t-elle pas souscrites, qui proclament le principe d'égalité entre hommes et femmes, l'énoncent parfois de façon spécifique et appellent à l'élimination de toutes les discriminations entre eux ! Je pense à la convention des Nations unies que nous avons ratifiée en 1983 et qui est entrée en vigueur en 1984.

Bref, sur le terrain international, nous sommes exemplaires. Nous l'avons été aussi à Pékin, en septembre 1995, lors de la quatrième conférence mondiale sur les femmes qui s'est conclue par une déclaration pronant des mesures « positives » en leur faveur – déplorons que la terminologie trop peu précise ne définisse pas clairement le contenu de tels concepts !

En revanche, à l'intérieur de nos frontières, la situation en droit interne est beaucoup moins favorable puisque nous sommes prisonniers depuis 1982 de la décision du Conseil constitutionnel qui a prohibé l'instauration de quotas lors des élections municipales. Il y a quelque chose

de choquant, j'aurais presque envie de dire de « schizophrénique », à proclamer au plan international ce que nous ne parvenons pas à faire appliquer chez nous. Voilà qui illustre magistralement la distorsion entre principes théoriques et application pratique.

Comment mettre fin à cette exception malheureuse et sortir de ces contradictions ?

J'évoquerai d'abord les voies que peuvent nous offrir le droit international. J'ai mentionné les déclarations que la France a signées, mais elles n'ont, pour la plupart, qu'une valeur déclaratoire et ce sont pas de droits subjectifs susceptibles d'être invoqués par un citoyen ou une citoyenne devant un tribunal. Ce sont des « droits-libertés », des principes qu'on ne peut faire valoir en justice. A moins, éventuellement que je trouve intéressante, que ne soit enfin ajoutée au protocole additionnel à la convention des Nations unies sur l'élimination des discriminations à l'égard des femmes une disposition leur ouvrant un droit de pétition individuel devant le comité chargé de suivre l'application de cette convention. L'idée est à l'étude ; elle l'est malheureusement depuis plusieurs années mais n'est toujours pas adoptée. Si elle l'était, ce serait une voie de droit nouvelle dont les femmes pourraient se saisir, à condition évidemment de faire la démonstration d'une discrimination, ce qui n'est pas toujours facile.

On pourrait aussi souhaiter que, dans le cadre européen, et à l'occasion de la conférence intergouvernementale, le traité révisé proclame d'une façon plus explicite le principe d'égalité entre les hommes et les femmes. Le traité a certainement vocation à réaffirmer un principe d'égalité dans l'ordre professionnel qui, d'ailleurs, y figure déjà : le traité de Rome concernant principalement la vie économique et sociale, il était naturel qu'y soit mentionnée l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes. Le futur traité européen pourrait-il comporter un principe d'égalité dans le domaine politique ? C'est, à mes yeux, plus discutabile, mais on ne peut sans doute pas en écarter la possibilité.

Reste que, du point de vue du droit international, les voies qui s'offrent à la réflexion sont tout de même assez aléatoires. Par conséquent, il faut se tourner vers le droit interne.

Quelles possibilités nous offre-t-il ? La plus simple serait d'inciter les partis qui ont pris des engagements positifs en faveur des femmes à les tenir et à ceux qui ne l'ont pas encore fait à en prendre, en majorant l'aide financière qui leur est allouée pour leur participation au débat public, conformément à leur rôle constitutionnel. J'y verrais, pour ma part, un avantage : cette solution pourrait jouer non seulement pour la place qu'ils réserveraient aux femmes dans les assemblées élues, mais aussi dans leurs instances dirigeantes, ce qui n'est pas à négliger.

On a objecté à cette solution – non sans raison – qu'elle n'était pas très valorisante pour les femmes, ce qui est exact. Au surplus, son efficacité ne me semble pas établie. Cette voie n'est donc pas sans doute à la hauteur de la question que nous voulons régler.

Il reste donc à examiner l'autre voie possible, celle de la fixation d'un pourcentage plafond de candidatures pour l'un et l'autre sexe, voie condamnée en 1982 par le Conseil constitutionnel et qu'on ne peut donc imaginer de rouvrir que moyennant une révision de la Constitution.

Après plusieurs années d'hésitation, j'ai fini par me rallier à l'idée qu'il nous fallait aujourd'hui envisager des mesures volontaristes si nous voulions sortir de la situa-

tion dans laquelle nous nous trouvons. Ces mesures volontaristes, ces mesures de contrainte, je crois qu'elles ne peuvent être que similaires à celles que nos collègues de l'UDF ont proposées...

Mme Christine Boutin. Certains UDF !

Mme Nicole Catala. ... c'est-à-dire une fusée à double étage, révision de la Constitution d'abord et, ensuite, vote d'une loi introduisant un plafond de candidatures pour l'un ou l'autre sexe.

Il me paraît donc souhaitable, au point où nous en sommes, d'envisager cette solution que l'union interparlementaire avait elle-même préconisée à Pékin à titre temporaire. C'est certes un organisme consultatif mais ses suggestions ne sont pas entièrement, à négliger pour autant.

Nous irions également dans le sens suggéré par le Conseil d'Etat puisque, dans un rapport tout récent, il semble ouvert à l'idée que, pour parvenir à davantage d'égalité, on peut instaurer des mesures de discrimination, ce qu'il n'aurait sans doute pas admis il y a quelques années encore.

La voie se précise donc petit à petit, et les idées faisant leur chemin, nous parviendrons, je l'espère, à instaurer cette mesure au moins pour les élections au scrutin de liste.

Le problème des scrutins uninominaux est évidemment beaucoup plus difficile à régler, car il est plus difficile de concevoir une mesure de contrainte, ce qui ne me conduit pas pour autant à souhaiter l'installation d'une dose de proportionnelle pour les législatives. J'y suis fermement opposée, je le répète.

Mme Janine Jambu. Bien sûr, cela se comprend !

Mme Nicole Catala. Il appartient aux partis de prendre leurs responsabilités et je souhaite qu'ils les prennent. Si, au lendemain des élections législatives de 1998, le pourcentage de femmes présentes à l'Assemblée nationale n'a pas doublé, si l'on n'atteint pas au moins 12 % du nombre des députés, il faudra alors non seulement réviser la Constitution, ce qui aura peut-être été fait d'ici là...

M. Jacques Brunhes. Cela n'en prend pas le chemin !

Mme Nicole Catala. ...mais aussi envisager des mesures de contrainte, même pour les scrutins uninominaux, en dépit des difficultés que cela comporte.

Mme Ségolène Royal. Dans cinquante ans, on y sera encore !

Mme Nicole Catala. Il faut au moins doubler le nombre de femmes siégeant dans cette assemblée. J'espère, je suis même convaincue que nous y arriverons. Nous pourrions alors fixer la barre plus haut pour le scrutin suivant. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

M. le président. La parole est à Mme Monique Papon.

Mme Monique Papon. Monsieur le président, madame le ministre, mes chers collègues, qui oserait être contre le principe élémentaire de parité entre les hommes et les femmes ? Personne, bien évidemment. Et, pourtant, nous l'avons dit tout au long de cet après-midi, les cercles du pouvoir et le monde politique restent fermés aux femmes. Nous ne sommes pas très fiers d'être la lanterne rouge de l'Europe en matière de représentativité féminine au Parlement.

M. le Premier ministre, tout à l'heure, a évoqué les raisons historiques et culturelles de cet état de fait, mais ne faut-il pas avoir la lucidité et le courage de dire que, si les femmes sont si peu présentées dans ce monde un peu particulier de la politique, c'est que, tout simplement, elles se sentent souvent assez peu motivées pour y pénétrer ?

Mme Christine Boutin. C'est vrai !

Mme Monique Papon. Et d'ailleurs, seraient-elles motivées, ces femmes, si, cet après-midi, elles voyaient notre hémicycle déserté...

Mme Christine Boutin. Absolument !

Mme Monique Papon. ... non seulement par nos collègues masculins mais aussi par celles qui sont les premières concernées, nos collègues femmes ? Où sont-elles, les trente-deux députés femmes ? Heureusement que, dans les tribunes, cet après-midi, l'assistance était nombreuse, ce qui témoigne de l'intérêt de nos concitoyens pour ce que je considère être un véritable débat de société.

Mme Christine Boutin et M. Eric Duboc. Exactement !

Mme Monique Papon. Mes responsabilités politiques m'ont amenée, comme vous tous, mes chers collègues, à animer de nombreuses réunions et des débats sur le thème « les femmes et la politique ». J'ai recueilli de nombreux témoignages de femmes et j'ai dû répondre à de multiples questions très pratiques : « Devrai-je abandonner une vie professionnelle acquise durement pour un mandat par essence aléatoire ? Comment pourrai-je concilier ma vie familiale avec ma vie politique ? Mon conjoint est-il prêt à accepter mes absences, à me suppléer auprès des enfants ou, tout simplement, à jouer les princes consorts ? »

Mme Christine Boutin. Absolument ! Ce n'est pas si simple !

Mme Monique Papon. Est-ce que l'image controversée que nous renvoie la politique mérite tous ces sacrifices ?

Rien ne se fera sans que les femmes aient d'abord confiance en elles-mêmes, et mon expérience de plus de dix ans de vie parlementaire et d'exercice d'un mandat local me fait dire que, pour s'imposer et aboutir, il faut pas mal de volonté et pas mal d'audace.

Alors, bien sûr, l'idée des quotas peut paraître séduisante, au premier abord. Encore faudrait-il lever les obstacles constitutionnels, ce que propose le Premier ministre. Mais, à la réflexion, légiférer pour s'imposer, n'est-ce pas commencer par démontrer que nous ne sommes pas capables de prendre les commandes et qu'il faut qu'on nous passe le volant ? Par ailleurs, n'est-ce pas courir le risque de la médiocrité ? Quelle serait la valeur d'une fonction assumée par une femme alibi ?

Décidément, cette méthode me paraît franchement discriminatoire et ne ferait à mon sens que renforcer l'image de la femme fragile, dont la présence en politique n'est due qu'au protectionnisme masculin bienveillant.

La véritable égalité, mes chers collègues, se conquerra sur le terrain, avec les mêmes armes que les hommes, avec leur collaboration, mais sans condescendance.

Toutes les formations politiques s'apitoient actuellement, parfois de façon un peu hypocrite, sur le sort des femmes. Eh bien, prenons-les au mot et organisons-nous au sein des partis pour peser sur les décisions et sur les propositions. Gagnons notre sélection. Ne la mendions pas.

Je trouve très encourageant le nombre significatif des femmes qui assument aujourd'hui des responsabilités municipales : 21,7 %. C'est, me semble-t-il, une étape décisive pour l'accession à d'autres mandats.

Je reste persuadée que les femmes ont un coup de neuf à apporter à notre vie politique, par leur sens du concret, de l'efficacité, et par leur méfiance naturelle vis-à-vis des idéologies. Parce que nous sommes porteuses de la vie, nous déposons de l'absolu dans un monde qui est beaucoup trop sensible aux rapports de force.

C'est pourquoi j'approuve toutes les incitations à faire figurer davantage de femmes sur les listes à scrutin proportionnel – et ce débat doit nous y aider – sans pour autant se référer à des quotas ou avoir besoin d'une réforme constitutionnelle. Surtout, je demande avec force, comme d'autres intervenants l'ont fait avant moi, que les partis politiques prennent date et s'engagent à faire siéger des femmes plus nombreuses dans leurs instances dirigeantes, dans leurs instances de décision, là où se discutent les investitures.

Mes chers collègues, je conclurai en rappelant cette excellente formule d'un sage persan : Pourquoi faut-il mettre les femmes au pouvoir ? Tout simplement, parce que, de tout temps, les fils ont obéi plus volontiers à leur mère qu'à leur père. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.*)

M. le président. La parole est à M. Jacques Brunhes.

M. Jacques Brunhes. Madame le ministre, j'ai beaucoup de respect pour votre fonction et pour votre personne, mais permettez-moi de dire combien je regrette que M. le Premier ministre ait cru devoir s'abstenir de participer au premier débat sur la place des femmes dans la vie publique que nous tenons au cours de cette législation.

Mme Muguette Jacquaint. Très juste !

Mme Frédérique Bredin. Il n'aime pas ces débats inutiles !

M. Jacques Brunhes. Mon intervention, mes chers collègues, ne portera que sur un point : la liaison entre mode de scrutin et représentation féminine dans la vie politique.

La parité femmes-hommes dans la vie publique est une si belle idée qu'elle ne rencontre aucune opposition. On est dès lors en droit de se demander pourquoi la France fait preuve en ce domaine d'un tel archaïsme. Aussi, s'il convient de saluer la tenue de ce débat, il faut relever le risque, grand, très grand, comme le confirme la déclaration de M. le Premier ministre, d'en rester au consensus de principe et aux déclarations d'intention.

Des décisions peuvent même être prises sans que, pour autant, elles suffisent à elles seules à inverser la tendance, et l'introduction dans notre Constitution du principe de parité, par exemple, n'est pas en soi une garantie de son application.

Chacun sait que le Conseil constitutionnel a reconnu aux principes énoncés dans le préambule de la Constitution de 1946 une valeur constitutionnelle exactement égale en droit à celle de tous les articles du dispositif de la Constitution. Ces principes devraient s'imposer. Or il suffit de prendre quelques exemples pour mesurer combien nous en sommes loin.

Après Mme Royal, j'évoquerai le troisième alinéa : « La loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme. » Qu'en est-il dans la

pratique ? Aux termes du cinquième alinéa, « Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi. » Qu'en est-il dans la vie quotidienne ?

L'inscription de la parité dans la Constitution n'est donc pas suffisante en elle-même. Comme l'a souligné le rapport de l'Observatoire de la parité, il serait nécessaire de la traduire en actes concrets qui permettraient l'élection en nombre substantiellement plus important de femmes dans toutes les assemblées et en particulier au Parlement. Mais vous n'en faites rien.

La question du mode de scrutin est bien un élément essentiel susceptible de favoriser l'élection des femmes. Je regrette très vivement que cet aspect des choses ait si peu retenu l'attention. M. le Premier ministre, comme Mme Catala à l'instant, l'a tout simplement écarté.

Le scrutin proportionnel de liste permet le plus simplement du monde d'atteindre l'objectif recherché.

Même sans disposition législative contraignante, la proportionnelle favorise l'élection des candidates, comme en attestent les faits. Ainsi en 1992, seules 5,6 % de femmes ont été élues dans les conseils généraux. La même année, aux élections aux conseils régionaux qui se déroulaient à la proportionnelle, 12,3 % ont été élues.

Les élections municipales sont encore plus significatives car elles révèlent qu'au fil des ans une vraie tendance, certes encore modeste mais très réelle, à la féminisation des élus s'est nettement dessinée. Il y avait 14 % de femmes élues dans les municipalités en 1983, première année de l'introduction d'une dose de proportionnelle dans le mode de scrutin. Il y en avait déjà 17,7 % en 1989 et, après le scrutin de 1995, la barre des 20 % est désormais franchie.

Le scrutin européen, lui aussi proportionnel, apporte la même démonstration. En 1984, près de 20 % des élus français étaient des femmes. Nous atteignons aujourd'hui pratiquement les 30 %.

Autrement dit, pratiquement toute l'expérience récente montre que le scrutin de liste proportionnel non seulement favorise l'élection de candidates, mais également crée une dynamique qui assure la progression de la représentation féminine, et donc l'accession aux responsabilités de femmes dans toutes les assemblées où il est instauré.

C'est encore vérifié à l'échelle mondiale ou européenne où le classement des pays selon la proportion de femmes dans les assemblées élues dépend essentiellement du mode de scrutin. J'ajoute que la plupart des pays industrialisés ont adopté le scrutin proportionnel.

Bien entendu, un changement de mode de scrutin n'épuiserait pas le sujet. Il conviendrait de l'accompagner d'un véritable statut de l'élu qui encouragerait les femmes à prendre des responsabilités publiques et politiques. De même, un effort civique et pédagogique serait nécessaire à l'échelle de toute la société pour faire partager l'idée que la parité est un élément constitutif d'une vraie démocratie.

Il reste que le scrutin proportionnel est le moyen simple, pratique et praticable rapidement qui favorise l'élection des femmes. Vous l'avez écarté pour les élections législatives. C'est regrettable. Certes, le débat sur la proportionnelle est en France au moins centenaire. On reproche essentiellement à ce mode de scrutin de ne pas dégager de majorité et de favoriser l'émiettement des partis. « La proportionnelle, c'est la pagaille », a écrit M. Juppé.

Sans entrer dans la querelle, je veux seulement rappeler que, pas plus qu'on ne peut reprocher au baromètre le temps qu'il fait, on ne peut demander à un mode de

scrutin de résoudre en lui-même les problèmes d'alliances politiques qui, dans un pays comme le nôtre, où aucun parti ne peut seul obtenir la majorité, se posent de toute façon avant ou après le scrutin.

Notre proposition de scrutin proportionnel vise à établir dans toutes les assemblées, y compris à l'Assemblée nationale, une représentation aussi équitable que possible de la volonté des électeurs. Certes, elle ne résout pas l'ensemble des problèmes que pose la participation des femmes à la vie publique et politique mais il faut avant tout donner l'exemple. Or, madame le ministre, si nous nous en tenons aux propositions du Premier ministre, que vous le vouliez ou non, l'Assemblée nationale restera demain le dernier bastion du pouvoir masculin.

Nous sommes en retard, très en retard, comme nous l'avons été pour le droit de vote pour les femmes. La société civile attend de nous autre chose que l'immobilisme pour l'élection des députés. Ne faisons pas comme ceux de l'entre-deux guerres qui ont reconnu par cinq fois le droit de vote des femmes en sachant bien que leur décision ne serait jamais ratifiée par leurs collègues sénateurs !

L'occasion peut être saisie d'un véritable pas en avant de la démocratie. L'instauration du mode de scrutin proportionnel peut largement y contribuer. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste et du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. Jérôme Bignon.

M. Jérôme Bignon. Monsieur le président, madame le ministre, mes chers collègues, chacun le reconnaît et l'a dit de nombreuses fois cet après-midi, les femmes ne sont pas assez présentes dans la vie publique de notre pays. Elles sont pourtant susceptibles de lui apporter un profond enrichissement, comme le démontrent chaque jour la poignée de nos collègues talentueuses de tous bords.

La gestion des communes, les responsabilités cantonales, régionales, donc les mandats de proximité, qui sont ceux de la vie quotidienne, doivent par essence être partagés de façon équitable entre hommes et femmes, mais la gestion de ce pays, la construction européenne doivent également donner lieu à une répartition des responsabilités qui, grâce à la complémentarité de leur exercice, favorise l'équilibre de nos collectivités et de nos institutions.

Comment y parvenir ? C'est bien là la question que nous a posée le Premier ministre cet après-midi en ayant la bonne idée et le courage d'ouvrir ce débat devant la représentation nationale, non pour céder à une mode mais bien pour apporter une pierre supplémentaire à cette nouvelle démocratie qu'il appelle souvent de ses vœux.

L'évolution peut-elle se faire sans contrainte ?

Enclin naturellement à faire confiance, je crains, après avoir lu et écouté celles et ceux qui se sont exprimés sur ce problème, que cette approche soit bien naïve et vouée à peu d'avenir. Il suffit de relire le long combat des femmes, depuis Olympe de Gouges, guillotinée en 1793 pour avoir osé revendiquer l'égalité, jusqu'à l'ordonnance du 21 avril 1944 qui donne enfin aux femmes la possibilité de voter. Là encore, les femmes avaient payé par leur courage, leur engagement, le sang versé, le droit de voter que leur donna le général de Gaulle.

Pourtant, cinquante ans se sont écoulés et les choses n'ont pratiquement pas évolué en dépit de toutes les bonnes intentions et de toutes les déclarations. Le combat pour la démocratie est un combat quotidien et ce combat, madame le ministre, c'est l'honneur du Gouvernement, derrière le Président de la République, de l'avoir entrepris.

Après la réforme du Conseil supérieur de la magistrature qui avait été proposée par Edouard Balladur, c'est le champ du référendum qui est élargi en 1995, c'est la session unique du Parlement qui est instauré.

Réformer la Constitution pour faire progresser la démocratie ne constitue assurément pas une atteinte à la loi fondamentale. Tout au contraire, cela démontre sa souplesse, sa capacité d'adaptation et constitue le gage le plus sûr de sa longévité. Vous avez donc raison de proposer, avec le Gouvernement, que le Parlement se rende une nouvelle fois à Versailles pour tenter de débloquer la situation que nous connaissons. Les mois qui viennent devront nous permettre de réfléchir à la meilleure façon d'agir de façon efficace.

Par nature, je suis favorable à l'instauration de la parité, d'emblée, sans période intermédiaire. L'occasion ne se représentera peut-être pas. Je me rallierai au système du coefficient de mixité qui pourrait dès lors être instauré par la loi. Il permettrait assurément de faire évoluer les esprits et de tenter de vaincre les égoïsmes et les conservatismes.

J'accepte pour ma part volontiers toutes les mesures que Roselyne Bachelot-Nerquin, dont je salue la détermination, appelle mesures d'accompagnement. Nous ne pourrions éluder longtemps un vrai débat sur le cumul, et un véritable statut de l' élu devra être proposé pour permettre à tous, hommes et femmes, d'exercer leur mandat dans des conditions décentes.

S'agissant de la place de la femme dans nos sociétés modernes, la France est en retard par rapport à la plupart des autres pays, tout le monde l'a souligné et, à l'intérieur même du pays, la société politique traîne les pieds.

J'ambitionne comme nous tous de vivre dans une France moderne, ouverte, dans une France où les rapports entre les êtres humains seraient empreints de tolérance et de générosité. Nous avons l'occasion de faire un nouveau pas dans la bonne direction : ne la ratons pas ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.)*

Mme Roselyne Bachelot-Narquin. Bravo !

M. le président. La parole est à M. François Loos.

M. François Loos. Monsieur le président, madame le ministre, mes chers collègues, pourquoi les Français sont-ils représentés par une grande majorité d'hommes et par si peu de femmes ? Pourquoi la France est-elle à ce point inégalitaire ? Quelles conséquences cela a-t-il sur l'action publique ? Faisons-nous de mauvaises lois ou des lois différentes ? Peut-on faire évoluer les pourcentages de femmes élues et comment ?

Telles sont les questions qui animent le vrai débat de société lancé cet après-midi par le Premier ministre.

En fait, il y a deux débats de société derrière ces questions : le débat sur l'égalité des chances dans notre pays et le débat sur l'organisation de notre vie politique.

Se pose aussi une vraie question politique : faisons-nous un débat sur l'égalité des chances, sur la parité hommes-femmes, pour avoir un argument électoral supplémentaire, ou le faisons-nous parce que nous avons la conviction profonde que c'est nécessaire pour notre pays ?

Il serait absurde d'essayer d'influencer l'électorat en lui promettant plus d'élus femmes.

Avoir plus de femmes élues est un but assez largement partagé. Ce n'est pas un choix politique que de le dire, c'est tout simplement une exigence naturelle.

Mais les partis qui sauront montrer leur efficacité dans ce domaine gagneront probablement un certain nombre d'élus grâce à la confiance des électeurs.

Je crois que ce débat nous permet d'évaluer notre capacité collective à faire progresser notre démocratie. Mais il nous permet aussi de réagir aux idées que le Premier ministre et les responsables de l'Observatoire de la parité ont lancées.

Je ferai trois observations.

Premièrement, nous avons affaire à un problème de générations ; la moyenne d'âge des parlementaires est de plus de cinquante ans.

Dans notre vie scolaire, nous n'avons pas connu les classes mixtes, qui n'existent que depuis vingt ans. Or ceux qui y sont passés ont une autre expérience de la vie en groupe, des hommes et des femmes. Je pense que, lorsque les membres de cette classe d'âge seront candidats à des élections, la proportion de femmes sera naturellement beaucoup plus forte.

Il suffit d'observer les groupes de jeunes de nos partis politiques. La mixité semble aller de soi. Va-t-elle se propager jusqu'au stade de l'élection ? Je le pense. Il faut attendre que ces jeunes puissent être élus et, progressivement, une évolution interviendra.

Deuxième observation : si l'on veut faciliter cette tendance, ou la rendre plus rapide, il faut assurer un renouvellement plus grand des élus ; c'est mécanique.

Il y a deux possibilités, outre une forte alternance politique, que je n'appelle évidemment pas de mes vœux : soit on limite le nombre des mandats, soit on limite l'âge des candidats.

Passer de trois mandats maximum à deux mandats – deux locaux ou un local et un national – dont un seul mandat exécutif, dégagerait un nombre important de sièges auxquels pourrait se présenter une proportion plus élevée de femmes.

De même, la limite d'âge des candidats aurait un effet mécanique assuré.

Je suis favorable à la limitation du nombre de mandats, mais défavorable aux mesures d'âge. Celles-ci doivent être volontaires : une mesure d'âge visant quelqu'un qu'une majorité de ses concitoyens a élu est un affront à la démocratie.

Mais je souhaite que nos collègues les plus âgés puissent trouver des fonctions intéressantes s'ils acceptent de se retirer. Les partis politiques ont besoin d'encadrement, de formation, d'une sélection des candidats. C'est un travail de professionnel que pourraient faire beaucoup de nos anciens s'ils décidaient de ne plus chercher à être réélus.

Ce serait aussi l'occasion de revoir le mode de financement des partis politiques, car on pourrait tenir compte de la proportion de femmes et du taux de renouvellement spontanément accepté par les anciens.

Mais la limitation du nombre des mandats me semble plus accessible ; elle donnerait à la vie publique une meilleure image et lui permettrait de respirer en créant des places.

Troisième observation : tout système de quotas est pervers. D'abord parce qu'il suppose qu'une femme peut être élue avec moins de voix qu'un homme qui, du fait des quotas, n'a pas pu se présenter.

M. Adrien Zeller. Pas avec le système des listes !

M. François Loos. Je vais y venir.

Il faut être clair : si un parti veut présenter un certain nombre de femmes aux élections, c'est une affaire interne. Les électeurs jugeront les intentions, mais je ne crois pas qu'on accorde systématiquement une préférence au niveau local parce qu'un parti s'est engagé à présenter un quota de femmes au niveau national. Cette décision nationale ne sera pas forcément un avantage pour un candidat au niveau local.

Que chaque parti fasse ce qui lui semble préférable et les électeurs jugeront. Si une réforme constitutionnelle était envisagée afin d'obliger à une meilleure représentation des femmes, il ne serait pas facile d'appliquer un tel système dans la pratique, sauf pour les élections au scrutin de liste.

M. Adrien Zeller. C'est ce que nous avons dit !

M. François Loos. Mais cette modification irait à l'encontre de l'égalité et de la parité recherchées. C'est la raison pour laquelle je ne crois pas que, au-delà du scrutin de liste, et pour une certaine période, il faille modifier la Constitution.

Il appartient aux partis et à ceux qui constituent les listes de prendre leurs responsabilités ; la meilleure pression sera celle du corps électoral. Il me semble aujourd'hui impossible de constituer des listes sans tenir compte de cette aspiration profonde de nos concitoyens à une parité hommes-femmes. Je crois que l'augmentation du nombre de femmes en politique est une évolution historique non seulement inéluctable, mais nécessaire, et tous ceux, hommes et femmes, qui partagent cette conviction doivent agir à leur niveau pour que cette évolution ait lieu à temps, car nous en avons besoin. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.*)

M. le président. La parole est à M. Jean-Louis Masson.

M. Jean-Louis Masson. Monsieur le président, madame le ministre, mes chers collègues, je suis pour ma part tout à fait partisan de l'égalité entre les hommes et les femmes, et pas seulement au niveau politique, mais dans tous les domaines de la vie sociale ; or ce principe n'est pas toujours respecté aujourd'hui, même dans la loi.

Par contre, je suis hostile à toute discrimination à rebours, ce qu'est, dans une certaine mesure, le système des quotas.

Lorsque j'étais en classe préparatoire, ma professeur de mathématiques, qui était une personne de très grande qualité, nous disait toujours que le plus grand regret de sa vie était qu'à son époque – comme, du reste, à la mienne – l'École polytechnique ait été fermée aux femmes. J'avais trouvé cette remarque surprenante, car il s'agissait d'une école militaire. A la suite d'une réflexion, celle-ci s'est ouverte et je crois que c'est une très bonne chose, car il n'y a aucune raison pour ne pas permettre aux femmes d'avoir accès à tous les domaines de la société, y compris aux écoles militaires.

L'École polytechnique compte actuellement à peu près 20 % de femmes. Si on nous disait demain que, pour qu'il y ait autant de femmes que d'hommes, on prendra la quatre centième au concours et on recalerait l'homme qui est deux centième, ce serait aberrant !

C'est pourtant à quoi aboutit un système de quotas. On en a vu les effets désastreux aux États-Unis, avec les proportions qui doivent être respectées entre les différentes communautés, hispanique, noire, etc. Les entre-

prises sont en fait obligées de choisir les candidats sur la base de quotas et non en fonction de leurs compétences ou de leurs aptitudes.

Il y a effectivement des choses à faire si l'on veut permettre aux femmes d'accéder à tous les domaines, et en particulier au domaine politique. Un grand nombre d'élus déclarent vouloir agir à cet effet, mais lorsqu'on voit comment ils se sont comportés, on demeure perplexe.

Je ne citerai pas de noms mais je n'ai pas attendu qu'on nous donne des leçons pour prendre une femme comme suppléante et, la seule fois où j'ai conduit une liste, mon second de liste était une femme.

Il est exaspérant que certains nous donnent des leçons, parce que c'est à la mode et que cela fait chic dans le microcosme parisien, alors que lorsqu'ils ont rendu des arbitrages politiques et mené telle ou telle campagne, ils n'ont vraiment pas donné le bon exemple !

C'est très librement que j'explique ma position.

Je pense que, si tout le monde avait agi comme moi dans le passé, nous ne discuterions peut-être pas de ce problème dans cette enceinte.

Mais, madame le ministre, avant d'instaurer des systèmes de discrimination à rebours, il faudrait peut-être déjà supprimer de la législation française toutes les dispositions ségrégatives à l'égard des femmes. J'évoque régulièrement le problème de la transmission du nom des parents aux enfants, et la France a d'ailleurs été condamnée par le Conseil de l'Europe sur ce point. La discrimination qui existe actuellement est scandaleuse, car les femmes n'ont pas le même droit en ce qui concerne la transmission de leur nom à leurs enfants. Mieux vaudrait s'occuper de ce problème que d'un domaine où les femmes ont le même droit que les hommes puisqu'elles peuvent se présenter à toutes les élections.

Je crois que s'il y a moins de femmes en politique, c'est pour des raisons sociologiques. Certes, une évolution est nécessaire et les femmes doivent avoir une plus grande place, mais il faut être conscient qu'elles ont une responsabilité en la matière.

Je prendrai un seul exemple, celui d'une femme qui nous rebat les oreilles depuis des années sur le thème de l'égalité entre hommes et femmes, Mme Halimi. Celle-ci a eu beaucoup de chance puisque, en 1981, on l'a fait élire dans la « fournée rose », mais je sais, car j'ai de la famille dans sa circonscription, qu'elle n'y a jamais mis les pieds. Qui plus est, elle a démissionné en cours de mandat, en 1984.

Qu'elle ne vienne donc pas nous dire aujourd'hui qu'il est scandaleux qu'il n'y ait pas plus de femmes sur les bancs de l'Assemblée nationale, alors que nous savons comment elle a exercé son mandat, et comment elle l'a abandonné en cours de route pour se faire nommer ambassadeur ! Ce n'est pas normal !

Mme Janine Jambu. Vous n'êtes pas à la hauteur du débat !

M. Jean-Louis Masson. Madame, je ne vous ai pas interrompue !

M. Paul Mercieca. C'est du machisme !

Mme Janine Jambu. Cela n'a rien à voir avec le débat !

M. Jean-Louis Masson. Si ! Je pense que les femmes doivent donner le bon exemple lorsqu'elles sont élues. Il y a des gens qui font très bien leur travail et il est anormal que ceux qui ont mal fait le leur nous donnent aujourd'hui des leçons !

Mme Janine Jambu. Laissez choisir les électeurs !

M. Paul Mercieca. Vos propos sont scandaleux !

M. Jean-Louis Masson. Effectivement, les électeurs décident, et, pour Mme Halimi, ils avaient certainement déjà décidé car elle ne s'est plus jamais représentée à des élections.

Mme Janine Jambu. Ne faites pas la morale !

M. Jean-Louis Masson. Je ne fais pas la morale mais, moi, je suis député depuis vingt ans parce que j'ai toujours fait mon travail ! Et si cette dame avait fait le sien, peut-être serait-elle député aujourd'hui.

M. Paul Mercieca. Elle le sera peut-être l'année prochaine !

M. Jean-Louis Masson. Pour assurer un meilleur équilibre des sexes dans le monde politique, je ne crois pas nécessaire d'instaurer des quotas.

Une évolution est néanmoins indispensable et il serait facile de prendre certaines mesures, telle l'interdiction du cumul des mandats, qui ne nécessite pas de modifier la Constitution ; je ne suis en effet pas favorable à une modification de la Constitution. Une interdiction très stricte du cumul des mandats doit être décidée le plus rapidement possible.

Mme Janine Jambu. Il faut instituer la la proportionnelle !

M. Jean-Louis Masson. Ne m'interrompez pas !

On pourrait pas ailleurs prévoir un système d'incitations financières, qui ne serait pas inconstitutionnel, et auquel le président Chirac a d'ailleurs fait allusion ; celui-ci consisterait à subordonner les aides accordées aux listes par l'Etat au respect d'une certaine proportion de femmes. Mais entre des incitations financières et des mesures contraignantes, il y a une grande différence. Je suis favorable aux mesures incitatives, mais en aucun cas à la discrimination à rebours que représentent les quotas. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République.)*

M. le président. La parole est à M. Dominique Paillé.

M. Dominique Paillé. Monsieur le président, madame le ministre, un grand nombre d'arguments ont déjà été développés pour et contre une modification de notre système constitutionnel et législatif. Permettez-moi d'ajouter ma pierre à l'édifice en indiquant ma position à ce sujet. Je dois reconnaître que j'ai été séduit par le courage dont a fait preuve le Premier ministre en nous présentant ce thème de discussion, ainsi que par la façon dont il a développé ses positions.

Ma conviction profonde, dont rien ne me fera changer, est que notre Constitution est fondée sur le principe d'universalité ; battre en brèche ce principe, quel que soit l'intérêt du motif, serait une erreur profonde que nous paierions tous, tôt ou tard.

La Constitution est notre livre de référence. Elle ne doit en aucun cas devenir un recueil de vérités de circonstance et vous aurez compris que toute proposition de modification de notre règle fondamentale ne recueillera pas mon assentiment.

Je vous livrerai en second lieu une constatation simple que je fais tous les jours sur le terrain en tant qu'élu local. Très sincèrement, je ne crois pas que la parité dont nous discutons ce soir soit le motif d'un combat que les femmes souhaitent mener. Elles ont, dans le passé,

conquis un certain nombre de droits grâce à leur conscience des problèmes, à une approche et des actions collectives. Mais la parité ne me semble pas être pour elles une priorité.

Mme Ségolène Royal. Ah bon ?

M. Dominique Paillé. Eh oui !

Mme Ségolène Royal. Laissez-les donc parler !

M. Dominique Paillé. Et ma remarque vaut également pour le département des Deux-Sèvres, que je fréquente sans doute plus que vous ! Nous pouvons en discuter sur le terrain quand vous le souhaitez : vous savez où me trouver.

Mme Ségolène Royal. Ne parlez pas à la place des femmes !

M. Dominique Paillé. Je ne souhaite pas pour autant que nous n'agissions pas.

Notre collègue Masson l'a rappelé, sans bouleverser notre ordre institutionnel, sans ouvrir une brèche que je trouverais dommageable pour la stabilité même de notre régime, prendre un certain nombre de mesures pragmatiques qui ont été citées au cours du débat.

Premièrement, on peut encourager les partis qui font une place plus grande aux femmes ; cet encouragement pourrait être financier.

Mme Ségolène Royal. C'est la sucette !

M. Dominique Paillé. En tout cas pas dans ma bouche ! *(Sourires.)*

Il y a certes d'autres possibilités d'encouragement, et je crois nécessaire d'explorer cette piste, tout en sachant que je ne détiens pas la vérité sur ce point.

Deuxièmement, il faut tenir compte de la réalité sociologique des femmes.

Mme Ségolène Royal. Ah !

M. Dominique Paillé. Dans bien des cas, celles-ci hésitent à s'engager parce qu'elles ont des tâches qui n'incombent pas encore aux hommes dans notre société...

Mme Ségolène Royal. Quel macho ! Il faudrait que les femmes des Deux-Sèvres entendent ça !

M. Dominique Paillé. ... notamment l'éducation des enfants et les tâches familiales.

Mme Ségolène Royal. Il faut partager les tâches !

M. Dominique Paillé. Il est clair, madame Royal, que vous ne pouvez pas mesurer l'ampleur de ces tâches puisque vous êtes avec une situation privilégiée, comme nous tous sur ces bancs.

Mme Ségolène Royal. Vous vous occupez de vos enfants ? Vous partagez les tâches ?

M. Dominique Paillé. Les femmes deux-sévriennes, que vous semblez connaître, ne sont pas toutes à votre image. Elles savent ce que sont le travail familial et les tâches ménagères, plus que les hommes de ce département.

Mme Ségolène Royal. Ne parlez pas à la place des femmes !

M. Dominique Paillé. Il y a là une deuxième piste à explorer et j'imagine qu'on peut très bien, par des mesures appropriées, par des aides spécifiques « soulager » les femmes qui souhaiteraient mener un combat électoral.

Enfin, comme mon collègue et ami François Loos, j'estime urgent de limiter le cumul des mandats et le cumul des fonctions. L'appel d'air qui en résulterait nous per-

mettrait de mettre un terme à l'action de certains potentas – c'est le terme approprié – dans les régions ou les départements.

M. Jacques Floch. M. Juppé ?

M. Dominique Paillé. Ce sont autant d'éléments de blocage qui interdisent actuellement aux femmes et aux jeunes d'accéder à la vie publique.

La combinaison de ces mesures simples et pragmatiques devrait permettre de résoudre une grande partie des problèmes que nous avons évoqués dans cette enceinte. Ce n'est que si nous étions conduits à faire un constat d'échec que nous pourrions envisager les modifications institutionnelles et législatives qui nous ont été proposées. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

Mme Ségolène Royal. Dans un siècle !

M. le président. La parole est à M. Eric Duboc, dernier orateur inscrit.

Mme Ségolène Royal. J'espère qu'il sera meilleur que le précédent !

M. Eric Duboc. Ce débat aura été salutaire et je remercie M. le Premier ministre d'avoir pris l'initiative de l'organiser. En effet, il aura montré que nous sommes tous d'accord au moins sur une chose : nous ne pouvons pas en rester là et nous avons l'ardente obligation de faire évoluer la situation. Il faut donc engager une réforme conforme au souhait du Président de la République de moderniser la vie publique. Et, finalement, notre débat ce soir va bien dans ce sens de la modernisation de notre vie publique.

Le journal *Le Monde* a interrogé dernièrement tous les députés auxquels il a posé les trois questions suivantes :

« Etes-vous favorable à l'inscription dans la Constitution du principe de la parité hommes-femmes ? » J'ai répondu oui.

« Etes-vous favorable à l'instauration, au stade des candidatures, d'un système de quotas permettant une meilleure représentation des femmes ? » J'ai à nouveau répondu oui.

« Etes-vous favorable à un référendum pour mettre en œuvre ces réformes ? » J'ai également répondu oui.

Mme Ségolène Royal. Bravo ! Vous aurez une médaille !

M. Eric Duboc. Merci, madame Royal.

Si j'ai répondu oui à ces trois questions, c'est parce que nous ne pouvons plus laisser faire le cours des choses. Nous l'avons répété dans cet hémicycle tout au long de ce débat : si les choses n'ont pas évolué depuis cinquante ans, c'est parce qu'il n'y a pas eu de volonté politique de mettre fin à une situation inacceptable, qui est humiliante pour les femmes mais surtout déshonorante pour les hommes. C'est donc à la loi qu'il faut recourir pour faire évoluer les choses. Face à l'échec démocratique que nous avons souligné tout l'après-midi – chacun a rappelé les chiffres – la bonne volonté ou le souci d'exemplarité ne suffisent plus.

L'annonce du Premier ministre, cet après-midi, a été un signal fort. M. Juppé s'est fixé pour ambition de faire des dix années qui viennent la décennie de la parité et nous devons affirmer, nous parlementaires, que si la parité est véritablement notre but, le chemin pour y arriver doit être la loi. C'est la raison pour laquelle je suis cosignataire des deux propositions de loi déposées par Gilles de Robien et Nicole Ameline.

Oui à la réforme constitutionnelle pour inscrire la parité dans la Constitution ! Et que l'on ne nous dise pas que cela est compliqué. Nous avons bien réformé la Constitution pour instaurer la session unique, nous pouvons en faire autant pour y inscrire la parité !

M. Adrien Zeller. Tout à fait !

Mme Nicole Ameline. Très bien !

M. Eric Duboc. Oui également à des quotas temporaires sur une dizaine d'années ! Je suis toutefois d'accord avec Roselyne Bachelot-Narquin lorsqu'elle dit que le mot « quota » n'est pas très élégant. Il faudra probablement trouver une autre dénomination.

M. Adrien Zeller. Il faut parler de seuils !

M. Eric Duboc. Mais nous devons réfuter les faux arguments des adversaires de cette mesure selon lesquels instaurer des quotas serait assimiler les femmes à une minorité ou à une catégorie sociale. C'est un argument qui va contre la place des femmes dans la vie publique.

Mme Christine Boutin. Enfin, cher collègue ! Comment pouvez-vous affirmer cela !

M. Eric Duboc. Nous devons mettre en place rapidement, lors des élections au scrutin de liste, une génération de femmes qui constitueront un vivier pour les élections au scrutin uninominal, qu'elles soient cantonales ou législatives. Car le véritable problème est bien là. Si l'on veut que les femmes siègent à l'Assemblée nationale,...

M. Jacques Brunhes. Il faut un scrutin proportionnel !

M. Eric Duboc. Non, mon cher collègue. Il faut qu'elles aient au préalable conquis des mandats locaux.

M. Adrien Zeller. Voilà !

Mme Nicole Ameline. Très bien !

M. Jacques Brunhes. Cela ne changera rien !

M. Eric Duboc. Il faut qu'elles se soient fait élire conseillère municipale, voire maire-adjoint, pour devenir conseiller général, qu'elles soient conseiller général pour devenir député.

M. Paul Mercieca. C'est le cumul des mandats !

M. Eric Duboc. Car on sait bien que le combat pour les élections législatives se gagne sur le terrain.

Mme Janine Jambu. Il faut qu'elles fassent leur apprentissage ?

M. Eric Duboc. Les hommes aussi, chère collègue ! Nous sommes tous élus par le terrain et nous connaissons tous les vertus des élections municipales et cantonales qui permettent d'accéder ensuite aux responsabilités nationales.

Notre objectif est bien là : permettre aux femmes d'accéder à des mandats locaux pour que, d'ici à dix ans – cela peut paraître long, mais au regard des cinquante années qui viennent de s'écouler, c'est peu – l'Assemblée nationale soit véritablement représentative, conformément à l'aspiration populaire.

Puisque je dois conclure cette discussion parlementaire, qui a été riche en échanges, je voudrais émettre un vœu, madame le ministre : je souhaite que nous ne nous enlions pas dans un débat théorique ou constitutionnel.

M. Adrien Zeller. Très bien !

M. Eric Duboc. Il nous appartient à nous, élus du peuple, qui avons la souveraineté du suffrage universel, de faire bouger les choses. Nous les ferons bouger par la loi.

Le Premier ministre nous y a invités. Saisissons l'opportunité qui se présente à nous ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre et du groupe du Rassemblement pour la République.*)

M. le président. La parole est à Mme le ministre délégué pour l'emploi.

Mme Anne-Marie Couderc, ministre délégué pour l'emploi. Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, je tiens d'abord à remercier très vivement, au nom du Premier ministre et en mon nom personnel, tous les intervenants à ce débat.

Je citerai plus particulièrement Roselyne Bachelot-Narquin, qui s'est tant investie dans les travaux de l'Observatoire de la parité, notamment dans le cadre du rapport sur la place respective des femmes et des hommes dans la vie politique qu'elle a élaboré avec Gisèle Halimi.

J'adresse également mes remerciements aux différents intervenants de la majorité, notamment à Mme Ameline qui a développé certaines propositions précises.

Je regrette en revanche que les orateurs de l'opposition, tout en dressant le même constat et en affirmant la même volonté d'équilibrer et de moderniser la vie politique, voire en formulant très précisément des observations et des suggestions, aient refusé de reconnaître l'intérêt des propositions faites aujourd'hui par le Premier ministre. Ce scepticisme, cette restriction n'étaient pas de mise. L'important était de lancer le débat, de commencer à échanger nos points de vue. Chacun a pu exprimer les moyens qu'il estime opportun de mettre en œuvre pour atteindre l'objectif que nous nous fixons ensemble.

Le Premier ministre a donc pris l'initiative de lancer ce premier véritable débat au Parlement sur la place des femmes en politique depuis quinze ans. C'est, avec la constitution de l'Observatoire de la parité voulue par le Président de la République, la première étape d'une action véritablement volontariste vers un juste équilibre entre hommes et femmes, dans la société française, et plus particulièrement dans la vie publique.

Comme l'a souligné le Premier ministre, l'égalité des droits est certes aujourd'hui acquise, mais l'égalité réelle se heurte toujours au poids des mentalités et à la résistance des habitudes, vous l'avez tous dit. Les évolutions jusqu'à présent constatées sont beaucoup trop modestes, beaucoup trop précaires pour que l'on puisse avoir simplement confiance en l'avenir. Ce qui est en cause, comme l'a rappelé le Président de la République, c'est « le conservatisme de notre société, c'est la volonté d'enfermer les autres, en l'occurrence les femmes, dans des choix dont on ne peut plus sortir ; c'est le désir de reproduire un modèle ancien tout en faisant semblant, le cas échéant, d'adhérer au modèle nouveau ».

Mme Nicole Ameline. Très bien !

Mme le ministre délégué pour l'emploi. Que l'Assemblée nationale et le Sénat se soient saisis du débat et l'aient porté sur la place publique est, en soi – reconnaissons-le ensemble – un événement majeur.

M. Eric Duboc. Exactement !

Mme Roselyne Bachelot-Narquin. Tout à fait !

Mme le ministre délégué pour l'emploi. Tout d'abord, la recherche d'un meilleur équilibre entre les femmes et les hommes dans la vie publique est, de toute évidence, un objectif partagé par tous.

Plusieurs constats s'imposent.

Premier constat : ce débat devrait être d'un autre âge. Un récent sondage montre que 86 % des Françaises refusent l'idée que le pouvoir n'intéresse pas les femmes ; 65 % d'entre elles ont le sentiment qu'on les empêche d'y accéder et 71 % des Français font de la parité politique une étape favorable pour conduire à l'égalité sociale.

Le constat des spécialistes réunis dans le cadre de l'Observatoire de la parité est aussi unanime – je n'y reviendrai pas, vous l'avez tous évoqué : retard de notre pays, défaut d'initiatives crédibles des partis, faible participation des femmes à la vie politique – aucune progression du nombre de femmes à l'Assemblée depuis 1945, soixante-cinquième rang mondial pour leur place dans la représentation politique. Bref, une description assez catastrophique !

Deuxième constat : les propositions ne font pas les actes. Les engagements purement formels ne sont d'aucune utilité. Ils ont déjà, à des nombreuses reprises, caché ce que l'on pourrait appeler une hypocrisie collective. D'accord pour faire une place aux femmes, à condition que cela ne change rien.

M. Adrien Zeller. Voilà !

Mme le ministre délégué pour l'emploi. Rappelons-nous ! Juste avant les présidentielles de 1981, M. Raymond Barre propose un texte instaurant la mixité des listes. L'Assemblée le vote en première lecture par 439 voix contre 3. Arrivée de la gauche au pouvoir : on ne parle plus de ce texte, il est enterré ! En 1982, contre la volonté du gouvernement de Pierre Mauroy, si ma mémoire est fidèle, est adopté un amendement de Gisèle Halimi qui vise à instaurer un minimum de 30 % de sièges réservés à un sexe, le seuil d'ailleurs est abaissé à 25 % par le groupe socialiste : 476 voix pour, 4 contre. Mais le texte est déclaré inconstitutionnel et plus personne n'en reparlera.

Si la présence des femmes dans la vie politique dépend d'un texte, pourquoi ne l'avez-vous pas pris ? Je souhaitais poser la question à M. Fabius, mais il n'est plus là. Pourquoi ne l'avez-vous pas proposé, ce texte, madame Neiertz, madame Bredin ou madame Royal ?

Mme Ségolène Royal. On l'a réalisé dans les faits !

M. Jean-Marc Salinier. On l'a proposé en 1982 !

Mme le ministre délégué pour l'emploi. Il est facile de donner des leçons, mais il s'agit bien de volonté politique...

M. Eric Duboc. Exactement !

Mme le ministre délégué pour l'emploi. ... et, de toute évidence, cette volonté, vous ne l'avez pas eue, contrairement à M. le Premier ministre qui, lui, a fait des propositions ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

Autre constat : l'essentiel est d'accélérer l'évolution de la société. Le débat est sans doute d'abord politique, mais il n'est pas que politique. Si une meilleure représentation des femmes est indispensable dans les pouvoirs publics, c'est aussi parce que persiste un déséquilibre social. Martine David l'a évoqué. Notre débat doit porter non seulement sur la juste participation dans les assemblées élues, mais aussi sur la place et le rôle des vingt-neuf millions de femmes françaises. Nous en sommes tous et toutes d'accord.

L'inégalité domine. Inutile de revenir longuement sur le constat. Rappelons-nous simplement qu'il n'y a que 5 % de femmes dans les conseils d'administration des

grandes entreprises, que seuls 10 % des emplois des grands corps de l'Etat sont occupés par des femmes. Est-ce là une participation équilibrée à la prise de décision ? Incontestablement, non.

Rappelons-nous que les femmes représentent, certes, 44 % de la population active, mais qu'elles occupent majoritairement des emplois peu qualifiés, que leur rémunération moyenne est inférieure de 15 % à celle des hommes, que leur taux de chômage est supérieur de trois points et demi, qu'elles vivent chaque jour une double journée de travail. Là aussi, nous ne pouvons qu'être d'accord.

Si la situation n'est pas bonne, on constate pourtant un important courant de modernisation de la vie civile qu'il faut bien évidemment accélérer. C'est la résultante de l'évolution des lois pendant plus de vingt ans ; c'est l'affirmation de l'autonomie par la formation et l'entrée massive des femmes sur le marché du travail – corrélativement, 15 % de femmes étaient cadres en 1976, 25 % le sont en 1996. C'est aussi la mixité à l'école depuis vingt ans, porteuse de nouvelles mentalités : l'équilibre hommes-femmes va de soi pour les jeunes générations.

Le gouvernement d'Alain Juppé a pris des mesures dans tous les domaines. L'égalité des droits existant, c'est une approche concrète que nous engageons. Dans la vie économique, nous avons, par exemple, relancé le Conseil supérieur de l'égalité professionnelle qui réunit administration et partenaires sociaux. Celui-ci prépare des instruments de négociation qui vont permettre de renouer le dialogue social sur la place des femmes dans l'entreprise. Pour tenir compte des difficultés particulières rencontrées par les femmes en matière d'emploi, nous avons créé des bureaux d'accompagnement individualisé à l'emploi, et nous les développons. Les femmes les plus en difficulté ayant charge de famille bénéficient d'une aide déterminée. Nous pensons aux jeunes filles dans le débat sur l'emploi des jeunes, madame Ségolène Royal. Nous avons notamment demandé qu'elles soient mieux orientées, qu'elles puissent accéder à des filières professionnelles qui ne leur sont pas spontanément ouvertes. Nous demandons également que l'apprentissage, que nous souhaitons relancer, soit beaucoup plus ouvert aux jeunes filles, qui peuvent parfaitement y trouver la voie de leur formation et de leur épanouissement personnel. Nous devons toujours être très attentifs à la situation dans laquelle les femmes peuvent se trouver, et il est particulièrement important que la conférence de la famille se soit saisie des problèmes de conciliation de la vie familiale avec la vie professionnelle.

Dans la vie publique, contrairement à ce que M. Fabius a laissé entendre, nous avons commencé à rééquilibrer le rapport hommes-femmes dans les nominations au sein de la fonction publique. Ce n'est peut-être pas suffisant,...

Mme Frédérique Bredin. C'est timide !

Mme le ministre délégué pour l'emploi. ... mais cette démarche sera poursuivie. Entre 1995 et 1996, nous avons procédé à quatre-vingt-neuf nominations...

Mme Frédérique Bredin. Surtout au Gouvernement !

Mme le ministre délégué pour l'emploi. ... à des postes de direction de la haute administration. Et je pourrais être cruelle pour les gouvernements socialistes, car les nominations de femmes représentaient 2,4 % de l'ensemble en 1982,...

Mme Frédérique Bredin. C'est une « Juppette » survivante qui dit cela ! (*Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

Mme le ministre délégué pour l'emploi. ... 2 % en 1989 et 3,3 % en 1991. Nous allons nous, jusqu'à 8 % !

Mme Frédérique Bredin. N'en faites pas trop !

Mme le ministre délégué pour l'emploi. Il faut regarder ce qui se fait concrètement, peut-être pas suffisamment vite, mais avec détermination. De toute façon, c'est plus que ce que vous avez pu faire sous les deux septennats de M. Mitterrand !

Mme Frédérique Bredin. Ministre alibi !

Mme le ministre délégué pour l'emploi. Ce sont aujourd'hui nos organisations sociales et politiques qui freinent toute évolution.

Mme Frédérique Bredin. Le RPR, par exemple ! Que fait le Premier ministre ?

Mme le ministre délégué pour l'emploi. Alors que le débat politique devrait accélérer ces mutations, c'est bien au contraire là que se trouvent les plus grands conservatismes. Il faut donc inverser la situation.

Mme Frédérique Bredin. Que va faire le RPR ? Racontez-nous !

M. le président. Madame Bredin, je vous en prie !

Mme le ministre délégué pour l'emploi. La vie politique doit être exemplaire ; c'est la volonté du Premier ministre. Y reconnaître la place des femmes, c'est incontestablement ouvrir la voie de leur promotion dans tous les autres secteurs : l'entreprise, l'éducation, comme l'a si bien dit Christiane Taubira-Delannon, avec énormément de cœur et de conviction. C'est aussi, reconnaître que la présence des femmes dans la vie politique est nécessaire pour rendre celle-ci plus proche des Français.

Pour ma part, je crois profondément que l'expression de nos valeurs, que l'action politique sur le terrain, que le travail législatif ne pourront être qu'améliorés par l'apport des femmes : une plus grande sensibilité aux difficultés du quotidien, le sens de l'écoute, du dialogue, une méfiance, aussi, à l'égard de certains débats idéologiques, qualités qui ont été forgées par des siècles de combat journalier pour concilier vie professionnelle, publique ou privée, et vie familiale.

Aujourd'hui, il nous faut passer aux actes, dans le respect de nos valeurs républicaines.

Mme Frédérique Bredin. Bonne idée !

Mme le ministre délégué pour l'emploi. Ce qui fait notre tradition républicaine, ce qui distingue notre démocratie, c'est, outre la laïcité, l'égalité des citoyens et l'unité de la souveraineté. Ces principes ne seront pas remis en cause.

Mais passer aux actes, c'est aussi avoir un véritable souci d'efficacité. Il nous faut passer de l'affichage aux faits. Nous ne pouvons pas nous contenter d'un texte qui passerait aux oubliettes, ou nous satisfaire de déclarations sans lendemain.

M. Etienne Garnier. Très bien !

M. Eric Duboc. C'est ce que l'on attend. C'est bien !

Mme le ministre délégué pour l'emploi. Voilà pour répondre à M. Brunhes.

N'oublions pas, et répondant ainsi je vais peut-être déplaire à Mme Ségolène Royal,...

M. Eric Duboc et Mme Nicole Ameline. Ce n'est pas grave !

Mme le ministre délégué pour l'emploi. ... qui disait que nous blessions la République. N'oublions pas que, en 1993, à la fin de la législature socialiste, le groupe socialiste ne comptait que 5 % de femmes.

Mme Ségolène Royal. Et 30 % sur les listes !

Mme Roselyne Bachelot-Narquin. Vous avez quand même pris une grande claque aux élections !

Mme Frédérique Bredin. Faites aussi bien l'année prochaine !

Mme le ministre délégué pour l'emploi. Ces 5 %, c'était moins que l'UDC, 7 %, et que le RPR, 7,5 %.

Et comme l'a fait observer Roselyne Bachelot-Narquin, on sait aujourd'hui que l'affichage obtenu par la direction du PS, n'a été possible que grâce au faible nombre de sortants,...

Mme Frédérique Bredin. Qui s'accrochent à leur siège, c'est cela que vous voulez dire ?

Mme le ministre délégué pour l'emploi. ... et qu'il est majoritairement concentré sur des circonscriptions qui ne sont peut-être pas gagnées d'avance. Sur 160 femmes présentées, combien ont une réelle chance d'être élues ? Vingt, peut-être ?

Mme Frédérique Bredin. Faites aussi bien !

Mme le ministre délégué pour l'emploi. Madame Bredin, je ne pense pas que vous ayez de leçon à nous donner.

Mme Frédérique Bredin. Faites comme nous !

Mme le ministre délégué pour l'emploi. Vous n'avez rien fait, mesdames et messieurs les députés de l'opposition, pendant les deux septennats des gouvernements socialistes et communistes.

Mme Janine Jambu. Parlez des femmes, pas d'autre chose ! C'est de la politique politicienne, là !

Mme le ministre délégué pour l'emploi. Aujourd'hui, il faut qu'ensemble, nous nous donnions les moyens de réussir, et de réussir durablement.

Mme Frédérique Bredin. Avec une réforme bidon ?

Mme le ministre délégué pour l'emploi. Il y a deux conditions pour que nous parvenions à un nouvel équilibre. La première – et je rejoins les observations faites par plusieurs d'entre vous, Etienne Garnier, Christine Boutin, Henriette Martinez, M. Albertini, et j'en oublie sûrement – c'est la volonté des partis politiques.

Mme Frédérique Bredin. Ah ! On y vient.

Mme le ministre délégué pour l'emploi. Ce sont eux, bien sûr, qui, au premier chef, sont responsables de la place des femmes dans la vie politique.

Mme Ségolène Royal. Combien de circonscriptions pour elles au RPR et à l'UDF ?

Mme le ministre délégué pour l'emploi. C'est là que les choses, évidemment, doivent avancer, que l'inertie, les rigidités, doivent être combattues. Les pays scandinaves nous en ont donné l'exemple.

Mme Frédérique Bredin. C'est pour cela que vous nous parlez des régionales ?

Mme le ministre délégué pour l'emploi. La deuxième condition, et vous l'avez également rappelé, les uns et les autres, c'est bien évidemment l'action prioritaire sur le terrain : le mandat de maire est bien à la base de la pyramide politique.

M. Pierre Albertini. Exactement.

Mme le ministre délégué pour l'emploi. C'est dans les actions locales que se situe le principal enjeu.

Mme Ségolène Royal. Et au Parlement ? Et à l'Assemblée ?

Mme le ministre délégué pour l'emploi. Vouloir faciliter l'accès des femmes à la vie politique, cela signifie bien vouloir une participation équilibrée durable des hommes et des femmes dans la vie politique.

M. Eric Duboc. C'est logique !

Mme le ministre délégué pour l'emploi. Le Premier ministre a défini tout à l'heure une méthode et a énoncé sa préférence.

Mme Frédérique Bredin. Il nous a emmenés en l'an 3000 !

Mme le ministre délégué pour l'emploi. Il faut maintenant dégager les moyens d'atteindre l'objectif sur lequel tout le monde s'accorde, semble-t-il.

Une mauvaise orientation serait dramatique : le débat serait à nouveau enterré pour de nombreuses années. Nous devons éviter cela.

Les moyens sont multiples. L'Observatoire de la parité a eu le grand mérite d'en faire l'inventaire, des mesures volontaristes aux mesures d'accompagnement.

Les différents intervenants se sont exprimés sur les mesures possibles. Certains d'entre vous, comme Mme Nicole Catala, ont esquissé des voies un peu différentes, comme le droit international. D'autres ont décrit leur parcours et fait part de leurs réflexions, d'où ils sont partis et à quoi ils arrivent aujourd'hui. Le débat sur ce point-là a été riche, chacun s'est engagé avec toute sa sincérité en disant ce qu'il pensait des moyens à mettre en œuvre.

La position du Premier ministre est simple : pour lui, il faut impérativement faire émerger un consensus et, pour ce faire, il faut que le débat parlementaire ouvert aujourd'hui soit prolongé afin d'examiner l'ensemble des questions et de surmonter autant qu'il se peut les divergences d'approche. Sa préférence porte sur une modification de la Constitution pour instaurer des quotas temporaires dans les scrutins de liste.

M. Pierre Albertini. Il a très bien fait.

Mme Frédérique Bredin. Nicole Catala l'a dit, c'est là où l'efficacité de la réforme peut être immédiate, la solution étant, bien sûr, beaucoup plus difficile pour les scrutins uninominaux.

Mme Ségolène Royal. Voilà la majorité rassurée !

Mme le ministre délégué pour l'emploi. Le Premier ministre a souhaité une concertation en profondeur et dans la sérénité – je reprends ses termes. Mais, contrairement à ce que certains d'entre vous ont dit, il s'est fixé non seulement une méthode, mais aussi des délais : qu'avant l'été, des propositions nous permettent de donner aux femmes toute la place qui leur revient dans la République.

Mme Frédérique Bredin. Pour les législatives de 1998 ?

Mme le ministre délégué pour l'emploi. Ce débat est essentiel pour notre pays. Vous l'avez tous reconnu selon vos sensibilités et avec vos approches différentes. Au-delà de la place des femmes dans la vie publique – et je rejoins l'appel d'Adrien Zeller, d'Henriette Martinez, de Pierre Albertini et de bien d'autres – c'est toute la modernisation de notre vie politique qui est en cause...

Mme Ségolène Royal. Et l'Assemblée !

Mme le ministre délégué pour l'emploi. ... afin de permettre à de nouvelles générations d'hommes et de femmes de se mobiliser au service de la France. C'est vrai que la faible présence des femmes dans notre système politique est largement liée aux rigidités qui lui sont propres. Je n'en citerai que quelques-unes : prime au sortant, cumul des mandats et des fonctions qui freine évidemment le renouvellement du personnel politique,...

Mme Frédérique Bredin. Que comptez-vous faire ? Une loi sur le cumul des mandats ?

Mme le ministre délégué pour l'emploi. ... journée double pour l'élu, impératif de mobilité qui, pour une femme, signifie dans bien des cas une triple journée de travail, caractère aléatoire des mandats qui peut mettre en péril une vie professionnelle.

Vous avez les uns et les autres raison de vous interroger sur les moyens de cette modernisation de la vie politique en complément des décisions institutionnelles qui pourraient être prises. Que ce soit des problèmes de vocabulaire, de statut ou d'accompagnement des décisions des partis politiques, toutes ces modalités valent la peine d'être examinées. Revenons au cœur de la proposition du Premier ministre dont la volonté est bien que ce débat se poursuive au sein du Parlement afin que nous examinions l'ensemble des questions que nous avons posées ensemble, et, en particulier, les conditions d'une modification de la Constitution pour instaurer des quotas temporaires dans les scrutins de liste.

Mme Ségolène Royal. Rendez-vous dans cinquante ans !

Mme le ministre délégué pour l'emploi. Quelles que soient les réponses institutionnelles qui seront faites, je crois profondément que c'est l'engagement de chacun, des hommes et des femmes côte à côte, qui nous fera progresser vers un meilleur équilibre. Il y a un accord de tous pour que les femmes puissent accéder à la politique. Eh bien ! qu'au sein des partis, tous ceux qui ont une responsabilité dans l'élaboration de listes,...

Mme Frédérique Bredin. Le président du RPR, par exemple !

Mme le ministre délégué pour l'emploi. ... dans la nomination à des fonctions, tous ceux qui doivent choisir un suppléant, soutenir une candidature, fassent ce qu'ils disent et donnent leur chance aux femmes.

Mme Ségolène Royal. Absolument !

Mme le ministre délégué pour l'emploi. Pour ma part, et à l'appui du Premier ministre, j'appelle solennellement les unes et les autres à un engagement personnel et public.

Mme Frédérique Bredin. Dites-le à M. Juppé, si vous le voyez.

Mme le ministre délégué pour l'emploi. Je vous demande de répondre à son appel de bâtir une nouvelle démocratie pour l'an 2000 d'une manière volontaire et

concrète, chaque jour et à partir de maintenant. (*Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française et du Centre.*)

M. le président. Le débat est clos.

3

DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le président. J'ai reçu, le 11 mars 1997, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi relatif à l'enseignement, la formation et la sécurité dans les transports.

Ce projet de loi, n° 3413, est renvoyé à la commission de la production et des échanges, en application de l'article 83 du règlement.

J'ai reçu, le 11 mars 1997, transmis par M. le Premier ministre, un projet de loi autorisant la ratification de l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, agissant dans le cadre de l'Union européenne, d'une part, et la République de Slovénie, d'autre part.

Ce projet de loi, n° 3414, est renvoyé à la commission de la production et des échanges, en application de l'article 83 du règlement.

4

DÉPÔT D'UNE PROPOSITION DE RÉSOLUTION

M. le président. J'ai reçu, le 11 mars 1997, de M. Alain Bocquet et plusieurs de ses collègues une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'industrie automobile.

Cette proposition de résolution, n° 3416, est renvoyée à la commission de la production et des échanges, en application de l'article 83 du règlement.

5

DÉPÔT D'UN RAPPORT

M. le président. J'ai reçu, le 11 mars 1997, de M. Michel Berson, un rapport, n° 3417, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur la proposition de loi relative à une publication objective des statistiques du chômage et à l'inscription des demandeurs d'emploi (n° 3398).

6

ORDRE DU JOUR

M. le président. Mercredi 12 mars 1997, à quinze heures, séance publique :

Questions au Gouvernement ;

Discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi, n° 3235, renforçant la protection des personnes surendettées en cas de saisie immobilière :

M. Jérôme Bignon, rapporteur au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (rapport n° 3330) ;

Discussion de la proposition de loi, n° 469, de Mme Nicole Catala relative à la responsabilité du fait des produits défectueux :

M. Xavier Beck, rapporteur au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (rapport n° 3411).

La séance est levée.

(La séance est levée à vingt heures cinquante.)

*Le Directeur du service du compte rendu intégral
de l'Assemblée nationale,
JEAN PINCHOT*

ORDRE DU JOUR ÉTABLI EN CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

(Réunion du mardi 11 mars 1997)

L'ordre du jour des séances que l'Assemblée tiendra jusqu'au jeudi 27 mars 1997 inclus a été ainsi fixé :

Mardi 11 mars 1997 :

Le matin, à 10 h 30 :

Questions orales sans débat.

L'après-midi, à 15 heures, après les questions au Gouvernement :

Déclaration du Gouvernement sur la place des femmes dans la vie publique et débat sur cette déclaration.

(Cette séance pourra être prolongée, s'il y a lieu, jusqu'à 21 h 30.)

Mercredi 12 mars 1997 :

L'après-midi, à 15 heures, après les questions au Gouvernement :

Discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi renforçant la protection des personnes surendettées en cas de saisie immobilière (n°s 3235 et 3330).

Discussion de la proposition de loi relative à la responsabilité du fait des produits défectueux (n°s 469 et 3411).

Jeudi 13 mars 1997 :

Le matin, à 9 heures :

Discussion de la proposition de loi relative à une publication objective des statistiques du chômage et à l'inscription des demandeurs d'emploi (n° 3398).

(Séance mensuelle réservée à un ordre du jour fixé par l'Assemblée, en application de l'article 48, alinéa 3, de la Constitution.)

L'après-midi, à 15 heures :

Suite de la discussion de la proposition de loi relative à la responsabilité du fait des produits défectueux (n°s 469 et 3411).

Discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative aux conditions d'éligibilité pour les élections aux caisses d'assurance vieillesse des professions artisanales, industrielles et commerciales (n°s 3337 et 3383).

Discussion de la proposition de loi organique tendant à instituer quatre impôts cédulaires afin de financer le régime de protection sociale généralisée en Polynésie française (n°s 3110 et 3379).

Mardi 18 mars 1997 :

Le matin, à 10 h 30 :

Questions orales sans débat.

L'après-midi, à 15 heures, après les questions au Gouvernement :

Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions statutaires relatives au corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel (n° 3381).

Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 3378).

Mercredi 19 mars 1997, le matin, à 9 heures, et l'après-midi, à 15 heures, après les questions au Gouvernement :

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 3378).

(Les séances du mardi 18 et du mercredi 19 mars pourront être prolongées, s'il y a lieu, jusqu'à 21 h 30.)

Jeudi 20 mars 1997 :

Le matin, à 9 heures :

Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi portant transposition dans le code de la propriété intellectuelle des directives du Conseil des Communautés européennes 93/83 du 27 septembre 1993 et 93/98 du 29 octobre 1993 (n°s 3261 et 3329).

Eventuellement, suite de la discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (n° 3378).

L'après-midi, à 15 heures :

Discussion du projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (ensemble un échange de lettres) (n°s 2973 et 3303).

Discussion du projet de loi autorisant la ratification de l'accord euroméditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part (n°s 3293 et 3376).

Discussion du projet de loi autorisant la ratification de l'accord euroméditerranéen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Etat d'Israël, d'autre part (n°s 2974 et 3375).

Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de l'accord du 18 mars 1993 modifiant l'accord du 3 août 1959, modifié par les accords du 21 octobre 1971 et du 18 mai 1981, complétant la convention entre les Etats parties au traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, en ce qui concerne les forces stationnées en République fédérale d'Allemagne (n°s 3055, 3304 et 3308).

Discussion du projet de loi modifiant le code civil pour l'adapter aux stipulations de la convention de La Haye sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux et organiser la publicité du changement de régime matrimonial obtenu par application d'une loi étrangère (n° 2513 rect.).

Discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi modifiant les articles 54, 62, 63 et 66-5 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques (n°s 3336 et 3410).

Discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, consacrant le placement sous surveillance électronique comme modalité d'exécution des peines privatives de liberté (n°s 3050 et 3405).

Mardi 25 mars 1997 :

Le matin, à 10 h 30 :

Questions orales sans débat.

L'après-midi, à 15 heures, après les questions au Gouvernement :

Eventuellement, discussion, sur rapport de la commission mixte paritaire, du projet de loi portant diverses dispositions relatives à l'immigration.

Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi relatif à l'amélioration des relations entre les administrations et le public (n° 3395).

Discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à harmoniser les règles applicables aux districts et aux communautés de communes pour la représentation au sein de syndicats de communes (n° 3318).

Mercredi 26 mars 1997, le matin, à 9 heures, et l'après-midi, à 15 heures, après les questions au Gouvernement :

Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi portant réforme du service national (n° 3412).

Jeudi 27 mars 1997 :

Le matin, à 9 heures :

Discussion de la proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à organiser la lutte contre les termites (n° 3319).

Discussion, sous réserve de son adoption par le Sénat, de la proposition de loi tendant à reporter temporairement le renouvellement de quatre membres du Conseil supérieur des Français de l'étranger élus dans la circonscription d'Algérie.

L'après-midi, à 15 heures :

Discussion du projet de loi, adopté par le Sénat, portant extension partielle et adaptation du code minier aux départements d'outre-mer (n° 3399).

NOTIFICATION DE L'ADOPTION DÉFINITIVE DE PROPOSITIONS D'ACTES COMMUNAUTAIRES

Il résulte de lettres de M. le Premier ministre en date du 10 mars 1997 qu'ont été adoptées définitivement par les instances communautaires, le 3 mars 1997, les propositions d'actes communautaires suivantes :

N° E 468 (COM [95] 297 final). – Proposition de règlement (CE) du Conseil relatif aux actions dans le domaine de « l'aide aux populations déracinées (réfugiés, personnes déplacées et rapatriées) dans les PVD-ALA ».

N° E 517 (COM [95] 336 final). – Proposition de décision du Conseil modifiant la décision du 4 avril 1978 sur l'application des lignes directrices dans le domaine des crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public.

N° E 756 (COM [96] 563 final). – Proposition de règlement (CE) du Conseil prévoyant l'admission en exonération des droits pour certains principes actifs portant « une dénomination commune internationale » (DCI) de l'Organisation mondiale de la santé et certains produits utilisés pour la fabrication de produits pharmaceutiques finis ainsi que la suppression de l'exonération des droits réservés aux produits pharmaceutiques pour certains DCI dont l'utilisation prédominante n'est pas pharmaceutique.

N° E 771 (SEC [96] 2360 final). – Propositions de décision du Conseil concernant la conclusion de certains accords entre la Communauté européenne et certains pays tiers sur le commerce des produits textiles (Égypte, Malte, Maroc, Tunisie).

N° E 784 (SEC [96] 2361 final). – Propositions de décision du Conseil concernant la conclusion de certains accords entre la Communauté européenne et certains pays tiers sur le commerce des produits textiles (Égypte, Malte, Maroc, Tunisie).

Il résulte d'une lettre de M. le Premier ministre qu'a été adoptée définitivement par les instances communautaires la proposition d'acte communautaire suivante :

COMMUNICATION DU 6 MARS 1997

N° E 248 (COM [93] 575 final). – Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement (Décision du Conseil du 3 mars 1997).

NOTIFICATION DE L'ADOPTION PARTIELLE D'UNE PROPOSITION D'ACTE COMMUNAUTAIRE

Il résulte d'une lettre de M. le Premier ministre en date du 10 mars 1997 qu'a été adoptée définitivement par les instances communautaires, le 3 mars 1997, l'article 1^{er}, point b, de la proposition d'acte communautaire n° E 746 (COM [96] 585 final modifiant le règlement CEE n° 2377/90 établissant une procédure communautaire pour la fixation des limites maximales de résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments d'origine animale ».

ANNEXE

Questions écrites auxquelles une réponse écrite doit être apportée au plus tard le jeudi 20 mars 1997

Nos 35340 de M. Jean-Jacques Filleul ; 36761 de M. Gérard Menuel ; 38478 de M. Arnaud Lepercq ; 41116 de M. Jean-Louis Masson ; 41838 de M. Charles Cova ; 42788 de M. Jean-Jacques Delvaux ; 43654 de M. Yves Van Haecke ; 44598 de M. Rémy Auchédé ; 44817 de M. Claude Birraux ; 45363 de M. Claude Birraux ; 45376 de M. Jean-Claude Lenoir ; 45409 de M. Jean-Pierre Chevènement ; 45707 de M. Denis Jacquat ; 45755 de M. Pierre Delmar ; 45795 de M. Denis Jacquat ; 45807 de M. Léonce Deprez ; 46192 de M. Rémy Auchédé ; 46719 de M. Jean-Louis Borloo ; 46837 de M. Louis Le Penec ; 46860 de M. Jacques Guyard ; 46867 de M. Jean-Claude Beauchaud.

QUESTIONS ORALES

Pollution et nuisances (boues – épandage – réglementation)

1410. – 12 mars 1997. – **M. Jean-Louis Masson** attire l'attention de **Mme le ministre de l'environnement** sur le fait que des quantités importantes de boues provenant de stations d'épuration sont l'objet d'un épandage massif sur les terres agricoles en Moselle. Beaucoup de ces boues sont d'ailleurs importées d'Allemagne. En outre, d'autres agriculteurs procèdent eux à l'épandage de résidus provenant d'usines de pâte à papier. Dans l'un et l'autre cas, il apparaît qu'aucun véritable contrôle quantitatif (quantité de résidus par hectare de terres) n'est effectué. Il y a donc là un énorme risque. Tout d'abord un risque de pollution des nappes d'eau souterraines en raison de l'épandage massif qui empêche un véritable filtrage par les terrains et ensuite, un risque de contamination de la production agricole par les produits chimiques contenus dans les boues d'épuration ou dans les résidus de papeterie. L'importance des boues d'épuration ou de résidus de papeterie déversés par endroits transforme certains champs en véritables décharges horizontales, or il n'y a pratiquement aucun contrôle des quantités déversées par hectare et les risques de pollution sont d'autant plus réels que les sommes payées aux agriculteurs par les épandeurs sont considérables. Il lui demande si elle envisage d'édicter des dispositions strictes afin de réglementer les quantités de résidus et de boues que l'on peut répandre par hectare si elle ne pense pas qu'il faudrait imposer au préalable des analyses chimiques et biologiques des sols afin de vérifier qu'il n'y a aucun risque pour le réseau hydrographique superficiel ou souterrain.

Permis de conduire (inspecteurs – revendications)

1411. – 12 mars 1997. – **M. Rémy Auchédé** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme** sur la situation des inspecteurs du permis de conduire et de la sécurité routière. Ces fonctionnaires doivent en permanence utiliser leur véhicule personnel pour les nécessités du service. Or, les indemnités qui leur sont versées couvrent à peine la moitié du coût réel d'utilisation de ce véhicule. Ces agents demandent un réel engagement à négocier avec leurs représentants les modalités d'une juste indemnisation des charges liées à leur profession. Il demande en outre ce que le Gouvernement entend faire pour améliorer les conditions d'accueil, dans les centres, pour les personnes qui viennent passer leur permis de conduire.

DOM (Guadeloupe : mutualité sociale agricole – retraites – montant des pensions)

1412. – 12 mars 1997. – **M. Ernest Moutoussamy** attire l'attention de **M. le ministre du travail et des affaires sociales** sur le régime de protection sociale et de retraite des agriculteurs des départements d'outre-mer. Pour prendre le cas de la Guadeloupe, les agriculteurs, qui sont exclus du bénéfice de plusieurs prestations et avantages tels le droit au logement social et l'allocation

tion-logement, sont de plus en plus inquiets pour leur retraite. A l'assurance vieillesse agricole (AVA) dont le montant moyen dépasse à peine 3 000 francs par trimestre, les retraités agricoles de ces deux dernières décennies ont l'ultime chance de pouvoir ajouter la retraite de salarié du fait de l'existence à l'époque d'une forte agriculture cannière fondée sur le salariat. Mais actuellement tous ceux qui arrivent à l'âge de la retraite ne peuvent prétendre qu'à l'assurance vieillesse agricole qui demeure outrageusement réduite du fait de la superficie des exploitations cultivées. C'est donc pour eux un véritable cauchemar. Il lui demande de lui faire part de son appréciation de la présente situation et des moyens que le Gouvernement envisage de mettre en œuvre pour que ces retraités puissent vivre décemment.

*Environnement
(protection – réchauffement de la planète –
négociations internationales – attitude de la France)*

1413. – 12 mars 1997. – **M. Michel Destot** appelle l'attention de **Mme le ministre de l'environnement** sur les négociations internationales visant à stopper le réchauffement de la planète. Suite à la convention de Rio du 22 juin 1992, la communauté internationale s'est à nouveau engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre en préparant pour la conférence de Kyoto de décembre 1997 un document obligeant les pays industrialisés à respecter des objectifs chiffrés plus contraignants, assortis d'un calendrier. Cette démarche doit être soutenue et encouragée par la France qui devrait profiter de sa position dans l'Union européenne pour tirer vers l'avant les négociations avec ses partenaires. Or au lieu de reprendre l'initiative, la France se trouve à la traîne des discussions et campe sur une position d'attentisme. Ainsi, si les Quinze viennent de se mettre d'accord au début du mois sur une réduction en moyenne de 10 % de ses émissions d'un « panier » de gaz polluants, la France a fait reculer l'échéance de cinq ans jusqu'en 2010 et s'est seulement engagée à stabiliser ses propres émissions. Certes, le parc français des centrales nucléaires fait de nous de faibles producteurs de dioxyde de carbone, mais il lui demande pourquoi ne pas profiter de cette occasion pour amorcer enfin en France le virage attendu d'une politique des transports ambitieuse par le développement des infrastructures ferroviaires et des transports collectifs urbains.

*Poids et mesures
(Testut – emploi et activité – Béthune)*

1414. – 12 mars 1997. – **M. Bernard Seux** attire l'attention de **M. le ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications** sur les difficultés de la société Testut de Béthune et sur l'avenir du pesage en France. La mauvaise conjoncture économique générale en France, associée à des difficultés sectorielles (crise de la « vache folle », gel des ouvertures de grandes surfaces) ont mené l'activité du pesage à une forte régression en 1996. Les marchés publics ou semi-publics (poste, douanes) sont eux aussi en baisse. Le groupe Testut prévoit 32 licenciements à Béthune pour réduire ses coûts de production, malgré ses promesses. Une convention lie en effet le groupe Testut et la ville de Béthune depuis 1993. En contrepartie d'une aide financière publique (8 millions de francs) la direction de Testut promettrait 265 emplois. Ils ne dépasseront jamais les 200. Il lui demande d'intervenir avec vigueur pour le maintien des emplois et pour garantir l'avenir des entreprises de pesage en France.

*Produits dangereux
(amiante – utilisation – conséquences –
ateliers de maintenance du RER)*

1415. – 12 mars 1997. – **M. Jean-Marc Salinier** attire l'attention de **M. le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme** sur la situation des travailleurs de l'atelier de maintenance des trains de la ligne B du RER situé à Massy. Un rapport du bureau d'étude Contrôle et prévention diligenté par la direction de la RATP signale la présence d'amiante dans les ateliers. Cette étude révèle sur certains postes une présence d'amiante supérieure aux normes autorisées. Ce rapport, connu de la direction de l'atelier depuis le 30 décembre 1996, n'a été porté à la connaissance des travailleurs de l'atelier que deux mois après et de façon partielle. Cette attitude de la direction de l'atelier suscite à juste titre une forte inquiétude des travailleurs qui ont mis en œuvre leur droit de retrait du 28 février au 4 mars dernier puis se

sont mis en grève. Si des mesures semblent avoir été prises pour protéger certains travailleurs, en revanche le flou demeure pour le plus grand nombre d'entre eux qui ne savent pas si leur poste est exposé et s'ils ont été amenés à inhaler des fibres depuis plusieurs années. Un entretien avec la médecine du travail n'a pas apporté les réponses satisfaisantes aux questions qu'ils se posent. C'est pourquoi il lui demande de lui dire ce qu'il entend faire pour que la direction de la RATP informe correctement les travailleurs de ce dépôt, ainsi d'ailleurs que ceux de l'ensemble des ateliers de maintenance du RER de la région parisienne sur la présence d'amiante sur leur lieu de travail. Il lui demande d'intervenir pour que la RATP prenne des mesures afin de protéger l'ensemble des travailleurs des ateliers et prenne en compte dans la rémunération des travailleurs, et dans l'organisation de leur travail, la pénibilité liée à l'utilisation des protections. Il souhaite enfin que soit établi un calendrier précis, avec rapport d'étapes, des opérations de désamiantage des matériels du RER et des locaux d'entretien des rames.

*Environnement
(politique de l'environnement –
ligne électrique transpyrénéenne – tracé)*

1416. – 12 mars 1997. – **M. Jean-Louis Idiart** rappelle à **Mme le ministre de l'environnement** que lors du sommet franco-espagnol qui s'est tenu à Marseille le 5 novembre 1996, M. le Président de la République a souhaité rassurer le chef du gouvernement espagnol en déclarant que « des propositions françaises acceptables pour les Espagnols seraient présentées avant la fin de l'année 1996 concernant le projet de ligne électrique transpyrénéenne ». Cette ligne très haute tension, refusée par les Haut-Pyrénéens du Val Louron avec le soutien personnel de M. le Premier ministre, devrait, pour des raisons techniques et financières invoquées par EDF, passer nécessairement par les Pyrénées centrales. EDF ne cache pas que des études de faisabilité ont été menées de chaque côté de la frontière pour une connexion entre le poste haut-garonnais de Cazaril et celui d'Aragon. En réalité, les tracés possibles ne sont pas très nombreux dans ce secteur. Après l'inscription de Gavarnie au registre des grands sites, le Val d'Aran et la haute vallée de la Garonne apparaissent de plus en plus comme le site d'implantation possible. Les élus locaux et l'ensemble de la population ne l'accepteront pas. Ils invoquent, à juste titre, les mêmes arguments que ceux qui ont permis à leurs voisins du Val Louron d'écartier ce projet. La ligne très haute tension à cet endroit aurait des effets désastreux sur le développement local basé sur l'environnement et le tourisme. L'année 1997 est largement entamée ; il est temps que la plus grande transparence soit faite sur ce dossier. Il souhaiterait donc connaître les informations dont elle dispose aujourd'hui sur les solutions techniques retenues par EDF et sur le site d'implantation de cette ligne très haute tension. Il lui demande par ailleurs si elle pense que cette implantation est compatible avec l'expérience de réintroduction de l'ours menée sur ce même secteur et largement financée par l'Etat et la Communauté européenne, programme particulièrement soutenu par son prédécesseur.

*Emploi
(entreprises d'insertion –
agrément – réglementation)*

1417. – 12 mars 1997. – **M. Jean-Pierre Michel** appelle l'attention de **M. le ministre du travail et des affaires sociales** sur la situation des associations intermédiaires auxquelles on refuse l'agrément qualité au motif que les personnes embauchées rencontrant des difficultés particulières d'insertion ou de réinsertion, ne peuvent répondre aux critères exigés pour l'obtention de l'agrément qualité qui concerne des populations fragilisées telles que les personnes âgées, handicapées ou dépendantes. Outre que ce motif est insultant pour les « salariés » de ces associations qui sont tous en grande difficulté et subissent une formation adéquate, il méconnaît profondément la réalité sociale. En effet, si certaines de ces personnes ont plus de trois ans d'ancienneté dans les associations, c'est qu'elles n'ont pu trouver aucun débouché valable dans le secteur marchand, compte tenu du marché de l'emploi. C'est d'ailleurs une des raisons, au sein de ces associations, de la création d'un « service emplois familiaux ». Ces personnes donnent d'ailleurs entière satisfaction. Par ailleurs, on peut relever que l'agrément qualité a été donné à des associations en voie de création et en service mandataire. L'association « Héricourt Multi-Services »

fonctionne depuis 1988, et a été créée à la suite de trois cents licenciements dans le secteur textile : elle permet de fournir du travail à douze équivalents temps plein dans les emplois familiaux. Si la décision de ne pas accorder l'agrément qualité était maintenue, l'association devrait cesser de fonctionner, ce qui constituerait une mesure grave de conséquences sur le plan humain et social. C'est pourquoi il lui demande de revoir cette position injuste et contraire à la lutte pour l'emploi qui doit impliquer les collectivités locales, si l'État ne leur en retire pas les moyens.

Poste
(courrier – acheminement et distribution –
délais – respect)

1418. – 12 mars 1997. – **M. Jean Urbaniak** appelle l'attention de **M. le ministre de l'industrie, de la poste et des télécommunications** sur la nécessité de préserver la mission de service public dont La Poste se trouve investie en matière de transport et de distribution du courrier. La volonté d'ouverture de l'établissement public aux exigences du marché concurrentiel des services proposés aux professionnels a conduit La Poste à accroître considérablement son activité dans le domaine de la diffusion de journaux et d'imprimés publicitaires. Devant l'augmentation du volume des publications à caractère commercial acheminées au domicile des particuliers par les services de La Poste, les usagers craignent que la distribution normale du courrier n'ait à souffrir de retard en raison de la surcharge de travail des personnels. Il lui demande en conséquence de bien vouloir lui préciser les mesures qu'il envisage de prendre pour que la logique commerciale qui caractérise le développement des activités de La Poste ne s'opère pas au détriment de l'objectif de service public qui lui est dévolu conformément au contrat de plan signé avec l'État.

Voirie
(ouvrages d'art – pont d'Eschau –
construction – délais – Bas-Rhin)

1419. – 12 mars 1997. – **M. Harry Lapp** souhaite attirer l'attention de **M. le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme** sur une importante infrastructure qui intéresse au plus haut point Strasbourg et sa communauté urbaine : c'est la réalisation du deuxième pont sur le Rhin, au sud de l'agglomération, devant relier les rives d'Altenheim en Allemagne et Eschau en France. Cet ouvrage est un maillon indispensable des relations franco-allemandes. Il doit permettre une meilleure desserte de l'agglomération strasbourgeoise et un trafic plus fluide entre le Bade-Württemberg et le Bas-Rhin dans le cadre de l'Europe rhénane. Le traité franco-allemand concernant le deuxième pont sur le Rhin a été signé le 6 juin 1996 par le chef de l'État et le chancelier allemand. La déclaration d'utilité publique (DUP) a été ordonnée, le même jour, du côté français. Sur le plan financier, le coût global de cette infrastructure est estimé à 246 millions dont 180 pour notre pays. Cette somme est inscrite au contrat triennal de Strasbourg ville européenne. Pour le département du Bas-Rhin et la région Alsace, cofinanceurs du projet à hauteur de 50 % avec l'État, la réalisation de cet ouvrage constitue une réelle priorité. Or le traité franco-allemand n'a pas encore été soumis au Parlement. Cette ratification est pourtant urgente et tout retard préjudiciable. Il est indispensable que le maître d'œuvre de l'ouvrage, la DDF du Bas-Rhin, puisse rapidement lancer l'appel d'offres et que les premiers travaux soient engagés dans les meilleurs délais. Il lui demande dans quel délai le Parlement sera saisi pour ratification du projet de traité franco-allemand et s'il pouvait également lui préciser l'état d'avancement et le calendrier des autres procédures : l'enquête parcellaire, l'enquête dans le cadre de la loi sur l'eau, le lancement de la DUP et la ratification du traité du côté allemand.

Environnement
(protection – bunkers – destruction –
perspectives – Camiers)

1420. – 12 mars 1997. – **M. Léonce Deprez** attire l'attention de **M. le ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration** sur l'effet désastreux provoqué par la médiatisation des images du littoral du Pas-de-Calais encore marqué par les vestiges des blockhaus de la dernière guerre 39-45. Les espaces dunaires de Saint-Gabriel, sur le territoire de la commune de Camiers, ont été le cadre tragique de l'assassinat de quatre jeunes

filles, événement qui a bouleversé toute la France. Le spectacle désolant d'un énorme blockhaus, stigmate de la dernière guerre mondiale, entouré de barbelés est apparu à la France entière. Pour effacer les traces de ce drame et pour répondre à la demande de la municipalité de Camiers désireuse de mettre en valeur l'atout de son littoral, constitué par les plages de Sainte-Cécile et de Saint-Gabriel, il lui demande s'il ne serait pas justifié que le Gouvernement affecte un crédit exceptionnel à la revalorisation de ces espaces littoraux qui portent encore la marque de la dernière guerre en vue de faire disparaître ces blockhaus dans un but de sécurité publique.

Pollution et nuisances
(bruit – lutte en prévention –
stand de tir Desaix – transfert – perspectives – Strasbourg)

1421. – 12 mars 1997. – **M. Marc Reymann** attire l'attention de sur la nécessité de déplacer le stand de tir Desaix situé sur le ban communal de Strasbourg. Depuis de nombreuses années, les riverains se plaignent des importantes nuisances sonores occasionnées par le stand de tir implanté à une centaine de mètres du pont de l'Europe, à côté de nombreux immeubles d'habitation. En réponse à une question écrite qu'il avait posée en date du 25 mai 1987, le ministre de la défense de l'époque s'était déclaré favorable au transfert de ces installations, dans le cadre d'un échange avec les collectivités locales. La réforme de l'armée, avec les restructurations des unités, devrait permettre de répondre enfin à la légitime demande des habitants. Il lui demande où en sont les négociations concernant le choix d'un nouvel emplacement.

Impôt sur le revenu
(politique fiscale – investissements immobiliers locatifs neufs –
associés de SCI – réduction d'impôt)

1422. – 12 mars 1997. – Le Gouvernement, sous l'impulsion de M. le ministre délégué au logement, mène une politique active en faveur du logement et de l'habitat. Ainsi, la loi Périssol, les prêts à taux zéro ont-ils, entre autres, redonné un coup de fouet à un secteur en crise et la mise en chantier de nouveaux logements retrouve enfin une courbe ascendante. Nombre de nos concitoyens investissent dans des immeubles anciens afin de les restaurer et de les remettre sur le marché locatif. A cet effet, les particuliers peuvent bénéficier des avantages de la loi Méhaignerie ou de la loi Périssol. De même les sociétés civiles immobilières (SCI) peuvent également se prévaloir des mesures de la loi Périssol. Cependant, il s'avère que ces mêmes SCI ne se voient pas reconnoître le droit au bénéfice de la loi Méhaignerie. Ainsi, récemment, dans le département de la Sarthe, deux personnes forment une SCI pour acquérir et rénover en totalité un immeuble vétuste, avec l'aide de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat. Or l'administration fiscale, se basant sur une doctrine ancienne, estime que ces travaux, ayant touché les sols et les structures de l'immeuble, ne peuvent être considérés comme de l'amélioration ou de la rénovation mais doivent être assimilés à de la reconstruction, excluant par là même les dépenses engagées par la SCI des charges déductibles. Dès lors, si l'on admet que ces travaux sont considérés comme du neuf et n'ouvrent pas droit à la déduction prévue par l'article 31-1-1^{er} du code général des impôts mais soumettent ces dépenses à la TVA conformément à l'article 257-7 du code général des impôts, la SCI devrait pouvoir bénéficier des avantages de la loi Méhaignerie afin que les associés puissent déduire de leurs revenus fonciers les travaux engagés. En effet, la SCI, personnalité juridique, n'est pas directement imposée, mais l'impôt correspondant aux revenus fonciers produits par elle est imposé entre les mains de chaque associé qui, dès lors, a bien la qualité de contribuable au sens du 1^{er} alinéa de l'article 199 *nonies* du code général des impôts et doit pouvoir bénéficier des dispositions de cet article. De plus en plus régulièrement les juridictions administratives prennent des décisions favorables aux associés de SCI qui sollicitent le bénéfice de la loi Méhaignerie. Aussi **M. Pierre Hellier** demande-t-il à **M. le ministre de l'économie et des finances** de bien vouloir lui indiquer s'il envisage de prendre des mesures permettant effectivement aux associés de SCI de bénéficier de la loi Méhaignerie.

Enseignement supérieur
(professions médicales – étudiants en médecine –
numerus clausus – Brest)

1426. – 12 mars 1997. – **M. André Angot** appelle l'attention de **M. le secrétaire d'État à la santé et à la sécurité sociale** sur la demande de révision du nombre d'étudiants autorisés à poursuivre

leurs études en seconde année de médecine à la faculté de Brest. Le *numerus clausus* de cette faculté est le dernier en France : pour l'année universitaire 1996-1997, 60 étudiants ont été admis à poursuivre leur cycle. Il lui rappelle qu'en 1994 le *numerus clausus* de Brest était resté inchangé par rapport à 1993 alors qu'il avait augmenté de 70 places au niveau national. Ces 70 places ont été réparties entre toutes les UFR à l'exception de Brest, Limoges et Paris-Ouest. Sur le plan géographique, la faculté de médecine de Brest est celle, en France, qui est la plus éloignée de sa plus proche voisine : Rennes se situe à 250 kilomètres, Nantes à 300 kilomètres. Par ailleurs, la population de la Bretagne représente 4,91 % de la population française. Pour respecter les moyennes, la Bretagne devrait donc bénéficier de 176 places. Or, le nombre d'étudiants admis en deuxième année en 1996 était de 148 : 60 à Brest, 88 à Rennes. La Bretagne enregistre donc un déficit de 15,7 % des capacités de formation par rapport à sa population. Le *numerus clausus* régional correspond à un taux de 5,2 étudiants pour 100 000 habitants, alors que le taux moyen national est de 6,2 étudiants. Ainsi, la Bretagne se retrouve en quatorzième position des régions françaises. Compte tenu de ces chiffres, et en dépit des dispositions légales, les jeunes bacheliers originaires et habitants en Bretagne ne bénéficient pas de la même égalité d'accès aux études médicales dans leur académie d'origine que les habitants des autres régions. Il lui indique que les différentes instances universitaires et hospitalières de Brest ont voté, à l'unanimité, cela pour la troisième année consécutive, une motion sollicitant son autorisation afin de relever le *numerus clausus* de la faculté de 60 à 80. Aussi lui demande-t-il de bien vouloir lui indiquer s'il envisage de modifier le *numerus clausus* de la faculté de médecine de Brest, afin de rétablir l'égalité d'accès aux études médicales de tous les étudiants sur le plan national.

Santé publique
(alcoolisme – loi n° 91-32 du 10 janvier 1991 –
application – conséquences –
associations – financement)

1424. – 12 mars 1997. – **M. René Couveinhes** appelle l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur l'importance, pour la survie des petites communes de nos zones rurales, de l'organisation de fêtes ou kermesses à l'occasion de la commémoration d'événements annuels tels la fête du saint patron de la ville, le 14 juillet ou le 15 août, ou d'une manifestation associative, festival de musique, de danse... L'article L 48 du code des débits de boissons n'autorise en effet l'ouverture de buvettes temporaires qu'à l'occasion de manifestations publiques à caractère exceptionnel, foires, fêtes ou ventes publiques. Ces dispositions étant interprétées très strictement, de nombreuses manifestations à l'initiative d'associations locales n'obtiennent pas l'autorisation d'ouvrir une buvette. Or cet état de fait pèse très lourdement sur le financement de telles festivités locales, d'autant qu'en zone rurale les budgets associatifs communaux sont réduits. En conséquence, de plus en plus de municipalités décident, faute de moyens, de renoncer à leur fête annuelle ou n'encouragent pas les initiatives locales. Cette situation conduit petit à petit à la mort de nos villages et à la disparition de nos traditions. Par ailleurs, si les motifs de santé publique sur lesquels se fonde l'article L 48 et son interprétation restrictive sont importants, l'interdiction quasi systématique de l'ouverture de buvette temporaire n'est peut-être pas le meilleur moyen d'en obtenir le respect. On constate en effet que l'absence de buvette temporaire ne conduit pas à l'absence de consommation d'alcool dans ces fêtes ou kermesses. De nombreuses personnes achètent ainsi en prévision de la fête de l'alcool en grandes surfaces à un prix très souvent trois à cinq fois moins cher que si elle l'avaient acheté à la buvette municipale. S'agissant également de l'argument souvent avancé de la concurrence déloyale que feraient subir ces buvettes temporaires aux cafés locaux, il convient là encore de rappeler, d'une part, que dans de nombreuses petites communes, il n'y a plus de café du fait du seuil des 1 000 habitants. D'autre part, l'organisation d'une telle fête entraîne vers le village un afflux de monde qui bénéficie aussi aux commerçants de la commune. Enfin, il est nécessaire de souligner que les dispositions du code des débits de boissons concernant l'ouverture occasionnelle de buvette à l'occasion de certaines festivités ne sont pas appliquées sur l'ensemble du territoire de la même façon et qu'ainsi les élus locaux et présidents d'association sont tributaires du pouvoir d'appréciation des préfets dans ces affaires. Ainsi, alors que dans le département de l'Hérault il est très difficile d'obtenir une autorisation d'ouverture de buvette et pour une durée ne dépassant pas les 2 heures du matin, les communes du département voisin du

Gard bénéficient elles d'un plus grand nombre d'autorisations et pour des périodes horaires beaucoup plus larges. La nécessité de revoir ces dispositions légales apparaît donc aujourd'hui évidente. Le Gouvernement l'a d'ailleurs récemment reconnu en augmentant le nombre d'autorisations dont peuvent bénéficier les associations sportives en ce domaine. Il pourrait être intéressant d'appliquer le même type de dispositions aux associations à but culturel et éducatif. Il lui demande quelles mesures il entend prendre afin de permettre la survie de nos fêtes de village.

Matériel médico-chirurgical
(prothésistes dentaires –
formation professionnelle – réglementation)

1425. – 12 mars 1997. – **M. Christian Daniel** appelle l'attention de **M. le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat** sur la situation préoccupante des prothésistes dentaires. Il lui rappelle en effet que les prothésistes dentaires sont tenus d'appliquer la directive européenne 93/42 transcrite en droit français par la loi n° 94-43 du 18 janvier 1994 et le décret d'application du 16 mars 1995 et que la capacité des prothésistes dentaires a fait l'objet d'une résolution du Parlement européen n° A2-98/87 du 18 septembre 1987 établissant le niveau de formation de niveau III. Aussi, si le niveau IV n'était pas retenu, d'une part, les nouvelles filières de formation BM rénové BTM n'auraient plus de raison d'exister, d'autre part, la réglementation n'offrirait pas aux patients consommateurs toutes les garanties sanitaires requises. De plus, il semble indispensable de prendre en compte l'avis du Conseil national de la consommation du 14 décembre 1994 qui définit, entre autres, les capacités requises des prothésistes dentaires. C'est la raison pour laquelle il lui demande de retenir dans le décret d'application concernant les prothésistes dentaires le seul niveau IV, tout en considérant que ce niveau n'est pas restrictif quant à l'emploi mais au contraire le valorise et l'amplifie. Adopter un niveau inférieur au niveau IV favoriserait les officines d'importation qui pénalisent déjà fortement l'emploi, l'intérêt des consommateurs, et celui des organismes de remboursement. Il s'agirait en l'occurrence d'un grave retour en arrière.

Grande distribution
(autorisations d'ouverture –
réglementation – zones franches – Roubaix)

1426. – 12 mars 1997. – **M. Patrick Delnatte** appelle l'attention de **M. le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce et de l'artisanat** sur la réforme en date du 5 juillet 1996 de la loi du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat, relative au régime d'autorisation préalable des commerces de détail. Cette réforme traduit la volonté du Gouvernement de mieux maîtriser l'évolution de l'équipement commercial et de mieux prendre en compte les aspects et l'impact des projets examinés notamment en termes d'emploi et d'aménagement du territoire. La loi instaure une dérogation au bénéfice des ZAC (zones d'aménagement concerté) situées dans des centres urbains. La notion d'ensemble commercial ne s'y applique pas et les surfaces de vente sont donc à considérer magasin par magasin. Ainsi tout magasin dont la surface de vente est inférieure à 300 mètres carrés peut y être créé sans autorisation préalable. C'est ainsi que Mac Arthur Glen envisage de s'implanter en centre ville de Roubaix, classé depuis décembre dernier en zone franche. Ce centre de boutiques d'équipement de la personne, d'une surface de 14 500 mètres carrés, sera constitué de 60 boutiques environ. Aussi, lui demande-t-il de bien vouloir lui indiquer si une telle implantation bénéficiera de la dérogation prévue par la loi du 5 juillet 1996. Dans l'affirmative il souhaiterait savoir si ces boutiques pourront bénéficier des exonérations et allègements fiscaux prévus par la loi relative au pacte de relance pour la ville.

TVA
(taux – hôtellerie et restauration)

1427. – 12 mars 1997. – **M. André Fanton** appelle l'attention de **M. le ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme** sur la situation de la restauration française qui est assujettie à un taux de TVA de 20,6 % alors qu'il s'agit à l'évidence d'une activité de services susceptible de bénéficier du taux de 5,5 %. Le maintien de ce taux excessif provoque des distorsions de concurrence avec les formes de commerces qui pratiquent la

vente de plats à emporter. Il lui demande s'il ne lui semble pas nécessaire pour l'avenir de la restauration en France, secteur important de l'activité économique nationale, d'accorder à cette branche un taux de TVA de 5,5 % correspondant à la réalité de son activité.

Tabac
(débits de tabac - implantation -
réglementation - zones rurales)

1428. – 12 mars 1997. – **M. Henri de Richemont** appelle l'attention de **M. le ministre de l'économie et des finances** sur les conditions qui permettent l'ouverture ou la réouverture d'un bureau de tabac. En effet, il s'agit d'un problème important rencontré par plusieurs communes situées dans sa circonscription. Il lui rappelle que l'implantation d'un débit de tabac et de presse n'est pas possible dans les communes de moins de 500 habitants. Or de nombreuses communes situées dans le milieu rural et notamment en Charente ont moins de 500 habitants et se voient refuser l'ouverture d'un bureau de tabac. Ce constat est regrettable, car cela serait très bénéfique pour ces petites communes et correspond à un besoin réel des consommateurs. Par ailleurs, leur instal-

lation permettrait de consolider l'activité économique et les services en milieu rural. Il lui demande s'il est possible de réexaminer les conditions d'ouverture d'un débit de tabac et de presse dans les petites communes qui le souhaitent afin de faire vivre nos zones rurales.

Armée
(base aérienne de Vouziers-Séchault -
maintien et perspectives)

1429. – 12 mars 1997. – **M. Jean-Luc Warsmann** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** au sujet du devenir de la base aérienne de Vouziers-Séchault. La population du département des Ardennes est très attachée au passé militaire ardennais. Le Vouzinois, qui accueille la base aérienne, est un arrondissement rural pour lequel la présence d'une telle base est très importante au point de vue économique mais également historique. C'est pourquoi il lui demande si, dans le cadre de la réforme de l'armée, le détachement de Séchault sera bien maintenu et dans l'affirmative par quels moyens sa présence sera renforcée.